

## OUTRE LES PARTIS, LES ONG ET LES SYNDICATS S'INSURGENT

# Pouvoir-société civile Le face-à-face



► LIRE L'ARTICLE DE  
HACEN OUALI EN PAGE 3

DOSSIER

## ENVISAGÉE PAR LES AUTORITÉS L'INÉVITABLE HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

● Le sujet de la hausse des prix de l'énergie revient au-devant de la scène régulièrement, induit par les appels répétés du premier responsable du groupe Sonelgaz à un aménagement des factures de l'électricité et du gaz.



LIRE LE DOSSIER RÉALISÉ PAR  
M. ROUMADI ET A. REZOUALI  
EN PAGES 6, 7 ET 8

## COMPLEXE TONIC INDUSTRIE

### 2000 TONNES DE PAPIER DÉVORÉES PAR LES FLAMMES

■ 2000 tonnes de papier à recycler ont été détruites par un incendie qui s'est déclaré vendredi sur le site de l'entreprise publique Tonic Industrie à Bou Ismail

■ Une enquête est en cours. Le site affecté par l'incendie abrite deux unités de fabrication de papier sanitaire et de carton d'emballage.

LIRE L'ARTICLE DE M'HAMED H. EN PAGE 5

## L'OCCIDENT TENTE D'ÉVITER UNE INVASION RUSSE LA SITUATION DÉRAPE EN UKRAINE

■ Le Pentagone a accusé Moscou d'avoir violé l'espace territorial de l'Ukraine. Les ambassadeurs de l'Union européenne plancheront demain sur de nouvelles sanctions contre la Russie. Tension extrême.

LIRE L'ARTICLE DE HASSAN MOALI EN PAGE 13

CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT  
DES SYNDICALISTES AUTONOMESLe Snapap interpelle  
les pouvoirs publics

● 24 syndicalistes, dont sept femmes, ont fait l'objet de harcèlement et de privation de leurs droits.

Des syndicalistes, représentant des activités du secteur de l'administration, affiliés au Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap), ont appelé, hier à Alger, les pouvoirs publics au dialogue et à arrêter leur campagne de dénigrement à l'endroit des syndicalistes autonomes. Une occasion aussi pour ces syndicalistes, qui ont animé une conférence de presse au siège du Snapap, à Mohammadia (Alger), d'interpeller la société civile et les syndicalistes autonomes à agir par des actions de solidarité avec ces militants dont la situation s'est beaucoup dégradée, selon les conférenciers. Gravement atteinte, la liberté syndicale en Algérie n'a jamais été aussi bafouée que durant cette dernière décennie. Les entraves sont multiples. Les syndicalistes sont fréquemment harcelés, poursuivis en justice et licenciés. Ainsi, la loi 90-02 de 1990 pour l'exercice de la pratique syndicale a été maintes fois violée. Plusieurs syndicalistes ayant participé à des mouvements de protestation ont été soit privés de leurs droits socioéconomiques ou carrément

écartés arbitrairement de leur poste de travail. Comme réponse du pouvoir à leurs activités syndicales, les syndicalistes autonomes ont eu droit à chaque fois à des brimades et harcèlements en tous genres.

Et pour illustrer cela, il n'y a pas mieux pour le président du Snapap, Mourad Ghadia, que d'évoquer l'affaire de Mourad Tchikou, ce président de la section syndicale de la Protection civile.

Suspendu de son emploi, il est sans salaire depuis 2004. Pourtant, après un interminable feuilleton judiciaire, la justice l'a relaxé. Il n'a pas encore été réintégré dans ses fonctions, selon M. Ghadia. Comme lui, six autres fonctionnaires de l'administration ont été entraînés devant la justice. «Il y a eu même un syndicaliste poursuivi pour appartenance à un groupe terroriste», regrette Yamina Meghraoui, présidente du comité des femmes du Snapap. Pour cette grande activiste des droits syndicaux, «le seul tort de toutes ces victimes est de participer à des activités syndicales autonomes». Au total, le Snapap comptabilise 24 syndicalistes dont 7 femmes qui ont fait l'objet de harcèlement et de privation de leurs droits. Et selon M<sup>me</sup>

Meghraoui, un aspect sur lequel elle a beaucoup insisté, «la situation socioéconomique de ces syndicalistes est des plus insupportables, elle est précaire». Pour étayer ses dires, elle cite certains qui sont sans emploi, sans allocations familiales et sans assurance sociale ; d'autres, surtout les femmes ayant observé des grèves de la faim, gardent toujours, selon elle, des séquelles. M<sup>me</sup> Meghraoui, qui estime que leur syndicat autonome est diabolisé par le pouvoir, n'a pas omis de lancer des fléchettes à Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative de défense et de promotion des droits de l'homme (CNCDDPH). Tout en dénonçant les «entraves» auxquelles font face les fonctionnaires pour créer des sections syndicales dans certains secteurs, Yamina Meghraoui annonce déjà que le Snapap ne compte pas baisser les bras pour le combat pour les libertés syndicales. «En plus de la Confédération africaine pour les droits des peuples que nous allons solliciter, nous comptons également lancer une campagne de sensibilisation sur le plan international pour des actions devant les consulats», a-t-elle indiqué.

Rabah Beldjenna

LA MESURE EST ENVISAGEABLE  
À PARTIR DE 2015Pas de deuxième session  
du bac cette année

Dans un communiqué rendu public hier, le ministère de l'Éducation nationale indique que «le dossier de la session de rattrapage de l'examen du baccalauréat est en cours d'étude», signifiant ainsi un démenti catégorique aux informations concernant l'organisation d'une deuxième session de cet examen en 2014. La même source a précisé que les mesures prises par le gouvernement ne seront appliquées qu'à partir de la session de juin 2015. Le ministère souligne que le dossier est «en cours d'étude depuis décembre 2013. La réflexion sera élargie à tous les partenaires sociaux. Le ministère a réitéré que l'organisation d'une session de rattrapage sera subordonnée à une série de conditions, en cours d'examen, précisant que les mesures découlant de la consultation seront soumises au gouvernement pour examen». Pour rappel, Abdellatif Baba Ahmed, ministre de l'Éducation nationale a révélé, la semaine dernière, que la possibilité d'organiser une session de rattrapage pour les candidats au baccalauréat dont la moyenne oscille entre 9,5/20 et 9,99/20 sera prochainement débattue. Les candidats concernés doivent avoir fait preuve d'assiduité tout au long de l'année scolaire et obtenu de bonnes moyennes en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années secondaires pour pouvoir bénéficier de cette seconde chance. L'organisation de la session de rattrapage devra avoir lieu trois ou quatre jours après l'annonce des résultats définitifs. Les candidats concernés par la session de rattrapage doivent avoir échoué dans seulement deux à trois matières, a indiqué le responsable, qui a affirmé qu'il n'y aura pas de recours au rachat.

Questionnés à ce sujet, des syndicats se sont montrés divergents sur l'instauration de la session de rattrapage. Si l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) et le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) sont d'accord sur le principe, tout en soulevant des conditions pour l'application de cette démarche, le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et du technique (Cnapest) s'est montré catégoriquement contre cette mesure. Ce syndicat appelle plutôt au retour du rachat au baccalauréat. «L'orientation à la fac se fait sur la base des notes obtenues au bac. Ainsi les bacheliers, qui obtiendront leur bac avec rattrapage, risquent d'avoir plus de chances que ceux qui l'ont eu durant la session ordinaire, en obtenant une moyenne plus élevée que ces derniers», explique Nouar Larbi, coordinateur national du Cnapest. Ce dernier appelle à la révision du mode d'évaluation actuel. «Il faut consacrer 50% des notes aux questions de réflexion et les 50% autres pour les questions directes», suggère le syndicaliste. Pour sa part, Messaoud Amraoui, chargé de communication de l'Unpef, insiste sur la détermination des objectifs de cette mesure.

Djedjiga Rahmani

**A l'occasion du salon "BATIMATEC 2014" du 04 au 08 Mai 2014.**

**Vous invite à visiter les portes ouvertes**  
Qu'elle organise à son Show-room en face de l'Hôtel Hilton SAFEX-ALGER

**Des offres Exceptionnelles vous seront réservées**



Palais des expositions, Pins maritimes  
(Face Hotel Hilton SAFEX ALGER)  
Tél : 021 21 00 27  
Fax : 021 21 00 28  
**WWW.SOCOPE.NET**



OUTRE LES PARTIS, LES ONG ET LES SYNDICATS S'INSURGENT

# Pouvoir-société civile : le face-à-face

**La militante féministe Fatma Boufenik persécutée**

La société civile est en ébullition. A peine une semaine après les résultats décevants du 17 avril, le décor d'un face-à-face annoncé entre pouvoir et société civile se met en place. Et pour cause. Outre les initiatives politiques, le branle-bas de combat semble gagner, ces jours-ci, les ONG et autres mouvements citoyens ainsi que les syndicats autonomes, qui visent à se donner les meilleurs moyens de porter haut leurs revendications face au pouvoir du statu quo. Les actions se multiplient et les réunions foisonnent en ces temps où l'incertitude de lendemains politiquement cléments se fait jour.

Les syndicats se concertent et s'organisent pour faire cesser les intimidations. Leur détermination à défendre les libertés syndicales n'est pas entamée, comme le montre la rencontre du Snapap, hier à Alger. A Tizi Ouzou, les étudiants ainsi que d'autres mouvements feront une marche, aujourd'hui, pour se dresser contre la répression. A Oran, l'association Femmes algériennes revendiquant leurs droits (FARD) n'abdique pas face à la campagne qui cible la vaillante universitaire Fatma Boufenik. Partout dans le pays, des poches de résistance bouillonnent. Une anticipation ? Sont-elles sur la défensive à raison ? En tout cas, le terrain politique s'agit à un rythme accéléré.

## ÉLABORER UNE PLATEFORME POLITIQUE POUR SORTIR DE LA CRISE

Des partis politiques soutenus par des personnalités nationales, qui semblent tirer les leçons du passé, sont en passe de réussir une jonction et des alliances en vue d'inverser le rapport de forces politiques. Le front du boycott, qui s'est mu en Coordination pour la transition démocratique, a fini par rallier l'option de transition démocratique longtemps défendue par l'opposition radicale et



Durant la campagne électorale, les marches et sit-in contre un 4<sup>e</sup> mandat étaient réprimés dans la violence

d'autres personnalités politiques. De sérieuses tractations sont engagées à l'effet d'élaborer une plateforme politique de sortie de la crise qui plombe le pays que la présidentielle n'a finalement pas résolue. Une conférence nationale ou une sorte de congrès national de l'opposition capables d'amener le pouvoir à accepter un dialogue pour éviter au pays un effondrement sur fond de perspectives économiques des plus sombres.

En fait, tout se passe comme si une espèce d'insurrection citoyenne se préparait pour défendre la moindre parcelle de liberté menacée par un pouvoir qui ne rate aucune occasion de montrer son arrogance, pendant et après l'élection présidentielle. Le comportement des forces de police qui ont violemment empêché la traditionnelle marche du 20 Avril – qui est loin d'être un fait isolé – est perçu comme un signal contre les pour-

fendeurs du régime de Bouteflika. Après le chantage à la peur, le règne par la terreur ? Il faut rappeler que durant la campagne électorale, les tenants du statu quo ont fait usage d'un discours violent faisant planer sur le pays un climat de guerre civile. Pendant les houleuses journées de campagne, des torrents de violence politique ont étouffé toute tentative d'installer un sérieux débat national sur des questions centrales.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE EN MOUVEMENT

Des animateurs de la société civile, des personnalités politiques, des syndicalistes, des candidats à la présidentielle et des partis politiques sont voués aux gémonies. Une campagne de diabolisation était lancée impunément contre des militants associatifs, des universitaires et tout particulièrement les animateurs du mouvement Barakat. En

somme, le pouvoir n'a pas lésiné sur les moyens pour envoyer des messages menaçants à l'adresse de cette société civile en mouvement. Un militant du Rassemblement jeunesse action (RAJ), Mohamed Kadi, étudiant de 23 ans, est toujours en détention provisoire, en compagnie d'un jeune Tunisien, Moez Benecir, assistant-éditeur âgé de 25 ans, en situation régulière en Algérie, accusés d'«attrochement non armé» qui a pour but de toucher à l'ordre public. Les tenants de l'ordre établi semblent avoir arrêté le choix de la répression comme option politique. La tentation de maintenir le pays dans un vide politique périlleux est manifeste.

La chape de plomb risque de s'abattre sur le pays. L'opposition politique, tout comme les organisations de la société civile, mis dos au mur, ne comptent pas se laisser faire.

H. Ouali

PHOTO: B. SOUHLI

## RENCONTRE HIER À LA MAISON DES SYNDICATS Regroupées, des ONG affûtent leurs armes

La reconduction de Abdelaziz Bouteflika pour un 4<sup>e</sup> mandat n'a pas eu d'effet anesthésiant sur la société civile. Bien au contraire. Plusieurs acteurs du mouvement associatif et des syndicalistes ont réussi à organiser un regroupement, hier, à la Maison des syndicats de Bab Ezzouar (est d'Alger). Les organisateurs de cette réunion veulent engager un large débat entre militants à l'effet d'élaborer une feuille de route les regroupant autour d'un strict minimum comportant notamment «la lutte pour le changement pacifique et démocratique». «L'Etat de droit, la démocratie réelle, la séparation effective des pouvoirs et des élections libres et transparentes», ont été les grands axes débattus.

Salah Dabouz, président du bureau national de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), à ne pas confondre avec l'aile de Benissad, indique que «l'objectif de cette initiative est de créer un espace ouvert de large débat et de concertation pour les organisations, les mouvements et les syndicats, afin de faire converger leurs efforts pour la consécration des libertés individuelles et collectives, et pour l'émergence

d'un Etat souverain». Pour lui, «la Constitution est violée par le pouvoir. Elle ne renferme que des slogans». «Il faut militer pour la mise en place de mécanismes pour que la gestion démocratique du pays soit réelle et non fictive», a-t-il ajouté. De son côté, Kadour Chouicha, coordinateur national du Syndicat des enseignants du supérieur solidaires (SESS), explique que «la société civile est appelée à se fédérer autour de ce strict minimum, sans que cela soit synonyme de création d'une nouvelle organisation ou d'un nouveau mouvement. Chaque acteur restera indépendant». Rachid Malaoui, président du Snapap, souligne que «le militantisme pour la consécration des libertés et des droits humains est un travail à long terme. Les syndicats et les mouvements doivent comprendre cependant que c'est une fois leurs droits politiques arrachés que l'on peut espérer des améliorations dans différents secteurs d'activité. Il faut dépasser le cadre corporatiste de la contestation». Abdelwahab Fersaoui, président du Rassemblement action jeunesse (RAJ) n'exclut pas le dialogue avec toutes les forces politiques du pays : «Les vrais opposants aspirent au change-

ment pacifique. Il est temps qu'ils convergent vers le même but.»

## LARGE DÉBAT SANS CLIVAGE IDÉOLOGIQUE

Des contacts sont entrepris pour élargir la base de discussion. Kadour Chouicha souligne que «les idéologies et les sensibilités partisans ne peuvent être discutées. L'objectif est de focaliser sur le strict minimum, notamment après la concrétisation de l'Etat de droit». Rachid Malaoui estime que «celui qui aspire au changement de manière individuelle ne pourra pas avancer. Une fois l'Etat de droit obtenu, c'est à ce moment-là que l'on pourra débattre d'un projet de société». Enfin, un communiqué sanctionnant la réunion «condamne avec la plus grande vigueur la répression féroce des marches pacifiques commémoratives du Printemps amazigh ; l'incarcération injustifiée et inadmissible de Kadi Mohand (militant du RAJ) et d'un citoyen tunisien ; les harcèlements et intimidations qui se multiplient à l'encontre des journalistes, des militants et des citoyens ; la situation d'isolement et de crise dans laquelle est confinée la population de Ghardaïa».

Mehdi Bsikri

La militante féministe Fatma Boufenik a été la cible, ces dernières semaines, d'une campagne féroce de diabolisation, menée à la fois par les chaînes de télévision privées Ennahar TV et Numidia News, ainsi que par une page facebook qui, sous le couvert de l'anonymat, s'est complu à salir l'image de cette militante d'Oran avec des accusations calomnieuses. FARD, l'association à laquelle appartient Fatma Boufenik, n'a pas manqué de réagir. «Nous, membres de l'association Femmes algériennes revendiquant leurs droits, avons suivi, sur certaines chaînes de télévision, une opération de lynchage et de diffamation à l'encontre de M<sup>me</sup> Boufenik et, à travers elle, notre association», est-il déclaré dans le communiqué, qui dénonce une campagne médiatique calomnieuse, diffamatoire et qui porte atteinte à la dignité de la personne et préjudice aux membres de FARD. «L'association FARD est connue par ceux et celles qui bénéficient au quotidien de ses services, de son accompagnement et de son soutien indéfectible, aussi bien au niveau local que national, voire international. Depuis sa création en mars 1995, FARD n'a cessé de mener des actions de proximité pour soutenir les femmes exposées à la précarité et se solidariser avec celles victimes de violences et de hoga». Aussi, les membres de l'association FARD se disent plus que jamais déterminés à poursuivre leur combat pour que la cause des femmes soit au cœur du projet de société «que nous voulons moderne et démocratique».

Pour sa part, M<sup>me</sup> Boufenik a également réagi à cette campagne de diabolisation : «Une campagne de diffamation appelant au lynchage a été menée contre ma personne, me présentant comme antinationale (manipulée par la main de l'étranger)...» Et de déclarer tout à trac : «Ces attaques proviennent de personnes anonymes n'ayant pas le courage d'assumer leur acte. L'objectif de ces pratiques est l'intimidation et la neutralisation des citoyen(ne)s qui ont choisi de résister et de lutter pacifiquement contre les dérives despotiques d'un système aux abois.» Et de préciser aussi que cette campagne a également visé d'autres militants, connus pour leur dynamisme dans la société civile et, de manière particulière, le mouvement Barakat qui a émergé ces derniers semaines. «Même si je ne suis pas membre de ce mouvement, dit-elle, je porte les mêmes valeurs pour une Algérie libre et démocratique.»

Pour Fatma Boufenik, la volonté de ces «mercenaires» ne diffère en rien de la pratique des «listes» que les islamistes diffusaient durant la décennie noire pour les désigner comme cible aux terroristes. «Que ces mercenaires sachent qu'hier j'ai résisté aux menaces terroristes en ne changeant rien à mes activités politiques, associatives et professionnelles ; aujourd'hui, je réitère mon engagement à continuer mon combat pour une Algérie libre, démocratique où les femmes et les hommes, dans le cadre de l'égalité, exercent leurs libertés individuelles et collectives.» Fatma Boufenik déclare qu'elle est prête, conformément aux lois de la République et aux conventions internationales ratifiées par l'Algérie, «à poursuivre en justice, devant les instances nationales et, si nécessaire, internationales, pour rétablir ma dignité et mon intégrité physique et morale et de contribuer à mettre un terme à ces pratiques terroristes.» M<sup>me</sup> Boufenik termine son communiqué en exprimant sa totale solidarité «avec toutes les autres personnes ciblées par cette nouvelle catégorie de baltaguias». Akram El Kébir

# L'ACTUALITÉ

NI BOUTEFLIKA NI YOUSFI N'ONT LA PRÉROGATIVE CONSTITUTIONNELLE

## Qui peut limoger le gouvernement en place ?

C'est demain que Abdelaziz Bouteflika, vainqueur officiel de l'élection présidentielle du 17 avril, prêterait serment pour devenir président de la République pour un quatrième mandat. La cérémonie aura lieu au moment où des questions se posent pour savoir comment fera le président de la République pour former un nouveau gouvernement, alors qu'il est juridiquement impossible de limoger l'actuel gouvernement, illégitime. Depuis le 13 mars, en effet, Bouteflika a créé une situation de blocage institutionnel grâce à une décision anticonstitutionnelle dont les conséquences sont d'une extrême gravité, y compris pour lui.

Car en limogeant ce jour-là le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, tout en gardant son gouvernement, Bouteflika a violé l'article 86 de la Constitution – qui stipule que «le Premier ministre peut présenter au président de la République la démission du gouvernement». Une chaîne de dysfonctionnements juridiques est provoquée par cet acte digne d'un royaume où les lois sont faites et défaits selon les desiderata du seigneur. «Bouteflika a gardé un corps sans tête, c'est une hérésie juridique», déclare Abdallah Haboul, ex-magistrat et spécialiste du droit public. Pourquoi ? «Parce que la démission est un attribut du ressort exclusif du Premier ministre, conformément à l'article 86 de la Constitution, mais dans le cas actuel, il n'y a pas de Premier ministre. Celui qu'on désigne comme Premier ministre par intérim n'a ni la qualité ni le pouvoir pour présenter la démission du gouvernement. Yousfi n'a pas d'autorité sur les ministres, ils n'ont pas été désignés suite à sa consultation», explique M. Haboul. Ce enième viol de la Constitution s'explique, sans doute, par le souci du clan d'éviter une procédure longue et handicapante pour la garantie du quatrième mandat. Car la



alinéa 5 de la Constitution permet au président de la République de mettre fin aux fonctions du Premier ministre, «mais une telle décision implique de facto le départ du gouvernement. Et le Premier ministre, limogé, est le seul fondé de pouvoir pour révoquer son gouvernement. Même Bouteflika ne peut pas le faire, d'où le piège juridique et la question : qui peut faire partir ce gouvernement en place et comment ?» s'interroge encore Abdallah Haboul.

### BRICOLAGE SUR LE JOURNAL OFFICIEL

Inutile de regarder du côté de Youcef Yousfi car lui-même est illégitime sur le plan juridique. D'ailleurs, il n'y a qu'à observer, dans le détail, les derniers décrets parus dans le Journal officiel pour constater l'aberration. Exemple : le décret exécutif n°115-14 du 20 mars 2014 portant modification de la distribution des dépenses du budget de l'Etat en équipement pour l'exercice 2014. Les hommes de droit peuvent facilement déceler l'anomalie dans la forme de publication de ce décret qui ne fait pas référence au décret portant nomination du gouvernement, une mention impérative dans les visas de chaque texte juridique.

M. Yousfi a occulté, sous l'œil approuvateur du clan, une forme juridique fondamentale fautive d'avoir la légitimité nécessaire pour signer correctement le texte juridique. Du jamais vu dans l'histoire politico-juridique du pays ! Le machiavélisme a ses limites et Bouteflika lui-même est piégé par son acte, d'autant plus qu'il ne peut sortir de ce piège qu'en continuant à défier la loi. Ou peut-être qu'il peut limoger individuellement les ministres ; en tout cas, il ne peut pas démettre le gouvernement comme entité juridique. Demain il devra jurer, la main sur le Saint Coran et devant l'ensemble des Algériens, qu'il défendra la Constitution.

Nouri Nesrouche

SIDI OKBA (BISKRA)

## Découverte d'un atelier de fabrication d'armes à feu

En effectuant une ronde de surveillance, dans la nuit de mercredi à jeudi, les agents de la sûreté de daïra de Sidi Okba, située à 18 km à l'est de Biskra, ont remarqué la présence de quatre voitures stationnées près d'une station-service et immatriculées dans des wilayas limitrophes. Après avoir procédé à un contrôle d'identité des neuf occupants de ces voitures et à leur fouille minutieuse, les agents ont découvert des cartouches de 16 mm et un petit carnet rempli d'inscriptions de transactions commerciales portant sur des armes à feu et des munitions, en possession de l'un d'entre eux, indique un communiqué de la sûreté de la wilaya de Biskra. En coordination avec un magistrat instructeur et en vertu de l'extension de leurs prérogatives territoriales, les enquêteurs ont effectué une perquisition au domicile, à Batna, du principal mis en cause ; ils y ont découvert un véritable atelier clandestin de fabrication et de réparation d'armes à feu traditionnelles. Du matériel nécessaire à cette activité, 44 capsules vides, plus d'un kilo de poudre noire et des pièces de fusils ont été saisis, est-il précisé. En attendant d'être présentés devant un juge d'instruction devant statuer sur leur sort, les neuf hommes, âgés de 55 à 60 ans, accusés de «trafic d'armes à feu de catégorie 5 et de munitions», ont été placés en garde à vue.

H. M.

### EL OUED

## Makri appelle le pouvoir à ne pas penser à disperser l'opposition politique

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderazak Makri, a déclaré, lors d'une conférence de presse tenue hier, au siège de son parti à El Oued, que l'Algérie passe par une situation difficile qui constitue un véritable danger pour notre pays (aux niveaux politique et économique) de corruption et en matière de liberté de la presse. Dans ce sens, le leader du MSP a indiqué que la Coordination

nationale pour les libertés et la transition démocratique, composée de partis et de personnalités nationales, prépare une conférence nationale pour la transition démocratique qui se tiendra en mai prochain.

Les portes de cette conférence sont ouvertes même pour le pouvoir, qui ne devrait pas rater cette occasion puis, selon Makri, «cette situation est très dangereuse et ne saurait être dépassée

que par le projet de transition démocratique qui sera proposé au pouvoir». A. Makri est allé plus loin en déclarant que «si le pouvoir refuse le projet de transition démocratique, nous recourrons à l'escalade politique».

Il a également appelé le régime à ne pas penser à diviser et à disperser l'opposition politique qui, selon lui, est devenue plus forte que jamais. M. Makri a souligné que le projet de transition

démocratique est une occasion pour sauver le pays. Il a indiqué par ailleurs qu'une rencontre aura lieu aujourd'hui avec Ali Benflis pour discuter de la conférence nationale sur la transition démocratique. Et d'ajouter que des rencontres auront lieu avec d'autres partis politiques, notamment avec le FFS. Concernant l'amendement de la Constitution, le président du MSP a précisé que son parti n'est pas concerné

par la nouvelle Constitution, si elle représenterait le point de vue du pouvoir. Il n'a pas raté l'occasion pour parler de la Journée mondiale de la liberté de la presse, de sacrifices des journalistes et de la transition démocratique en indiquant : «La Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique et la presse sont dans la même tranchée.»

Rezzag Salem Youcef

**CRÉDIT 0%**

**1er APPORT 30%**

**LE RESTE SUR 24 MOIS**

**210 CV / 10T**  
Benne

**340 CV / 15T**  
Benne

**420 CV / 4X2**  
Tracteur routier

**4 100 000DA\* ANKI**  
**4 740 000DA\* TTC**

**5 620 000DA\* ANKI**  
**6 800 000DA\* TTC**

**4 840 000DA\* ANKI**  
**5 869 000DA\* TTC**

**2 ans de garantie**

**Service Après-Vente**

**Pièces de rechange**

\*Taxe sur les véhicules neufs incluse

\*Coffre spécial cash, 0% de remise

**Direction Générale : Zone Industrielle Meboudja, Sidi Amar - ANNABA - Algérie, Tél : 030 82 16 05 / Fax : 030 82 17 63**

<p>Annaba : 030 878 887 / 0661 364 168</p> <p>Alger : 021 215 135 / 0791 535 482</p> <p>Oran : 041 273 263 / 0660 377 150</p> <p>Béjaïa : 034 102 551 / 034 102 282</p> <p>Jijel : 034 495 454 / 0660 377 191</p> <p>Mila : 031 506 193 / 0660 377 103</p>	<p>Sétif : 030 847 428 / 0660 571 486</p> <p>Guelma/Tebessa : 037 266 745 / 0661 168 927</p> <p>Skikda : 038 775 141 / 0550 506 580</p> <p>Constantine : 031 669 021 / 0794 701 990</p> <p>Constantine : 031 632 167 / 0550 531 882</p> <p>Constantine : 0554 232 380</p>	<p>B.B. Arreridj : 035696161 / 0776 291 113</p> <p>Batna : 033 865 610 / 0561 684 369</p> <p>Biskra : 033 750 714 / 0550 900 260</p> <p>Khennouche : 032 324 040 / 0696 538 264</p> <p>Blida : 025 440 531 / 0661 670 036</p> <p>Djelfa : 027 870 601 / 0771 612 644</p>	<p>Quargla : 029 718 467 / 0660 394 331</p> <p>El Oued : 032 247 853 / 0550 678 167</p> <p>El Tarf : 038 690 250 / 0550 362 752</p> <p>Ghardaïa : 0698 544 869 / 0662 866 267</p> <p>Tlemcen : 043 276 997 / 0798 759 178</p> <p>Touggourt : 029 696 225 / 0661 250 705</p>
--	---	--	---



9 MANDATS D'ARRÊT INTERNATIONAUX LANCÉS IL Y A 8 MOIS

# La justice algérienne ne voulait pas de «notice rouge» contre les mis en cause

● Faisant l'objet d'un premier mandat d'arrêt international lancé par l'Algérie, en août 2013, Farid Bedjaoui, conseiller financier de l'ancien ministre Chakib Khelil, est désormais sur le site des personnes recherchées par Interpol grâce à la justice italienne ● Si son nom n'a pas figuré sur cette liste depuis près d'un an, c'est tout simplement parce que la justice algérienne n'a pas précisé la mention «avec notice rouge» ● Il en est de même pour les huit autres personnes concernées par ces mandats, lesquelles semblent bénéficier d'un statut de privilégié.

**A** lors qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice algérienne en août 2013, la notice rouge concernant Farid Bedjaoui n'a été publiée par Interpol que depuis quelques jours, à la demande de la justice italienne. Présenté comme ancien conseiller financier de Chakib Khelil, l'ex-ministre de l'Énergie, Farid Bedjaoui (algéro-franco-canadien) est poursuivi dans le cadre de l'enquête menée par le tribunal de Milan sur le rôle qu'il a pu jouer dans les marchés obtenus par Saipem, filiale du géant pétrolier ENI en Algérie avec Sonatrach, en contrepartie de commissions. Farid Bedjaoui, faut-il le rappeler, coactionnaire dans des sociétés appartenant aux enfants de Chakib Khelil, a été cité par d'anciens responsables d'ENI et de Saipem, poursuivis en Italie à la suite du dossier lié au scandale Sonatrach 1, actuellement au niveau de la Cour suprême, dans lequel Saipem Algérie est inculpé pour des faits de «corruption» en tant que personne morale. Si du côté algérien, les investigations judiciaires relatives aux informations obtenues grâce aux commissions rogatoires revenues de Suisse, de France et d'Italie, classées sous l'appellation Sonatrach 2, peinent à sortir du bureau du juge du pôle pénal spécialisé près la cour d'Alger, de l'autre côté de la Méditerranée, le juge milanais accélère la cadence et piste partout dans le monde «les complices» liés à une «association de malfaiteurs en lien avec la corruption», à commencer par Farid Bedjaoui, qui fait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par le juge du pôle pénal spécialisé d'Alger daté d'août 2013. Il faisait partie d'une liste de neuf personnes, parmi lesquelles Chakib Khelil, son épouse et ses deux enfants, ainsi que Réda Hemeche (son homme de confiance et ancien directeur de cabinet du PDG de Sonatrach), Omar Habour (un influent et puissant homme d'affaires oranais associé de Chakib Khelil), et deux commerçants binationaux ayant joué le rôle d'intermédiaires, poursui-

vis pour «corruption», «trafic d'influence», «abus de fonction», «blanchiment d'argent», «direction d'une association de malfaiteurs» et «organisation criminelle transnationale». Aucun des mandats n'a été rendu public tout simplement parce que les autorités judiciaires algériennes n'avaient pas ajouté la mention «avec notice rouge» lorsqu'elles ont lancé les mandats d'arrêt.

## DES MARCHÉS EN CONTREPARTIE DE COMMISSIONS

Selon des sources bien informées, «lorsque le Bureau central national (BCN) d'Interpol lance un mandat d'arrêt, si ce dernier porte la mention avec «notice rouge», il est tout de suite diffusé sur le site web de l'organisation. S'il y a uniquement un mandat d'arrêt international, il reste en interne c'est-à-dire qu'il est diffusé au niveau de tous les BCN, mais sans être mis à la disposition du grand public». Question : pourquoi les autorités judiciaires algériennes n'ont-elles pas précisé au secrétariat général d'Interpol la mention «avec notice rouge» lors de l'émission des mandats d'arrêt internationaux ? Est-ce pour éviter que les noms ne soient exposés, d'autant que ces derniers font partie du clan le plus puissant, à savoir le cercle présidentiel ? On se rappelle comment Amar Saadani avait fait pression sur l'ancien ministre de la Justice, Mohamed Charfi, pour qu'il retire le nom de Chakib Khelil du dossier, en contrepartie d'un poste au gouvernement et comment il a accusé la justice «d'avoir agi en dehors de la légalité en fabriquant un dossier».

Aussi graves qu'ils aient été, ses propos n'ont malheureusement pas suscité la réaction des autorités, notamment de la justice. Bien au contraire. Le juge chargé de l'instruction a subi de lourdes pressions pour revenir sur des actes de procédure contre Chakib Khelil, afin d'annuler le mandat d'arrêt sous prétexte de «vice de procédure». Une décision prévisible

dans la mesure où l'ex-ministre se trouvait au cœur même du système, du régime, et que son épouse est une femme d'affaires influente aussi bien au Moyen-Orient qu'aux États-Unis, où le couple et les enfants ont acquis une résidence. Ils doivent détenir des secrets importants qu'il ne faudrait pas divulguer. En les mettant en prison, c'est la boîte de Pandore que le clan présidentiel ouvrirait. Le risque est trop important. Des compromis sont nécessaires pour arriver à une sortie honorable aussi bien pour la famille Khelil que pour le clan présidentiel. Ce qui explique l'intervention de Saadani. Mais du côté italien, les événements se précipitent.

Le juge milanais traque Farid Bedjaoui parce qu'il sait qu'il pourrait être le fil qui le conduira à Chakib Khelil. Raison pour laquelle il met la pression aussi bien sur les autorités libanaises que sur les Suisses et les Émirats où il aurait pu remonter la traçabilité des transactions financières.

Quelle sera donc la réaction de la justice algérienne, lorsqu'après les Italiens, les Suisses et les Canadiens (qui ont ouvert des enquêtes sur Farid Bedjaoui) prendront le relais de leurs homologues italiens ? Quelle sortie va-t-elle trouver pour sauver la face à celui qu'elle a présenté, il y a moins d'un an, par la voix du procureur général près la cour d'Alger comme «un membre d'un réseau international bien organisé, avec des ramifications sur l'ensemble des continents, qui pratiquait la corruption pour obtenir des contrats avec Sonatrach (...). Des montants énormes ont été versés à des intermédiaires pour être transférés sur les comptes des responsables de l'énergie et des dirigeants de Sonatrach à travers des opérations bancaires très complexes dans de nombreux pays et sur plusieurs continents (...). Ces fonds aboutissaient soit directement chez les responsables de l'énergie, soit indirectement chez les membres de leurs familles, leurs proches ou leurs anciennes connaissances».

Des accusations extrêmement graves portées à la connaissance du pôle judiciaire d'Alger, mais qui n'auraient jamais été rendues publiques si les tribunaux de Milan, de Suisse et de Montréal n'avaient ouvert, à leur niveau, des informations judiciaires sur des faits de corruption impliquant des dirigeants algériens du secteur de l'énergie. «Les premiers éléments d'enquête nous ont permis de retrouver la traçabilité de ces comptes en Asie, en Europe, aux Émirats arabes unis, au Moyen-Orient et aux États-Unis. Le montant de chacune de ces opérations variait entre 20 millions de dollars et 175 millions d'euros. Une partie de ces fonds a été investie dans l'achat de biens immobiliers en Europe», avait précisé le procureur général près la cour d'Alger, ajoutant : «C'est le résultat de faits concrets auxquels la justice algérienne est arrivée.»

## UNE PROCÉDURE POUR ÉVITER LES NOMS

Aussi graves qu'ils soient, les autorités judiciaires restent très frileuses ; lorsqu'elles font un pas en avant, tout de suite après, elles en font trois en arrière. C'est dans ce cadre qu'il faudra mettre l'omission volontaire de la mention «avec notice rouge» sur les mandats d'arrêt internationaux lancés contre les neuf mis en cause dans le dossier Sonatrach 2, probablement parce qu'ils bénéficient d'un statut très particulier. Jeudi, la presse internationale rapportait que les Américains ont demandé à Saipem les résultats de son enquête sur l'Algérie. Le département américain de la Justice a demandé, en juillet dernier, à la filiale italienne du géant ENI des informations sur le déroulement de son enquête interne sur l'Algérie, selon la presse citant l'agence Reuters. Le directeur financier de Saipem, Alberto Chiarini, a affirmé que son entreprise est prête à collaborer avec le département américain de la Justice. «On nous a envoyé une demande d'informations sur l'Algérie», a-t-il déclaré.

**Salima Tlemçani**

## IMPORTATION DE MÉDICAMENTS

### La facture en hausse de 19%

**L**es importations de produits pharmaceutiques de l'Algérie ont augmenté de 19,02% au premier trimestre 2014 avec 514,9 millions de dollars, selon les chiffres communiqués par les Douanes algériennes. Au premier trimestre 2013, la valeur des médicaments à usage humain, représentant 95,51% des importations globales des produits pharmaceutiques, a été estimée à près de 491,8 millions de dollars contre 412,46 millions de dollars durant la même période de comparaison, en hausse de 19,23%, selon les chiffres du CNIS obtenus par l'APS. La facture des médicaments à usage humain reste toujours la plus importante

des importations algériennes en produits pharmaceutiques. Les quantités importées des médicaments à usage humain sont passées de 7987 tonnes à 4944 tonnes, en baisse de plus de 38% au premier trimestre 2014 par rapport à la même période de l'année dernière. Les importations des produits parapharmaceutiques ont enregistré par ailleurs une augmentation en valeur de 26,9% durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 par rapport à la même période de 2013, totalisant 16,83 millions de dollars contre 13,26 millions de dollars.

La production locale, qui représente actuellement 36% du marché national, devrait at-

teindre 65% en 2015, selon les prévisions des professionnels qui estiment que le potentiel pharmaceutique national actuel permet d'atteindre cet objectif. Afin de réduire la facture des médicaments importés et garantir une couverture sanitaire globale à moindre coût, les autorités publiques se sont engagées à atteindre un taux de production locale de 70% dans les prochaines années.

Le marché national du médicament est estimé à plus de 2,5 milliards de dollars, dont 1,85 milliard de dollars d'importation et le reste de production locale, dont 84% reviennent au secteur privé et 16% au secteur public.

**R. E.**

## BOU ISMAÏL

### 2000 tonnes de papier dévorées par les flammes

**L**enquête engagée par les éléments des services de sécurité est toujours en cours. L'incendie a été totalement maîtrisé au niveau de l'unité Wancheris qui relève du complexe de Tonic Industrie à Bou Ismaïl. L'opération de déblaiement et de nettoyage n'a toujours pas été achevée, 25 heures après le début de l'incendie. Selon les premiers éléments d'information recueillis, un court-circuit serait à l'origine de cet accident qui n'a heureusement pas fait de victime, grâce à l'intervention des éléments de la Protection civile de la wilaya de Tipasa, de leurs homologues des unités du Hamiz et de la wilaya d'Alger, tandis que la Protection civile de la wilaya de Blida a contribué dans la lutte contre l'incendie en affectant un engin «girafe» pour éclairer les lieux du sinistre. Le vent qui soufflait en cet après-midi de vendredi a propagé les flammes. Contacté par nos soins, l'officier de permanence à la direction de la Protection civile de

Tipasa, le lieutenant Ziad, déclare : «Le feu est maîtrisé grâce au travail coordonné entrepris par les éléments de la Protection civile. Le bilan fait état de la perte de 2000 tonnes de déchets de papier destinés au recyclage détruits par les flammes. Tous les moyens humains et matériels de la Protection civile sont mobilisés jusqu'au nettoyage complet des lieux du sinistre, bien que la situation soit maîtrisée, nous demeurons vigilants au niveau du site de Tonic.» L'entreprise publique a repris une grande partie de ses activités hier soir, selon son directeur général, M. Zerrouk. «Sur les douze filiales formant Tonic Industrie, onze ont repris normalement leurs activités après le feu vert donné par la cellule de crise mise en place suite à cet incendie», a déclaré à l'APS M. Zerrouk, précisant que «seule la filiale de fabrication du papier sanitaire, implantée sur le site du foyer de l'incendie, demeure fermée par mesure préventive».

**M' hamed H.**



ENVISAGÉE PUIS REPOUSSÉE PAR LES AUTORITÉS

# L'inévitable hausse des prix de l'énergie



PHOTO: D. R.

S'achemine-t-on vers une hausse des prix de l'électricité, du gaz et des carburants ? Le sujet revient au-devant de la scène régulièrement, induit par les appels répétés du premier responsable du groupe Sonelgaz à un aménagement des prix de l'électricité et du gaz. Et pour le gaz, les équilibres financiers de l'électricien national semblent aujourd'hui compromis. En cause des tarifs trop bas pour couvrir les charges et coûts liés à l'imposant programme d'investissement ayant pour seul objectif de répondre aux besoins d'un marché interne plus qu'énergivore.

Si les autorités en charge du secteur ont jusque-là traité du sujet avec la plus grande prudence, la sortie du Premier ministre par intérim et ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, quelques jours de l'élection présidentielle, en avait surpris plus d'un. Celui-ci avait ainsi estimé publiquement que dès lors que le pouvoir d'achat des ménages algériens augmentait, ceux-ci se devaient tôt ou tard de participer aux coûts de l'énergie. Le ministre avait consciemment ou inconsciemment ouvert la voie à une révision à la hausse des prix de l'énergie, laquelle devenait de fait envisageable. Si le ministre s'était tout de suite ravisé en estimant qu'il n'y a aucun projet portant hausse des prix de l'électricité et du gaz dans l'immédiat, il n'en demeure pas moins que le démenti survenu quelques heures après un lapsus pour le moins révélateur n'était motivé que par des préoccupations purement électoralistes.

Experts en énergie se relayent régulièrement pour tirer la sonnette d'alarme, pour avertir quant aux risques encourus par une telle boulimie énergétique. A l'horizon 2019, l'Algérie risque de ne plus disposer d'assez de pétrole et de gaz pour couvrir ses besoins et exporter. Un drame pour un pays pour lequel les hydrocarbures représentent 33% du PIB, 98% des ressources en devises et les deux tiers du budget de l'Etat. D'autant que l'accélération de la demande énergétique n'est nullement motivée par un regain de dynamisme de l'activité économique, agricole et industrielle, mais par la consommation des ménages. D'ailleurs, les pics de consommation électrique en Algérie sont nocturnes et non diurnes,

les appels de puissance maximale intervenant en été et non en hiver. Il n'en fallait pas plus pour qu'un conseiller du ministre de l'Energie, Ali Hached, apporte de l'eau au moulin des experts tout en glissant une critique à l'actuelle politique des prix et des subventions.

## MANQUE DE COURAGE POLITIQUE

C'est dire que la révision des prix des produits énergétiques est non seulement envisageable, mais envisagée et devra intervenir tôt ou tard.

A moins de poursuivre une politique de fuite en avant, de se voir imposer ses choix de l'extérieur et d'aller vers une hausse brutale et socialement douloureuse, les autorités peuvent encore réfléchir aux différentes options de révision des tarifs échelonnées. C'est d'ailleurs cette option qui semble avoir le plus d'assentiment. Le ministre avait d'ailleurs estimé, au début du mois en cours, que la hausse des prix se fera de manière « progressive et rationnelle », en « tenant compte du pouvoir d'achat des citoyens », de façon à réorienter les subventions vers certains métiers et catégories les plus fragiles.

La messe est dite, encore faut-il concrétiser cette profession de foi. Or, le courage politique fait défaut, d'autant que les subventions et autres transferts sociaux servent à pallier le manque de légitimité chronique du régime en place. D'ailleurs, un projet de révision des prix de l'électricité et du gaz repose bien au chaud dans un tiroir du bureau du ministre de l'Energie depuis 2009, date à laquelle la CREG, ayant reçu certaines requêtes liées aux coûts des opérateurs du secteur (SPE, GRTE et GRTG, filiales du groupe Sonelgaz),

avait transmis des propositions au département de tutelle. Silence radio depuis. En attendant, la consommation d'énergie augmente crescendo. Youcef Yousfi a indiqué qu'en 2013, les Algériens ont consommé pour 40 milliards de dollars de produits énergétiques et que, dans le meilleur des cas, ils en consommeraient pour 80 milliards de dollars. Des chiffres à donner le tournis, mais reflétant des prévisions extrêmement optimistes par rapport à ce qui risque d'advenir. Les chiffres obtenus auprès de plusieurs organismes du secteur suscitent d'ailleurs l'inquiétude. Le développement du parc automobile, qui compte actuellement plus de 5 millions de véhicules, ainsi que l'ampleur prise par le phénomène de la contrebande de carburant motivée par des prix extrêmement bas pèsent de tout leur poids sur la demande en essence et gaz.

## CE QUE COÛTENT LES SUBVENTIONS

Selon le ministère de l'Energie et des Mines, la consommation de carburants a augmenté, en 2010 et 2011, de 8%. Pour Sonatrach, la croissance de la demande en carburants, ces dernières années, est estimée à une moyenne de 10% par an. Celle-ci a triplé en 30 ans et est passée de 7,5 millions de tonnes en 2003 à 12 millions de tonnes en 2011 et à 14 millions de tonnes en 2012. Elle devrait atteindre, selon les prévisions du ministère de l'Energie, 30 millions de tonnes en 2030 et 45 à 50 millions de tonnes en 2040. Il est vrai que la politique des prix y est pour beaucoup.

Le bilan de Sonatrach précise ainsi que pour la « subvention d'équilibre » représentant le différentiel entre les

prix de vente et d'achat des carburants importés, Sonatrach enregistre un manque à gagner en hausse. Celui-ci est passé de 113 milliards de dinars en 2011 à 360 milliards de dinars en 2012, soit une évolution de 217%.

Le constat du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) se fait encore plus alarmant, estimant que les carburants ont coûté à l'Algérie en subventions 8,46 milliards de dollars en 2010. Coût auquel il faut ajouter le manque à gagner généré par la contrebande : 12,82 millions de dollars (selon les estimations de Yousfi), valeur des 1,5 milliard de litres de carburants subventionnés grâce auxquels 600 000 véhicules roulent au-delà de nos frontières. Une activité florissante dans le huitième pays au monde où le carburant est le moins cher avec un prix moyen de 0,18 euro par litre.

Un constat que l'on pourrait transposer au secteur de l'électricité et du gaz. Au-delà des problèmes de récession et autres vols auxquels doit faire face Sonelgaz, la croissance de la consommation interne pourrait à terme poser problème. Selon les services de la CREG, la consommation nationale d'électricité devrait atteindre 90 000 GWh à l'horizon 2020. Les documents portant les prévisions de la CREG à l'horizon 2023 (non encore publiés) évoquent une demande d'électricité sur le réseau interconnecté de 70 035 GWh en 2023 selon le scénario faible, de 94 795 GWh pour le scénario moyen et de 129 500 GWh selon le scénario faible. Cela reflète un taux de croissance moyen de la demande sur la période 2013-2023 variant entre 4,5% pour le scénario faible, 7,7% pour le scénario moyen et 11,1% pour le scénario fort. C'est dire l'effort d'investissement que le groupe Sonelgaz devra consentir pour atteindre l'objectif maximum de production de 151 000 GWh pour un taux de croissance moyen de la production de 10,7%.

Idem concernant le gaz, pour lequel Sonatrach sera sollicitée afin de multiplier ses efforts de production et d'exploration. D'ailleurs, la CREG tablait en 2010 sur une croissance de la demande en gaz variant entre 4,3% et 7,1% entre 2010 et 2019. Des chiffres non encore actualisés et qui devraient rapidement être revus à la hausse en raison de la réalisation de nouvelles centrales électriques (cycles combinés et turbines à gaz) et de la multiplication des projets pétrochimiques de Sonatrach.

Melissa Roumadi

PLUSIEURS MILLIARDS DE DOLLARS À INVESTIR

## Comment couvrir la demande et exporter ?

Les entreprises et opérateurs du secteur subissent de fortes pressions. Que ce soit Sonelgaz investie de la mission de service public, du rôle de fournisseur en continu d'énergie au marché national et de garant de la sécurité des approvisionnements énergétiques du pays, ou Sonatrach qui a la lourde tâche de continuer, via ses exportations, de générer des devises et assurer la rente, condition sine qua non de la survie du système, ou via ses projets en aval de se substituer aux importations en produits pétrochimiques à forte valeur ajoutée.

De fait, les plans d'investissement se multiplient et enflent à mesure que les objectifs se font plus pressants. Selon les données dont nous disposons, Sonatrach compte investir, à l'horizon 2017, 91 milliards de dollars. L'amont (exploration et exploitation) devrait absorber une bonne partie de ces investissements. L'objectif étant d'atteindre un volume d'hydrocarbures produits de 220 millions de tonnes équivalent pétrole en 2017, de doubler la production de gaz naturel d'ici 10 ans et d'augmenter de 50% celle du pétrole brut. En aval, Sonatrach prévoit des investissements de plus 16 milliards de dollars pour la réhabilitation des raffineries existantes et la réalisation de 6 nouvelles raffineries pour répondre aux besoins du marché, notamment en carburant. Enfin, Sonatrach prévoit d'investir 26 milliards de dollars dans la pétrochimie.

De son côté, Sonelgaz table sur un plan d'investissement de plus de 7000 milliards de dinars (environ 70 milliards d'euros) pour la réalisation de ses ouvrages de production et de transport de l'électricité, de transport du gaz, la distribution de l'électricité et du gaz ainsi que les infrastructures d'accompagnement. Le montant global est de l'ordre de 7 287 456 milliards de dinars dont 4 401 776 milliards à la charge des sociétés du groupe Sonelgaz. Près de 43% de ces investissements seront financés par endettement tandis que moins de 3% seront financés par les clients, c'est-à-dire par la vente de l'électricité et du gaz. 18% seront financés sur fonds propres, à condition que les prix soient revus à la hausse, sans quoi l'endettement de Sonelgaz, qui est déjà très important, deviendra encore plus lourd pour l'entreprise.

M. R.

**ESIG**

**ECOLE SUPÉRIEURE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET DE GESTION**

**Lance de nouvelles promotions en HSE**  
(Hygiène, Sécurité et Environnement)

**EN PARTENARIAT AVEC A.S.C FRANCE**

Manager QHSE	Superviseur H.S.E	Inspecteur en H.S.E	Agent de Sécurité H.S.E
Bac +5 ou Bac +4 avec expérience ou cadres d'exploitation	BTS, DEUA ou Bac +3 et plus	Bac ou 2ème AS et plus	9ème AF ou 4ème AM et plus
12 mois en formation théorique ou alternance (02 jours / semaine Samedi et Dimanche)	15 semaines de formation + 03 mois de stage pratique	12 semaines de formation + 03 mois de stage pratique	08 semaines de formation + 01 mois de stage pratique

**INFORMATIONS & INSCRIPTIONS : ESIG, Route de L'Université HASNAOUA, Tizi-Ouzou Tél : 026. 21.16.16 / 026. 21.18.18 Mob.: 06 61 40 40 58**



ALI KEFAIFI. *Expert en énergie*

# «Le secteur va vers une période de glaciation»

Ingénieur civil des mines et ancien directeur de la stratégie au ministère de l'Énergie et des Mines (1996-2001), Ali Kefaifi analyse, à travers cet entretien, les limites de la politique énergétique interne et les nécessaires ajustements qui doivent y être apportés en urgence.

Propos recueillis par Akli Rezouali

**La consommation énergétique interne ne cesse d'augmenter ces dernières années. Comment analysez-vous cette évolution ?**

Le concept de consommation énergétique domestique recouvre en fait les produits pétroliers liquides, le gaz et l'électricité. Les produits pétroliers posent problème car depuis 2006, tout a changé : la croissance de la consommation, la déflation pétrolière, la chute du prix du gaz, le décrochage de la parité gaz-pétrole, le prix du pétrole inférieur au «prix d'équilibre budgétaire algérien», soit 114 dollars/Bbl en 2014. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation finale algérienne de produits énergétiques a atteint 27,7 millions de TEP (tonnes équivalent pétrole), dont environ 60% de produits pétroliers et 40% de gaz naturel. Cependant, ces chiffres cachent plusieurs invraisemblances algériennes citées par l'AIE (cf. IEA Sankey diagram 2011, les erreurs statistiques ou «statistical differences»). La part des hydrocarbures liquides destinés au secteur des transports (véhicules légers et lourds essentiellement) était, en 2011, supérieure à 15 millions de TEP, soutenue par l'explosion du parc automobile, notamment les bus (120 000 km/an), les camions pick-up (50 000 km/an) d'où

l'envolée exponentielle du diesel. Pour la part du gaz naturel (GN), sur 180 milliards mètres cubes de GN produits, 90 milliards de mètres cubes sont autoconsommés dans le Sud et 20 milliards inutilement sur-autoconsommés dans les usines de GNL. Ces 90 milliards de mètres cubes servent essentiellement à la récupération secondaire du pétrole et auraient pu être épargnés (grâce à la récupération tertiaire du pétrole) et réorientés vers l'industrie créatrice d'emplois...

Les ménages algériens ne consomment que quelques malheureux 4 à 5 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit 2% de leur propriété gazière nationale ! L'électricité ne pose pas de problème, sauf pour la gestion. Mais pourquoi parler de subvention alors que le citoyen paie 4 cents/KWh (tranche B) une électricité qui coûte 2 cents/KWh grâce à la proximité du gaz, contre 6 cents/KWh en France (électricité nucléaire) ?

Pourquoi faire payer au citoyen algérien la contrepartie des surcoûts d'investissement dans les 4 dernières centrales électriques, achetées 3 milliards de dollars au lieu d'un milliard de dollars ? Y a-t-il un pilote dans l'avion Algérie ? Ceci montre la complexité du problème. Le citoyen, le peuple ont le droit de savoir, d'où l'importance du Parlement et d'être protégés contre la déprédation, d'où l'importance du Conseil national de l'énergie au niveau de la Présidence et des conseils d'analyse scientifique et économique au niveau des ministères.

Nous disions et redisons alerte avec les problèmes d'évolution de la consommation domestique de produits pétroliers et de la fin du pétrole en attendant de nouvelles découvertes pétrolières, mais qui ne pourront cependant produire qu'à partir de 2030, d'où une période de glaciation (zéro exportation de pétrole, zéro rentrée de dollars) entre 2018 et 2030.

Au rythme actuel de l'évolution de sa

**consommation énergétique, l'Algérie est-elle en mesure de garantir à court et moyen termes la couverture de ses propres besoins internes ?**

En 2018, même avec une consommation de 27 millions de tonnes/an, les exportations d'hydrocarbures liquides seront presque égales à zéro à cause de la baisse de la production pétrolière (déplétion) et du non-renouvellement des réserves (25% au lieu de 100% pour la reconstitution intégrale).

On a menti à la population en lui faisant croire que les hydrocarbures liquides allaient subvenir ad vitam aeternam à 40% du PIB, 70% du budget de l'Etat et 98% des exportations. Néanmoins, il est encore possible de repousser ce scénario de glaciation, de trou noir et de misère matérielle et morale. Par un virage immédiat à 180° ! Ne dit-on pas que «le temps est l'essence de la vie» ?

**Une révision des prix domestiques de l'énergie est-elle une solution idoine pour rationaliser la consommation ?**

La solution optimale doit concilier efficacité économique à travers l'élasticité prix-demande, mais aussi et surtout le nécessaire impératif national de la répartition qui doit obéir au souci d'équité. Les expériences internationales montrent qu'il faut une période de 5 à 10 ans pour réussir cette réduction des subventions tout en évitant un scénario à la chilienne (grève des transporteurs).

La révision des prix domestiques de l'énergie était et reste une nécessité. Mais sa mise en œuvre a été oubliée en ces moments d'ivresse dus à l'augmentation du prix du pétrole, depuis 2005. Pourtant, la baisse irrémédiable de la production pétrolière algérienne est constatée par nos responsables depuis 2006.

**Les programmes publics annoncés pour améliorer les capacités de production pourront-ils être à même de faire face à l'explosion**

**de la demande énergétique interne ?**

Ce problème de «déficit à l'horizon 2012» avait été identifié dès avril 1997 par Amar Mekhloufi, alors ministre en charge de ce secteur (cf. le rapport du groupe de réflexion du développement du raffinage, créé par décision n°119 du 20 novembre 1996, présidé par le docteur Ali Kefaifi). Ce groupe avait demandé la suppression de l'essence avec plomb (PTE) dès 2000 dans l'intérêt de la santé des enfants (effets nocifs du plomb).

En 2014, seuls 3 pays dont le monde utilise le PTE : la Corée du Nord, le Yémen et ... l'Algérie ! Rappelons que le méthanol disponible à Arzew remplace parfaitement le PTE. Aussi, envisager de construire une ou cinq raffineries est économiquement suicidaire. Et qui paiera le pétrole importé ? Nos décideurs devraient rejeter les propositions versatiles de ces conseillers qui recommandaient en 2006 de transformer 50% du pétrole produit, puis en 2013 de construire 5 raffineries de même capacité sur le territoire national.

**Existe-t-il des solutions pour prévenir cette situation de crise énergétique qui guette l'Algérie ?**

Oui, elles existent mais semblent inconnues à Alger. Il nous faut agir avec fermeté, dans les plus brefs délais, par un plan de sauvetage articulé ainsi : changement radical de vision, de politique et de comportement, mise en œuvre urgente d'un ensemble de solutions déjà utilisées dans le monde et suppression progressive des subventions, accompagnée par des mesures de répartition. Le tout ne pouvant fonctionner que dans un nouvel environnement véritablement démocratique et citoyen, seul garant de la réussite de ce programme risqué car tardif.

A. R.

## SIEMENS

### Le Secteur Healthcare de nouveau chez Siemens Algérie

Dans le cadre de la consolidation de ses activités en Algérie, Siemens a le plaisir d'informer l'ensemble de ses partenaires du secteur de la santé du retour du secteur Healthcare, au sein de Siemens Spa sis au :

Lotissement El Kadous, lot n°10, Moutchatchou  
Haut site d'Hydra, Hydra  
Alger

Secteur Healthcare :

Téléphone : 021 94 63 27

Fax : 021 94 63 21

e-mail : serviceclientshc@siemens.com

République Algérienne Démocratique et Populaire

**Ministère de l'Éducation nationale**

Office National des Publications Scolaires

B.P n°121, Oued Romane, El Achour, Alger

N° d'identification fiscal : 000.116.001.604.966

**Avis d'attribution provisoire du marché des articles 3, 5, 6 et infructuosité des articles 1, 2, 4 de la consultation restreinte n°SM 02/2014**

L'office National des Publications Scolaires informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la consultation restreinte N°SM 02/2014 du 09-03-2014 relatif à la fourniture des matières premières d'impression, que la procédure d'évaluation des offres appliquée conformément aux critères prévus dans le cahier des charges et instructions aux soumissionnaires a donné le résultat suivant : PV de la commission permanente d'évaluation des offres en date du 13-04-2014.

Article	Désignation	Montant de l'offre par produit TTC	Délai de livraison	Attributaire
3	Etiquette blanche 100/Rouleau	134 316,00	04 mois hors congé	SARL SEDPI n° d'identification fiscale 0006 16097 3586 16
5	Film fardeuse 45 X0.60	7 616 700,00	01 mois	Montant global de l'offre :
6	Film en plastique pour emballage	585 000,00	01 mois	8 336 016,00 DA TTC

Les autres produits cités ci-après sont déclarés INFRUCTUEUX.

Article	Désignation
1	Tissu Mouilleur
2	Huile anticorrosive
4	Fil cuivre

Conformément aux dispositions des articles 114 et 125 du décret présidentiel n°10-236 du 07 octobre 2010 portant réglementation des marchés publics modifié et complété :

- Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'ONPS, dans un délai de 10 jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale et/ou Bomop  
- Tous les soumissionnaires sont invités à connaître le résultat détaillé de l'évaluation de leur offre technique et financière au plus tard trois (03) jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale et/ou Bomop.

Le directeur général

PUBLICITÉ

RABAH TOULEB. *Directeur stratégie et développement à Sonelgaz*

# «La demande interne en énergie électrique affiche un taux de croissance à deux chiffres»

Rabah Touleb explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que face à une demande interne en énergie électrique en constante augmentation, Sonelgaz a initié un ambitieux programme d'investissement, en essayant d'intégrer les énergies renouvelables dans le mix énergétique. Il pense cependant que le renouvelable ne peut en aucun cas remplacer la génération à partir du gaz.

Propos recueillis par  
Melissa Roumadi

**Face à une demande interne qui augmente crescendo, quels sont les investissements que compte lancer Sonelgaz pour y faire face ?**

Vous me permettez d'abord d'apporter une précision : il faut éviter la confusion entre Sonelgaz et les sociétés du groupe Sonelgaz. En effet, depuis 2002, Sonelgaz est une société holding qui fait partie d'un groupe de sociétés qui, bien que contrôlées par Sonelgaz (en tant qu'actionnaire direct ou indirect), sont juridiquement et financièrement autonomes les unes des autres. C'est pourquoi il serait plus correct de parler du groupe Sonelgaz que de la société Sonelgaz.

Ceci étant, il faut relever que la demande interne en énergie électrique est sans cesse grandissante avec un taux de croissance souvent à deux chiffres, donc supérieur à 10%. Aussi, durant les dernières années, la pointe de la demande est observée en période estivale, compte tenu du recours de plus en plus important à l'usage des climatiseurs par les ménages, du fait, d'une part, de l'amélioration du niveau de vie des citoyens et, d'autre part, de la disponibilité de ces équipements à bon marché mais qui, malheureusement, sont souvent de mauvaise qualité et donc énergivores. En effet, depuis 2008, le pic de la demande, habituellement hivernal, a basculé en une pointe estivale, plus difficile à satisfaire vu que les équipements de production et de transport de l'électricité par le fait de l'augmentation des températures accusent plus de pertes d'énergie.

Pour faire face à la croissance de la demande, dans les conditions requises de qualité et de continuité de service, les sociétés du groupe Sonelgaz, chargées de l'approvisionnement de l'électricité, sont obligées de développer suffisamment à l'avance les moyens de production et les infrastructures de transport et de distribution



Rabah Touleb évoque l'évolution de la demande interne aux 16<sup>es</sup> Journées de l'énergie

de l'électricité afin de garantir la satisfaction de la demande dans les règles de l'art. Pour cela, les investissements sont non seulement planifiés à l'avance pour couvrir la demande, mais aussi afin de disposer d'une réserve légale de 20%.

C'est dans cette perspective de satisfaction de la demande sur les cinq années à venir que les sociétés du groupe Sonelgaz ont projeté de doubler la capacité de production d'ici 2017, laquelle devrait passer d'environ 12 000 MW actuellement à près de 27 000 MW en 2017-2018.

Le montant global des investissements de production prévus sur la période 2014-2017 est d'environ 600 milliards de dinars, soit près de 6 milliards d'euros, auquel il faudra ajouter le montant associé au développement des énergies renouvelables.

Pour ce qui est du transport de l'électricité, le montant des investissements pour la période 2014-2017 est de l'ordre de 1100 milliards de dinars. Ainsi, rien que pour les investissements de production et de transport de l'électricité, le montant à mobiliser est de l'ordre de 1700 milliards de dinars, soit près de 17 milliards d'euros. Au-delà de la planification des investissements à moyen terme, les sociétés du groupe anticipent leurs plans de développement suffisamment à l'avance. C'est ainsi que les investissements sont déjà fixés jusqu'en 2024. L'objectif étant de définir les investissements à réaliser pour faire face à la demande à venir en intégrant la période nécessaire à la réalisation de ces équipements.

**Le groupe Sonelgaz entame un programme d'investissement très lourd dans un contexte où les prix de l'électricité restent figés. Quel impact cela pourrait-il avoir sur les équilibres financiers du groupe ?**

Il y a aujourd'hui une demande à satisfaire et les sociétés du groupe Sonelgaz, en tant qu'opérateurs publics, se doivent de la satisfaire, comme ils l'ont fait par le passé. Néanmoins, compte tenu du niveau des investissements à réaliser,

cela n'est pas sans conséquence sur les équilibres financiers des sociétés du groupe chargées de l'approvisionnement en énergie.

Bien entendu, il faut savoir que tous les investissements, de la production à la distribution et jusqu'au client final, ont pour objectif commun l'alimentation du client. Ce qui veut dire que ces investissements sont financés à travers le tarif au client final. Par conséquent, pour permettre à nos sociétés de réduire leur endettement, rembourser les prêts et faire face aux projets de développement, il faudrait aller tôt ou tard soit vers un réaménagement des tarifs, soit vers une restructuration financière des sociétés du groupe Sonelgaz pour leur permettre de faire face aux emprunts bancaires contractés pour assurer leurs plans de développement.

**Les pouvoirs publics algériens ont initié un programme de développement des énergies renouvelables. Or, à travers les derniers appels d'offres lancés par le groupe Sonelgaz, nous constatons que celui-ci compte encore beaucoup sur les centrales à cycle combiné et la génération électrique à partir du gaz. Comment l'expliquez-vous ?**

Le groupe Sonelgaz a inscrit dans sa stratégie d'aller vers un mix énergétique avec l'intégration des énergies renouvelables dans son parc de production, d'autant plus que le groupe a été chargé par le pouvoir de réaliser le programme de développement des énergies renouvelables, qui prévoit la mise en place à l'horizon 2030 d'une capacité de 12 000 MW pour le marché local.

Toutefois, le développement des énergies renouvelables doit intégrer un certain nombre d'aspects, notamment celui lié aux coûts. En effet, le renouvelable, que ce soit le photovoltaïque ou l'éolien, coûte aujourd'hui 5 à 6 fois plus cher que les équipements classiques de génération d'électricité utilisant le gaz naturel. En intégrant le stockage, le coût des équipements de génération de l'électricité à partir de sources renouve-

lables serait dix fois plus cher que le classique.

L'intégration du renouvelable dans le mix énergétique, malgré son apport en termes d'économie de combustible, ne pourrait pas, au stade actuel, se substituer aux moyens de production pour la couverture de la demande de pointe, vu que le pic de la demande survient le soir, donc au moment où il n'y a pas de soleil. La seule filière technologique qui pourrait se substituer au classique est le solaire à concentration avec stockage. Cette technologie, en plus de son coût élevé (10 à 12 fois plus cher que les équipements classiques) est non mûre aujourd'hui et les techniques de stockage ne sont pas maîtrisées, même par les pays qui dominent ce type de technologie.

Par conséquent, compte tenu de leur maturité et de leurs coûts, les moyens de production classiques, comme ceux utilisant le gaz naturel comme combustible, sont les seuls aujourd'hui indiqués pour répondre à la demande en continu au moindre coût pour la collectivité nationale. Le renouvelable, pour sa part, ne peut répondre au besoin d'énergie que quand la source, à savoir le soleil ou le vent, est disponible.

**Que comptez-vous faire en matière de développement des énergies renouvelables ?**

L'un des objectifs du programme de développement des énergies renouvelables adopté par les pouvoirs publics le 3 février 2011 est la mise en place d'une assise industrielle en Algérie. C'est-à-dire développer le renouvelable avec comme préalable la fabrication des équipements en Algérie. Il faudra aussi maîtriser la recherche et le développement, ainsi que la chaîne de fabrication de bout en bout. Nous comptons intégrer l'ensemble des filières technologiques du renouvelable : le solaire photovoltaïque et l'éolien comme source énergétique d'appoint pour des aspects d'économie de gaz.

Il reste bien entendu que le solaire à concentration 100% avec stockage sera intégré dans le parc de production comme moyen de production d'électricité en substitution aux moyens de production classique utilisant le gaz, en tenant compte des évolutions technologiques, de la tendance des prix, de la maturation de la technologie et de la maîtrise des techniques de stockage. C'est dire qu'il faut être prudent car si l'on se précipite aujourd'hui à importer les équipements de renouvelables, cela signifierait une exportation équivalente de gaz naturel dont le rendement économique serait négatif. En d'autres termes, chaque kWh produit signifierait une perte financière en gaz naturel. C'est pourquoi il faut mener en toute sérénité le programme de domiciliation des fabrications des équipements en Algérie, et ce, quelles que soient les difficultés.

M. R.

## Société privée

46 années d'existence

## CHERCHE

Dépositaire  
en colle

- Tout type d'emballage
- Territoire national  
Centre - Est - Ouest - Sud
- Bonne assise financière

Fax : 021 51.66.14

## AVIS

La SPA ADWAN  
CHEMICALS Cie

Informe son aimable clientèle,  
fournisseurs et partenaires que  
les numéros

d'appels téléphoniques  
ont été changés et met à  
leur disposition

les numéros suivants :  
Tél. : +213(0)45 37.00.03  
+213(0)45 37.00.04  
Fax. : +213(0)45 37.00.05



Des billards de qualité  
pour hôtels, clubs de billards  
et maisons.

Tél. : 0551 21.83.15



## ARCHI'TERRE D'ALGER PLANCHE SUR LES MATÉRIAUX LOCAUX

## En finir avec le «virus» du béton

● Les qualités du logement à haute performance thermique sont mondialement reconnues, elles réduisent la facture énergétique de moitié.



Les métiers du bâtiment ont disparu depuis longtemps

PHOTO S : EL WATAN

La salle Cosmos de Riadh El Feth abritera jusqu'au 29 avril le Festival culturel international de promotion des architectures de terre, Archi'Terre. Un festival institutionnalisé par arrêté du 11 chaâbane 1432, correspondant au 13 juillet 2011. Il y a aussi la loi 98-11 du 22 août 1998 et le décret exécutif n° 99-256 du 16 novembre 1999 qui sont en principe conçues pour soutenir les acteurs (publics et privés) qui privilégient l'innovation, la préservation écologique et économique dans tous leurs secteurs. Il est temps de donner un nouveau souffle à «un bon sens millénaire», dit-on, mais ces intentions doivent-elles rester au stade de vœu pieux, voire un feu de paille, lorsqu'il s'agit d'initier les futurs projets infrastructurels en matériaux locaux ? Ces dispositifs n'ont pas (encore) produit d'effet sur le virus du «tout béton» qui ronge l'environnement. Selon Djaffar Lesbet (architecte-DPLG-sociologue), «les qualités du logement à haute performance thermique sont mondialement reconnues, elles réduisent la facture énergétique de moitié. La nécessité d'économiser l'énergie dans le secteur bâtiment, entre autres, ne doit pas être un souci exclusif du seul Centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment (CNERIB), elle doit

être aussi une des préoccupations des pouvoirs publics.» Et de marteler : «Construire sa maison en terre, c'est possible, les presses (manuelles et hydrauliques) pour la construction en terre crue avec blocs de terre comprimée ont été expérimentées par le Cnerib. Cette technique a fait ses preuves avec des projets pilote, dans le cadre d'une coopération internationale (Union européenne). Les chercheurs algériens ont démontré qu'on peut économiser jusqu'à 54% de la facture énergétique en procédant au recyclage de la terre tirée des fondations, appelée BTS (Béton de terre stabilisée). Ce projet de logements pilote, qui a été primé par la communauté scientifique internationale, a obtenu le prestigieux «Prix de l'énergie 2009» — visible au siège du Cnerib à Souidania. Mais depuis, aucun promoteur public, encore moins privé n'a sollicité les matériaux du Cnerib pour réaliser ses programmes. Les frères Minyawi, qui ne sont pas étrangers à l'Algérie et dont les apports en matière de réhabilitation des matériaux locaux (Sidi Khaled, Ouled Djellal, El Oued, et autres réalisations) font la fierté de notre environnement, ne figurent pas dans la liste des nombreux experts nationaux et architectes internationaux. Notre interlocuteur tient

par ailleurs à souligner qu'«on a démontré depuis plus de deux décennies que la stabilisation de ce matériau par un liant diminue sa vulnérabilité aux intempéries». Ce qui reste pour le moins bizarre, «ce sont les étrangers (Européens) qui sont ici pour montrer aux Algériens comment construire avec de la terre. Pourtant, c'est facile, il suffit d'inviter cinq maçons du Sahara», résume un spécialiste en restauration, relayé, non sans pointe d'humour, par un professeur à l'EPAU : «Si ça continue ainsi, on finira par appeler les Suédois pour nous montrer comment rouler le couscous.» Dès lors, qu'est-ce qui empêche les décideurs de mettre des machines BTS au palais du Dey (par exemple) et ailleurs (les chantiers en autoconstruction ne manquent pas) à la disposition des entreprises ou de jeunes entrepreneurs, avec l'assistance des techniciens du Cnerib, pour construire et/ou réhabiliter et ainsi éviter l'utilisation du béton et des parpaings comme cela a été fait au Bastion 23, au nom de l'urgence. Le palais du Dey est en «restauration» depuis plus de 30 ans, cela ne laisse-t-il pas suffisamment de temps aux BTS de sécher ? Au Portugal, en Allemagne, en Espagne, pour ne citer que ces pays, il est recouru aux techniques de l'adobe — d'origine arabe —, au torchis, au

pisé ou encore la BTC (brique de terre compressée) ou BTCS (brique de terre compressée stabilisée), alors que chez nous les unités de production restent esclaves des matériaux dits classiques. Dès lors, une série d'interrogations titillent les méninges de certains chercheurs : qui est chargé de la diffusion des innovations de nos centres de recherches, du BTS en l'occurrence ? A qui incombe la mission de la promotion, la production et la commercialisation des matériaux dits locaux ? Pourquoi les pouvoirs publics ne les utilisent pas sur leurs chantiers ? Des réponses qui, espérons-le, résulteront de ce rendez-vous de sensibilisation des différentes branches du bâtiment, les invitant et les incitant à opter pour le bâti de terre «Made in Algeria». De plus, cette approche, qui est plus écologique et économique, permet la création de milliers d'emplois. C'est un pari gagnant-gagnant. Comme disent les autres, pour rester dans l'international, «wait and see». Reste à attendre que l'évolution de la situation sur le terrain affirme et confirme cette nouvelle volonté. Autrement dit, c'est au pied du mur qu'on reconnaît le maçon. Le bilan sera au rendez-vous au Festival 2015.

M. Tchoubane

## INSTANTANÉ

## Le bêtisier de l'administration

Les pouvoirs publics répètent à l'envi ces derniers temps que l'administration publique n'a de cesse d'améliorer ses offres de services au citoyen. Mais entre la théorie et la réalité du terrain, la situation est loin d'être moins contraignante au regard du parcours du combattant que doit faire le citoyen demandeur de documents. Que ce soit les services de l'état civil, ceux du fisc, de la Sécurité sociale ou celui du service social d'une commune destinée à la classe indigente, l'administration reste une entité païvovore et le manque de coordination entre les différents services est on ne peut plus criant. L'intranet n'est pas leur fort. Résultat : on vous balance d'un service à un autre, une tâche censée ne pas vous incomber... Et quand bien même on met à la disposition des citoyens des registres de doléances de nature à prendre en compte les tares relevées, celles-ci ne sont jamais relayées par ceux supposés les supprimer, du moins les alléger et vous faire gagner, par conséquent, du temps non sans vous éviter le stress et l'accès de colère au passage. Au niveau de la daïra de Bab El Oued, le préposé au guichet ne dispose pas du fameux formulaire (el istimara), et le demandeur est invité à recourir droit au service du cyber ou au kiosque du coin pour l'acheter. Bizarre quand même qu'une administration ne soit pas en mesure de fournir un tel document avant d'envoyer l'homme ou la vieille de 70 ans aller faire la queue devant le cyber pour s'offrir «el istimara». A croire qu'il y a un deal entre l'administration et le cyber et le kiosque ! Une autre administration plus aguerrie à la papera-

serie ne manque pas de toupet. Elle ne s'embarrasse point de demander à l'usager le certificat de décès de son père datant de moins de six mois. A croire là aussi que le papa meurt, retourne à la vie avant de dépasser une nouvelle fois, et cela autant de fois que notre administration l'estime. Dans ce registre, le bêtisier de notre administration se veut riche en «intelligence» : on exige chaque année à une vieille mémé de 79 ans un certificat de non-remariage pour prétendre à une allocation d'indigence de 3000 DA et un autre document légalisé avec témoins attestant d'une non-perception de quelques subsides. La malheureuse n'est pas au bout de ses peines. Elle doit faire le pied de grue devant la CNAS, la Casnos, la CNR et le CNRC et je ne sais quoi encore pour qu'elle se fasse délivrer, preuve par neuf, qu'elle n'est pas affiliée à ces caisses. Pendant qu'on y est, pourquoi ne pas demander à cette vieille, au crépuscule de sa vie, de se munir d'autres attestations de non-affiliation de la Cacophaph et de la caisse militaire ? Qui sait ? La dame usée par le poids de l'âge peut faire partie des effectifs de ces deux caisses lui permettant de tirer une juteuse pension de retraite... Une interrogation dès lors se pose et s'impose : notre administration ne peut-elle pas user de volonté et de bon sens, en épargnant toute punition, cette corvée infligée à la septuagénaire, et ce, en introduisant intranet entre les différents services d'état civil et caisses de sécurité et de retraite pour établir le bien-fondé de la chose ?

M. T.

RÉGHAÏA  
EMBOUTEILLAGES À  
LONGUEUR DE JOURNÉE

La circulation routière se complique de plus en plus à Réghaïa. Les bus, qui s'arrêtent anarchiquement sur le bas-côté de la chaussée, sont à l'origine de cette situation, particulièrement à l'entrée de la ville, où les arrêts de bus ont été installés à un endroit inadéquat. Les bus arrivant de Rouiba ne prennent même pas la peine de serrer complètement à droite, alors les automobilistes derrière eux sont obligés de s'arrêter en attendant qu'ils quittent l'arrêt. Par ailleurs, la même situation prévaut à la sortie de la ville, où les bus s'arrêtent également de manière anarchique, obligeant les automobilistes à s'arrêter à leur tour. Les files de voitures se forment sur plusieurs centaines de mètres. Les automobilistes pénalisés par cette situation réclament plus de rigueur dans le contrôle de ces chauffeurs de bus qui passent outre la réglementation et créent continuellement des problèmes sur la route.

K. S.

HORAIRE DES PRIÈRES  
Alger et ses environs

## DIMANCHE 27 AVRIL 2014

Fadjr.....	04:16	Asser.....	16:30
Chorouk.....	05:59	Maghreb.....	19:32
Dohr.....	13:20	Îcha.....	21:04

# CONSTANTINE INFO

UN PYLÔNE DU TRANSRHUMEL INFILTRÉ PAR LES EAUX

## Le problème est grave

● Les dégâts nécessiteraient la reprise d'une bonne partie des travaux

**A**nnoncée pour le 16 avril dernier, la livraison d'une première tranche du Transrhumel n'a pas finalement eu lieu pour des problèmes de réception de certains matériaux nécessaires avant le bitumage du tablier. Cependant, et depuis plusieurs jours, un obstacle de taille est venu compromettre toutes les prévisions, car des infiltrations d'eau au niveau du pylône n°4 ont été détectées, ayant eu pour conséquence directe une déformation importante estimée entre 12 et 22 cm au niveau de la jonction du tablier. Des explications nous ont été fournies par un expert ingénieur des travaux publics, jouissant d'un capital expérience non négligeable. Selon son diagnostic, le problème est beaucoup plus compliqué. «La déformation constatée au niveau du tablier est la conséquence d'un mouvement d'un ou deux pylônes situés sur les deux ravins. Il y a eu, de ce fait, ou une traction ou une compression. Le problème réside à mon sens sur les pylônes qui sont censés reposer sur des pieux, lesquels pieux doivent reposer soit sur une roche soit sur un sol solide ; et apparemment c'est là où se situe le problème, une expertise doit à cet effet reprendre tout ce travail pour situer la faille et agir en conséquence», explique sommairement notre interlocuteur. Pour étayer ses conclusions, il ajoute : «Il faut savoir que ce qui se passe au niveau du tablier est la conséquence de ce qui se passe en profondeur, et ce ne sont certainement pas les travaux de confortement au niveau des pylônes qui résorberont la dé-



La déformation est estimée entre 12 et 22 cm

formation des tabliers.» Plus grave encore ! Selon lui si tel est le cas, il va falloir reprendre une bonne partie des travaux. «Ceci est impératif d'un point de vue sécurité de l'ouvrage, notamment en cas de secousses telluriques ou autre phénomène géologique important», insiste-il. Nous avons d'autre part sollicité le directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya pour qu'il nous fasse

part des conclusions de l'étude confiée à un bureau danois, qui devait communiquer les recommandations à suivre pour remédier au problème des infiltrations des eaux dans le pylône n°4. Après plusieurs tentatives, le DTP nous a donné rendez-vous mardi dernier. Mais après une attente d'une heure, il nous fera dire par sa secrétaire qu'il n'était pas disponible.

N. Benouar

## Le CLOA s'attaque aux architectes « informels »

**S**ur les 500 inscrits, seuls 150 figurent sur la liste du conseil de l'ordre des architectes (CLOA) de la wilaya de Constantine, une liste qui va être transmise au ministère de l'Habitat pour l'exercice 2014. C'est ce que nous a révélé la vice-présidente de ce conseil, Lamia Djeradi, qui insiste sur le caractère juridique de cette institution «qui veille sur le respect strict quant à l'exercice de cette profession». En effet, notre interlocutrice nous dit qu'il «serait malvenu, voire illégal que l'on puisse octroyer un marché à un architecte, sans que ce dernier ne figure sur le tableau de notre institution, car le conseil de l'ordre est une garantie fondamentale, prévue par les textes, une sorte de garde-fou au même titre que les autres corporations, comme celui des médecins ou des avocats». Elle ajoute ceci : «Nous avons par le passé connu quelques dissensions au sein de notre institution et c'est à la faveur d'une réunion tenue le 7 décembre dernier que nous avons unifié nos rangs, ce qui a permis d'assainir notre fichier qui constitue la base de nos missions. Sur ce point précis, nous avons écarté ceux qui font dans le cumul de fonctions comme c'est le cas de certains enseignants ou encore ceux qui n'ont pas les qualifications nécessaires pour la pratique de ce métier, outre les SARL et EURL qui exercent de manière illégale». Elle nous informe, en outre, que le conseil va ester en justice tout architecte ayant fait l'objet d'octroi de marchés, notamment en ce qui concerne les projets inscrits pour la manifestation de 2015. Elle

nous confie, à ce sujet : «Il est de notre devoir d'agir dans ce sens, car nous allons transmettre la liste des architectes aux différents maîtres d'ouvrages pour que ces derniers puissent agir en toute légalité», en précisant qu'il est à charge pour ces derniers de se conformer aux textes et revoir leurs copies vis-à-vis des architectes retenus dans divers projets mais non inscrits sur la liste du conseil de l'ordre. Il semblerait que cette liste fera tâche d'huile au sein des maîtres d'ouvrages au regard des engagements qu'ils ont pris avec les architectes ; une situation qui risque de remettre en cause plusieurs contrats. Il est à rappeler que depuis que le conseil de l'ordre des architectes a fait valoir ses droits dans les projets liés à la manifestation culturelle de 2015, les directions de la culture, du logement et même le représentant de la ministre de la Culture, ont fait appel à ces derniers, une manière de rectifier un tir qui a fait mouche quant à l'octroi de marchés juteux. En somme, la vice-présidente du CLOA nous confirme qu'ils viennent d'être sollicités par une partie des maîtres d'ouvrages, une action à saluer selon elle. Elle nous dit : «Il est temps de se conformer aux lois de la République, car sans le respect du cadre juridique, les conséquences pourraient être dommageables pour tout cet argent dépensé, non sans pénaliser les compétences existantes.» Et Mme Djeradi de conclure ironiquement : «C'est ce qu'on appelle le marché de l'informel des architectes qu'il faut impérativement combattre.»

N. B.

### FAITS HISTORIQUES

## Il y a 54 ans, tombait le martyr Kerrouche Abdelhamid

**D**ans la nuit de mardi 26 à mercredi 27 avril 1960, une vive fusillade éclata au faubourg Saint-Jean. Les riverains qui entendirent des coups de feu vers 2h du matin, furent pris de panique. Personne ne savait qu'il s'agissait d'une opération lancée par les forces de l'ordre composées essentiellement des fameux «Bérets noirs» aux ordres du capitaine commandant la compagnie, qui mirent vite en place un dispositif de bouclage des lieux, entourant une maison située à l'ex-rue Ledru Rollin, se trouvant à quelques mètres seulement de l'ex-boulevard Victor Hugo (actuel Belouizdad). Selon les archives de presse de l'époque, notamment le Dépêche de Constantine du dimanche 28 avril 1960, qui rapporte avec détails les péripéties de cette opération, un renseignement donné par un habitant, juste avant le couvre-feu, faisait état de la présence de rebelles dans la bâtisse dont les fenêtres donnaient

sur l'ex-rue Ledru Rollin, alors que l'accès se trouvait du côté de l'ex-rue docteur Maumy (actuelle Lemissi Saïd). Il s'agissait en fait de Abdelhamid Kerrouche, ancien chef de la Nahia du centre-ville de Constantine, plus responsable militaire de la région de Constantine, plus connu par Mintaka 25, et qui avait pris un appartement comme refuge en compagnie de deux autres personnes. Kerrouche tenta le premier une sortie de la maison en mitraillant. Il blessa un militaire, avant de tomber l'arme à la main après un violent accrochage. Ses deux autres compagnons, dont son secrétaire et une femme qui servait comme agent de liaison, furent sommés de se rendre, mais ils refusèrent. Ce n'est qu'après un long échange de coups de feu qu'ils furent capturés. Ils avaient été tous deux blessés. Les services de l'ordre français, qui ont enregistré deux blessés dans leurs rangs, ont pu récupérer un pistolet mitrailleur Mat

49, un pistolet calibre 9mm, deux grenades et des documents. L'opération de la rue Ledru Rollin, qui a été très commentée sur les colonnes de la presse de l'époque, fut considérée comme un important fait d'armes des «Bérets Noirs», surtout que le martyr Abdelhamid Kerrouche était considéré comme l'un des plus importants chefs militaires de l'ALN, ce qu'on appelait à l'époque «la rébellion» dans toute la région de Constantine. Aujourd'hui, l'ex-rue Ledru Rollin qui se trouve dans le quartier de Saint-Jean, actuel Belouizdad, porte le nom de Kerrouche Abdelhamid. La maison qui a servi de refuge à ce valeureux martyr existe encore. On a même posé sur son mur, en avril 1980, une plaque commémorative en marbre. Depuis, on ne parle plus de cet événement. La bâtisse encore habitée par quelques familles, s'est nettement dégradée ces dernières années, menaçant ruine.

S. Arslan

## CHALLENGE MONDIAL DU SAUT D'OBSTACLES LE SPORT ÉQUESTRE À L'HONNEUR

**C**onstantine a accueilli, pour la première fois, le «Challenge mondial cadet du saut d'obstacles», une épreuve spéciale sport équestre qui se joue en international. Pendant deux jours (vendredi et samedi), la ville des Ponts a «vibré» sous les sabots de très beaux chevaux de selle, montés par les meilleurs cavaliers cadets d'Algérie. Ces derniers sont issus des clubs hippiques d'Alger, de Blida, Annaba, Skikda, Mostaganem et Constantine. Relevons que ce concours entre dans le cadre d'un programme international exécuté selon un calendrier précis par la fédération équestre internationale (FEI), dans plusieurs pays comme la Syrie, l'Argentine, le Mexique et le Venezuela. Concernant notre pays, cette épreuve lui permet surtout de dégager une «visibilité» sur les capacités sportives existantes en Algérie. Notre pays a de faibles chances de se classer parmi les dix premiers cavaliers au monde, nous dit-on. «Ce sera un véritable miracle», précisent certains spécialistes en la matière. Pour le concours, ils étaient une vingtaine de cavaliers à prendre part à l'événement. L'épreuve du 1<sup>er</sup> jour (vendredi) se compose de deux manches : durant la 1<sup>re</sup>, les écuysers sont appelés à sauter 12 obstacles longs de 1,05 m, dans un temps record ne dépassant pas les 91 secondes. Pour la 2<sup>ème</sup> manche, les mêmes cavaliers doivent enjamber 9 obstacles longs de 1,10 m en seulement 72 secondes. Ces deux manches ont été remportées respectivement par les deux jeunes cavaliers Lokman Aouachria du club NCF, de Annaba, montant le cheval «Umbou» et Adel Mohoub du CHM, de Blida, sur «Carfort». Notons que la manifestation a été organisée par l'association équestre de Constantine (ASEC), et abritée par le club hippique sis au Polygone (7<sup>ème</sup> km).

O. S. Merrouche

## 22<sup>ÈME</sup> ÉDITION DU SEMI-MARATHON À LA MÉMOIRE DU MARTYR CHIHANI BACHIR

**L**e semi-marathon dédié à la mémoire du martyr Chihani Bachir a eu lieu pour la 22<sup>ème</sup> fois, hier matin, dans la commune d'El Khroub. Cette course, sponsorisée par l'opérateur de téléphonie mobile public, a été organisée par le secteur du sport, de la culture et du tourisme de l'APC d'EL Khroub. Cette année, les participants ont emprunté l'itinéraire Ali Mendjeli-El Khroub. Les trois premiers marathoniens ont été récompensés comme suit : Badr-Eddine Amirat, de Jijel, a obtenu le premier prix, soit 60 000 DA, dans la catégorie messieurs, pour la catégorie dames, c'est la jeune Barkahem Dribi, de Bordj Bou Arréridj, qui a obtenu la 1<sup>ère</sup> place, avec un prix équivalant à 40 000 DA. Le 3<sup>ème</sup> prix, soit 50 000 DA, a été au profit du courageux Chouaib Arib de Constantine, dans la catégorie «handicaps». Notons que les membres de la famille du martyr Chihani Bachir ont été invités à cette cérémonie où ils ont été également honorés par des cadeaux symboliques.

Yousra Salem



RÉQUISITIONNÉS LORS DE LA CONFÉRENCE  
SUR LE GAZ

# 18 transporteurs attendent leurs dus depuis 4 ans

● Les transporteurs de bus réquisitionnés en 2010 pour la conférence internationale sur le gaz liquéfié GNL16, n'ont toujours pas perçu leurs dus.



Le centre des conventions d'Oran qui a abrité la conférence internationale sur le gaz liquéfié

Depuis 2010, les transporteurs de bus, réquisitionnés pour la conférence internationale sur le gaz liquéfié GNL16 qui s'est tenue à Oran, n'ont toujours pas perçu leurs dus. Ils sont en réalité 18 opérateurs qui, jusqu'à présent, attendent toujours d'être payés. Ceux-ci avaient mobilisé 18 bus pour le transport du personnel chargé de la sécurité et les organisateurs doivent leur verser 8 millions de dinars pour avoir assuré la prestation, selon des sources de l'union

nationale des transporteurs algériens. En effet, depuis quatre ans, ces exploitants de plusieurs lignes urbaines attendent d'être payés et toutes les tentatives menées n'ont toujours rien donné, indique-t-on du côté des concernés. Ces derniers se sont réunis, hier avec le président du bureau local de l'UNAT pour voir quelles sont les démarches à entreprendre pour enfin obtenir ces dus. L'attente risque de durer puisque, selon certains, les prétextes avancés par les services concernés ne sont pas convain-

cants, souligne-t-on. Les transporteurs se sentent lésés et comptent mener toutes les actions pour recouvrer leurs droits et pour qu'une solution soit trouvée au problème. L'Algérie avait été retenue pour l'organisation du GNL16 en mars 2004 à Doha à l'occasion de la 14<sup>ème</sup> édition de la conférence. Pour la deuxième fois, depuis 1974, l'Algérie avait accueilli cet événement triennal avec la participation de quelque 4000 délégués et 200 groupes énergétiques internationaux. **F.A.**

CHU

## Plusieurs spécialités reprennent du service

Des unités de soins, qui étaient à l'arrêt ces dernières années, sont de nouveau opérationnelles depuis la fin de la semaine dernière au CHUO. Selon le Chargé de la communication de cet établissement, il s'agit du service médical de néphrologie (maladie des reins) à l'arrêt depuis 1991.

La mise en service de ce bloc médical, après des travaux d'aménagement et d'équipement médicaux et du mobilier, a été effectuée mercredi dernier pour l'accueil des malades souffrant de problèmes rénaux notamment

**Pour l'amélioration et la prise en charge des malades et leur éviter des déplacements vers Oran, deux nouveaux équipements médicaux d'imagerie et de radiologie ont été mis en service ce jeudi.**

pour ceux devant effectuer des hémodialyses. Ces derniers étaient obligés de se diriger vers l'Etablissement Hospitalier Universitaire 1<sup>er</sup> Novembre 54 ou vers les cliniques privées. Ce service, indique-t-on, est géré actuellement par une équipe médicale composée de quatre maîtres-assistants, de spé-

cialistes en urologie et d'un staff de paramédicaux et des réanimateurs. L'autre service des soins ouvert aux malades depuis jeudi dernier concerne l'unité anti-douleur qui est dotée de 7 lits pour l'accueil des malades. Ce bloc médical, qui est situé dans le bloc anesthésie et réanimation,

dispose cette fois-ci d'une unité mobile pour des soins à domicile. D'autre part, pour l'amélioration et la prise en charge des malades et leur éviter des déplacements vers Oran, deux nouveaux équipements médicaux d'imagerie et de radiologie ont été mis en service ce jeudi.

Il s'agit du troisième accélérateur linéaire au Centre anti cancer Emir Abdelkader de Misserghin à l'Ouest d'Oran et du service Scanner à l'EHU Medjbeur Tami de Ain-El-Türk sur la corniche oranaise.

Tegguer Kaddour

MISSERGHINE

## LES TRAVAUX DE RÉFECTION DU CHEMIN DE WILAYA À L'ARRÊT



PHOTO: DR

Les travaux accusent un grand retard

Les riverains et les usagers de la route qui relie la commune d'Es-Sénia à Misserghine constatent à leurs dépens que les travaux de rénovation de cet axe routier sont à l'arrêt depuis plusieurs semaines. Ce projet, dont la commune avait bénéficié dans le cadre des opérations de développement, accuse un grand retard. Les travaux de réfection de cette route, connue sous le nom chemin de wilaya 33, ont été lancés l'année dernière, mais seulement une partie a été rénovée jusque là. Les travaux n'ont pas touché tout le tronçon qui relie le rond point de l'entrée de la localité de Ain El Beida à Misserghine. Cet état suscite l'indignation des automobilistes qui empruntent cette voie. La circulation est devenue une véritable épreuve pour les automobilistes contraints de rouler sur une route rendue impraticable par des travaux inachevés. Du côté des services communaux, on apprend que l'arrêt des travaux est dû à la résiliation du contrat avec l'entreprise. «*Bien que les choses aient avancé d'une manière considérable, les travaux sont à l'arrêt à cause d'un problème de résiliation de contrat avec l'entrepreneur chargé de cette opération*», a confié un élu. Ce dernier précisera que «*les services concernés ont été informés et, une fois une nouvelle entreprise désignée, les travaux restants ne prendront pas beaucoup de temps*». Toutefois, les citoyens ne comprennent pas comment on a attribué des travaux à une entreprise défaillante. Ces travaux auraient pu être achevés si l'entreprise avait été à la hauteur. Les citoyens, qui s'expliquent mal un tel procédé, réclament l'achèvement des travaux. **Zekri S.**

## OÙ SORTIR AUJOURD'HUI À ORAN ?

► **MUSÉE ZABANA** : jusqu'au 15 mai, une exposition-vente des publications éditées par cinq musées nationaux et le Centre des Arts et de la Culture du Palais du Raïs d'Alger, au titre du Mois du Patrimoine.

► **THÉÂTRE** : 17h présentation de la pièce théâtrale «Erguad lbie El Blad» produite par l'Union des Associations de la wilaya d'Oran (UAWO) et mise en scène par Azzedine Amel.

► **CENTRE DES ÉTUDES MAGRÉBINES** : 10h, conférence sur les études sahariennes qui va traiter de la fécondité comme objet de recherche historique au Sahel, organisée en collaboration du CRASC et animée par la professeur universitaire-historienne Barbara Cooper.

► **CINÉMATHEQUE** : 15 h Projection du long métrage «Open Range» réalisé en 2003 par Kevin Costner. **T. K.**

El Watan  
Bureau  
d'Oran

Rédaction  
Téléphone : 041 41 23 62  
fax : 041 40 91 66  
Publicité : 05 61 67 07 80

HORAIRE  
DES  
PRIÈRES

Fajr	04h44
Dohr	13h01
Asr	16h45
Maghreb	19h45
Isha	21h12

## **AZZABA**

### **● OÙ SONT PASSÉES LES MOTOS ÉQUIPÉES ?**

Comme à Skikda, les rues de Azzaba servent aussi à vendre du poisson loin de toutes les conditions d'hygiène. Le citoyen contribue à sa façon à ce non-sens en achetant ce produit gorgé d'eau et exposé aux poussières. Pourtant, comme le précisera le maire de la ville, «12 jeunes qui vendaient le poisson sur les trottoirs ont bénéficié dernièrement de motos équipées leur permettant d'exercer leur occupations dans de bonnes conditions d'hygiène». Seulement, comme le soutiennent certains habitants, «on voit rarement ces motos et le poisson est souvent exposé sur les trottoirs». Comme quoi on aura beau chasser le naturel, il reviendra toujours au galop.

K. O.

### **● DES ORDURES SUPPLÉMENTAIRES**

Selon Cheraiti Abderrezak, l'adjoint au maire chargé de la santé, de l'hygiène et de l'environnement, la prolifération des vendeurs ambulants est devenue une véritable source génératrice de déchets de tout type. «Ceci nuit considérablement à nos capacités de ramassage et je peux vous dire qu'on assure le nettoyage deux fois par jour et des fois nos camions ne parviennent même pas à accéder à ces lieux», nous confie-t-il. Il ajoutera que les déchets générés par l'ensemble des vendeurs ambulants les obligent à assurer des dessertes de collectes supplémentaires. «Même si nous venons de bénéficier d'un nouveau camion, nos moyens de ramassage restent relativement limités pour couvrir la ville, huit agglomérations et trois lotissements», précise-t-il.

K. O.

# **Les squatteurs de rues paralysent la ville**

● En dépit des signes de décrépitude, la ville s'efforce de garder les traces d'une citoyenneté qu'on retrouve rarement dans d'autres villes de la wilaya.



P rise entre Skikda et Annaba, Azzaba ne sait désormais plus «à quelle ville se vouer». En dépit des signes de décrépitude qui ont fini par emporter un immense pan de sa mémoire, la ville s'efforce tout de même de garder les traces d'une citoyenneté qu'on retrouve rarement dans d'autres villes de la wilaya de Skikda. L'espace public est cependant détourné par ces phénomènes de l'informel qui s'imposent à l'insu de la société.

Boulevard Boudiaf. En plein cœur de Azzaba. Il est quasiment impossible à un véhicule de se faufiler parmi les vendeurs ambulants qui squattent l'arrière. A quelques encablures, le siège de la CNEP, celui de la CNAS et même celui la polyclinique Fadel se retrouvent carrément cernés et inaccessibles. Les étals sont dressés et bloquent quotidiennement les accès à ces infrastructures.

Du poisson, des fruits et légumes, des tissus et d'autres babioles se vendent à même la rue. Des amas de déchets jonchent l'arrière de chaque étal. Pour rajouter à ce désordre urbain, les bus de transport public desservant quelques agglomérations de la ville, viennent boucler la boucle de la confusion. Les mêmes visions se prolongent le long de la rue d'Alger. «Moi je ne demande

qu'à quitter la rue et me stabiliser dans un endroit où je pourrais vendre mes fruits. Vous croyez que cette vie au noir me plaît ? Dites à l'APC de nous ouvrir un marché couvert et je serai le premier à m'y installer», témoigne un des vendeurs. On retrouve la même volonté auprès de l'ensemble des jeunes vendeurs du coin. «On attend encore l'ouverture des marchés couverts qu'on nous a promis et qu'on ne voit toujours pas», renchérit d'autres.

Approché, le P/APC de Azzaba, Ahcène Boucetta, a accepté, sans rendez-vous, il faut le relever, de répondre à nos questions : «C'est vrai que c'est un phénomène qui défigure le paysage urbain de la ville et qui nous cause d'énormes soucis. On en est conscients et on travaille, en concertation avec la direction du commerce, pour parachever les trois marchés couverts dont a bénéficié notre commune. Le premier, de 48 stands, est implanté au cœur de la ville et il est pratiquement achevé. Deux autres marchés de 42 stands chacun sont également en construction, l'un près de la cité des 800 Logements et le second à Bir-Farina.» Puisse donc cette volonté se poursuivre et se concrétiser réellement. Azzaba est une belle ville et il serait navrant de la laisser glisser vers la ruralisation sans broncher.

Khider Ouahab

## **UN LIEU, UNE HISTOIRE**

*L'obélisque, repère incontournable de la ville*



PHOTO: EL WATAN

Azzaba, ce n'est pas uniquement ce mercure qui se confond dans ses entrailles. Elle ne se limite pas, non plus, à son Hammam Essalhiné connu pour ses vertus curatives pouvant soulager le rhumatisme et autres infections dermatologiques. Azzaba c'est aussi cet obélisque qui s'immisce comme un grain de beauté dans ses méandres pour la conforter dans sa civilité et dans son savoir-vivre. Le monument s'élève sur 8 m de hauteur à la place de la Liberté, en face de la mairie, depuis 1930. Certaines sources affirment qu'il aurait été trouvé non loin de Djendel, parmi d'autres débris datant de l'époque romaine. D'autres sources plus crédibles affirment que cette œuvre a été plutôt sculptée en 1865 par de Lannoy de Bissy, un ingénieur français épris d'art. C'est ce que confirme Maoui Hocine, président de l'association du développement durable et l'une des personnes les plus au fait de l'histoire de la région. Écoutons-le : «L'obélisque a été sculpté au lieu-dit Kef Lakhdar, à Djebel El Oues, situé au nord-est de Azzaba. C'est l'œuvre de Bissy et il l'a conçu exclusivement pour prendre part à l'exposition universelle de Paris en 1867. Il devait être expédié vers Marseille à partir du port de Skikda, mais une fois arrivé aux quais de Skikda, aucun capitaine de navire n'a accepté de le hisser à bord, vu son poids important. On le ramena alors à Djendel pour l'abandonner. Ce n'est qu'en 1930 qu'on se rappellera de son existence lors des célébrations du centenaire de la colonisation. On l'a alors élevé au milieu de cette place et, depuis, il est devenu un des repères de notre ville.»

K. O.

## **L'analphabétisme, un mal qui persiste**

O n a tenté d'ouvrir des classes d'alphabétisation dans certaines agglomérations secondaires de la commune de Azzaba, mais peu étaient ceux qui ont manifesté le désir de venir apprendre à lire et à écrire. Les pouvoirs publics ont également mis à la disposition des enfants en âge de scolarisation tous les moyens pour apprendre en leur assurant le transport scolaire, malheureusement il persiste dans certaines régions de la commune un taux assez important d'analphabètes. Dixit Mlle Harrache Fouzia, présidente de l'association scientifique des cadres et du développement social (ASCDS) de la daïra de Azzaba. Ce phénomène de renoncement à l'instruction est principalement relevé au niveau de la localité Bouzraâ. Il est cependant beaucoup moins important dans d'autres localités comme celle de Menzel El Abtal, où l'association assure le suivi de 40 analphabètes. A Hammam Essalhiné ou à Zaïtria, des enfants, des garçons dans leur majorité, échangent leur scolarité contre le devoir d'aider la famille en gardant les troupeaux de moutons. Il suffit de sillonner ces agglomérations pour les voir jouer aux maquignons, plutôt que d'aller profiter de l'enseignement. «On a relevé que les garçons sont beaucoup plus concernés par ce phénomène. Leurs parents, pauvres dans leur globalité, semblent chercher en eux une aide familiale pouvant garantir la survie de tout le monde. On a effectué plusieurs opérations de sensibilisation et on est allé jusqu'à faire du porte-à-porte, mais rares étaient les familles qui ont daigné laisser leur progéniture venir profiter de nos cours d'alphabétisation», ajoute Mlle Harrache.

K. O.

## **Jeunes cavaliers cherchent centre équestre**

Azzaba vient de se distinguer par la création d'un club hippique, «El Amir». L'initiative est à mettre à l'honneur d'un groupe de parents de jeunes cavaliers qui pratiquaient ce sport au sein du club El Assil au niveau du centre équestre de Hammadi Krouma, à plus de 35 km de Azzaba. «Le va-et-vient entre Azzaba et Hammadi Krouma a fini par décourager plusieurs d'entre nous. On a donc décidé de créer un club local pour permettre aux jeunes de pratiquer ce sport dans de bonnes conditions», explique Merdj Belkacem, président d'El Amir.

Mais où compte-t-on pratiquer ce sport puisque Azzaba ne dispose pas d'un centre équestre ? Pour répondre, Benchaâla Hichem, le secrétaire général d'El Amir, explique que l'association a déjà localisé un terrain de 4 ha situé sur la route de Djendel. Et de préciser : «C'est l'endroit idéal de par sa situation. On s'est rapproché à cet effet du subdivisionnaire de la Conservation des forêts de Azzaba qui nous a montré une grande disponibilité pour nous expliquer les modalités

réglementaires à suivre afin de disposer de cette assiette. Nous sommes actuellement en phase de chercher à trouver une solution en concertation avec les pouvoirs publics.» Pour construire cette infrastructure sportive, M. Merdj dira qu'elle se fera sans puiser dans les caisses de l'Etat. «Depuis la création de l'association, on est submergé par les encouragements de la population qui veut que ce projet se concrétise. Plusieurs Azzabis nous ont contactés et assurés de leur soutien financier. On est en mesure d'assurer à travers les dons de plusieurs personnalités locales comme celle de M. Nouari, le bienfaiteur local, le financement total du projet», a-t-il expliqué.

Relevons cette volonté d'aller de l'avant et de ne pas focaliser ses projets sur l'argent public comme le font généralement toutes les associations de la wilaya de Skikda ! Il reste à espérer que les pouvoirs publics apporteront leur contribution à cette œuvre, en accordant à ce rêve une parcelle de terrain qui profitera finalement à toute une population.

K. O.

## **LA CASNOS DE TOUS LES DÉSAGRÉMENTS**

Les commerçants de la daïra de Azzaba et ceux de toute la région Est de la wilaya de Skikda et d'ailleurs, se disent «lésés» et «forcés à vivre le calvaire». Ils expliquent : «Il n'existe dans la wilaya de Skikda qu'une seule antenne de la caisse nationale d'assurance des non-salariés (Casnós).» Une situation qui nuit, selon leurs dires, aux affiliés d'une grande partie des 38 communes de la wilaya. Nasri Hani, coordinateur communal de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCA) ne pouvait que confirmer les «peines» de ces commerçants. «Cette situation a fini par devenir intolérable. Depuis des années déjà, les commerçants de l'est de la wilaya ne font que subir les affres bureaucratiques en se retrouvant obligés de se déplacer à l'antenne de Skikda et de patienter le long d'une chaîne interminable pour finalement faire leurs déclarations. Cette situation est devenue intolérable. Les commerçants et les employés de l'antenne sont finalement les seuls souffrir-douleur du non-sens», témoigne-t-il. Il ajoute que plusieurs correspondances ont été envoyées aux directeurs, général et régional, de la Casnós les suppliant d'ouvrir au moins une antenne ou un bureau à Azzaba pour désengorger l'antenne de Skikda, mais «aucune réponse ne nous est parvenue», se déssole-t-il.

K. O.



OUARGLA

# Quand le verset 247 de sourate El Baqara sanctionne Bouteflika

● «Vous savez, à l'école coranique, nous avons appris un verset qui décrivait parfaitement la situation de l'Algérie en ce 17 avril 2014, c'est le verset 247 de sourate Al Baqara».

## INCAPACITÉ PHYSIQUE ET ROYAÛTE

H. Naâmane n'y va pas par quatre chemins. Cet universitaire à la retraite, longtemps exilé en France, comprend parfaitement que beaucoup de Ouarglis estiment «qu'au-delà des raisons politiques et la divergence des idées, ne pas voter pour Abdelaziz Bouteflika en 2014 émane d'une conviction religieuse». Il ajoute : «Un ami m'a dit que le verset 247 le taraudait depuis 2013, et quand Bouteflika est apparu diminué suite à son AVC, l'idée de ne pas voter pour lui, cette fois-ci, s'est cristallisée, alors qu'il l'avait fait trois fois de suite.» Ce que dit textuellement le fameux verset 247 est le suivant : «Et leur Prophète leur dit : "Voici qu'Allah vous a envoyé Tâlit pour roi." Ils dirent : "Comment règnerait-il sur nous ? Nous avons plus de droit que lui à la royauté. On ne lui a même pas prodigué beaucoup de richesses !" » Il dit : «Allah, vraiment l'a élu sur vous, et a accru sa part quant au savoir et à la condition physique.» — Et Allah alloue Son pouvoir à qui Il veut. Allah a la grâce immense et Il est Omniscient.» Ne pas voter pour Bouteflika vu sa condition physique, une explication coranique qui prend l'allure d'une position politique que beaucoup de Ouarglis, et pas des moindres, ont partagée lors de ces élections.

## L'ABSTENTION, UN ACTE CITOYEN

L'idée repose sur une explication spirituelle de la prise de pouvoir qui concerne une frange de la population. Le taux d'abstention officiel est de 55% et beaucoup d'observateurs pensent qu'il serait plus important vu la dynamique à la fois lente et réfléchie qui s'est dégagée du jour des élections. Au sein des votants, à savoir les 46% ayant effectivement participé au vote, la suprématie de Abdelaziz Bouteflika a été observée à hauteur de 60 à 65% dans la plupart des bureaux situés en zone urbaine, le taux officiel est de 89,54%. Mais au-delà des chiffres, beaucoup de personnes sondées le jour des élections ont parlé non pas du choix d'un candidat, mais d'un acte citoyen qui les a poussés à «accomplir un devoir civique sanctionnant la totalité des candidats».

## GÉOGRAPHIE ET MŒURS POLITIQUES

C'est ce qui explique en partie la propension aux bulletins nuls s'élevant à 12 630 à travers la wilaya de Ouargla lors de ces élections. Pour H. Naâmane : «Il y a une nuance entre voter par conviction politique et voter par nationalisme, je vous donne l'exemple des élections pour la révision de la Constitution le 6 avril 1947

puis en 1948, dans une ville garnison, une zone militaire comme Ouargla, où le droit à l'association était prohibé, la lecture du journal sanctionnée, la France a donné pour candidat un militaire et le mouvement national a donné Miloudi Ahmed Benamar, et c'est lui qui a eu le plus de voix, même si par la suite le colon a décidé de refaire le vote et faire élire de force son candidat.»

Et d'ajouter : «On pourrait penser que le Ouargli n'a pas de position politique claire, mais en vérité il y a une explication historique, c'est un manque d'assimilation de la chose politique due à l'isolement de cette ville qui a de tout temps été ouverte aux seuls commerçants, aventuriers et pèlerins, c'est un port saharien de commerce dans une mer de sable où il n'existait que sept ksour.» H. Naâmane estime que pour les Ouarglis, comprendre les enjeux politiques de l'acte de voter est venu avec le nationalisme : «Il faut savoir que la géographie influe sur les mœurs politiques et confère aux Ouarglis une culture de l'intérêt immédiat qui a d'une part poussé les uns à choisir Bouteflika pour la stabilité du pays, alors que la majorité a soit boycotté, ou soit voté à blanc, encore une fois pour l'intérêt du pays.»

Houria Alioua



Selon une sourate du Coran, Bouteflika est incapable de gouverner

EL MÉNÉA

## Cette favela à l'algérienne !

Si jamais quelqu'un vous en parle, sachez qu'il n'y a pas si longtemps cette bourgade du Sud recevait en grande pompe chaque année les dizaines de voitures formant la procession du fameux Rallye Paris-Dakar. Daniel Balavoine disait d'elle : «Il me faut plus d'une journée pour sentir toutes ses odeurs, les odeurs de ces palmiers et surtout de ses orangeades.»

Hélas, loin des yeux, loin du cœur. Qui peut aujourd'hui te pleurer, toi qui a enfoui dans tes ocres entraînées le père de Foucault et dont même les touristes qui venaient jadis s'abreuver de ton eau limpide ont oublié la direction du ksar de Lalla Setti. C'est malheureusement toujours les vieux quartiers avec leurs misérables masures en toub, un concentré d'argile séchée, qui paient la rançon de l'incurie des responsables qui ne se rappellent de cette frange de la population locale que lors de quelconques élections. Sinon, comment expliquer que malgré les sommes colossales englouties pour les innombrables plans de construction et de reconstruction des espèces de «favelas» continuent à «prosperer» au vu et au su des élus et des autorités locales, jamais en phase avec leurs concitoyens ?

## ZONE DÉSHÉRITÉE

C'est en effet inimaginable qu'au troisième millénaire une partie de la population d'un pays aussi riche vit dans le dénuement absolu, sans aucun débouché ni la moindre lueur de bout de tunnel. Les différentes émeutes ayant ébranlé cette région, si calme de nature, ne sont pas sans fondement. Tout tombe en ruine dans cette ville, même le sourire «ambulante» d'un élu et le regard d'une fillette sans âge. La misère se lit sur les murs et les écorces des arbres fatigués de vieillir et de voir leur sève flétrir. Où sont tous ces nababs que l'on voit sortir leurs beaux atours à chaque visite d'un pont dans la

région ? Interpellés par quelques personnes en mal de populisme sur la possibilité d'ériger El Ménée en siège de wilaya, l'ex-ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dahou Ould Kablia, lors d'un de ses déplacements en compagnie du ministre de la Construction de l'époque, Noureddine Moussa, après les intempéries qui ont affecté la région en 2009, a eu cette sèche réplique mais ô combien juste : «Je suis venu voir cette ville dont beaucoup d'entre vous m'ont sollicité pour aider à l'élever au rang de wilaya. Je vais être franc avec vous, avec ce que j'ai vu comme infrastructures de base, elle ne mérite même pas d'être une daïra. C'est une zone déshéritée où tout est à

faire et non à refaire. Vos enfants vous mentent, ils vous ont abandonnés. Je suis désolé de vous le dire, mais c'est la stricte vérité.» Rien que ça... Des responsables qui n'ont de responsables que le nom, imbus de leur personne et leurs comptes en banque. Qu'ont-ils fait pour protéger l'innocence d'un enfant de 5 ans, jugé devant eux, pendant qu'ils avaient un regard ailleurs ? Tourné vers leurs rentes et privilèges. Encore faut-il qu'ils se souviennent de lui.

## FIERTÉ DE YACINE BRAHIMI

Heureusement qu'il y a ce jeu qui développe le physique et le mental. Le sport, toujours le sport et le football en particulier restent les seules mé-

moires de cette contrée qu'un grand monsieur de la balle ronde, à qui la gloire et la notoriété planétaire n'ont pas réussi à faire détourner la tête. Fier de ses racines qu'il met un point d'honneur à revendiquer haut et fort, Yacine Brahimi, ce joueur au visage d'enfant, fier et heureux d'être le fils d'un enfant de cette région qu'il visite et fait visiter à son épouse, dribbleur hors pair à la Garincha, enfant d'une des favelas de Rio de Janeiro où il sera d'ailleurs en juin prochain l'un des 23 Fennecs représentants de l'Algérie au pays de la samba d'Edson Arentes Do Nascimento, «Pelé», et des favelas de Rio, dont une pâle copie se trouve chez lui, à El Ménée.

K. Nazim

ILLIZI

## Ouverture d'une nouvelle station-service

C'est en présence du président-directeur général de Naftal, des cadres du secteur de l'énergie et des autorités locales que le wali d'Illizi, Ali Madoui, a procédé, jeudi dernier, à l'inauguration de la nouvelle station-service située au chef-lieu de la wilaya. Les habitants, surtout les usagers de la route et clients de cette entreprise, ont accueilli cette initiative avec beaucoup de satisfaction. «Cela fait plaisir de moderniser l'infrastructure, améliorer la qualité de la prestation et l'approvisionnement en carburant, surtout quand on sait qu'il n'y avait

qu'une seule station de carburant au chef-lieu de la wilaya», nous a affirmé un automobiliste.

## UNE TOUCHE DE MODERNITÉ AU CŒUR DU TASSILI

La nouvelle infrastructure dispose de six appareils de distribution de carburant, dont quatre pour les poids lourds et deux pour les véhicules légers, ainsi que d'un espace de stockage de bouteilles de gaz butane d'une capacité de 2000 bouteilles, d'un garage de réparation mécanique, d'une station de lavage et graissage, d'un atelier

d'équilibrage et de parallélisme des véhicules ainsi qu'un espace pour la vente de produits conditionnés tels que les lubrifiants, produits d'entretien, huiles à moteur, pneumatiques et accessoires, mais aussi d'autres services commerciaux destinés aux clients de passage. Une enveloppe de plus de 170 millions de dinars a été consacrée à cette opération inscrite dans le cadre d'un programme de Naftal de renforcement de son réseau de distribution à travers les wilayas dans le sud du pays. Naftal annonce par ailleurs un vaste programme de mise à niveau des sta-

tions-service implantées à travers le territoire de la wilaya d'Illizi grâce au plan de rénovation et de modernisation élaboré par la société nationale pour améliorer son image commerciale au Sud écornée par la subsistance d'un réseau de stations-service vétustes et inadaptées à la fois à la réputation de cette entreprise, mais aussi à la région Sud qui vit une grande dynamique économique et démographique sans que l'infrastructure de base ne suive le train de cette mutation.

Bouda Brahimi

## PROMOTION DES ACTIVITÉS ARTISANALES À TAMANRASSET

# Plus de 250 demandes de financement enregistrées

● Les métiers de l'artisanat au service du tourisme.

Le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers de la wilaya de Tamanrasset, Saïdani Mourad, a indiqué, jeudi, que plus de 250 demandes de financement dans le cadre du Fonds national de la promotion de l'artisanat (FNPA) ont été traitées et approuvées. L'opération, initialement lancée par le ministère de tutelle, vise ainsi à améliorer la capacité de production des artisans afin d'encourager les petits métiers dans cette wilaya touristique par excellence.

Selon M. Saïdani, une affluence particulière a été enregistrée, et la liste des postulants désirant bénéficier de ce programme mis en place dans la perspective de relancer le soutien direct aux artisans n'est pas encore arrêtée.

«L'objectif premier est d'augmenter la production artisanale qui encouragera la pérennisation des métiers, en aidant les opérateurs à acquérir les équipements appropriés au développement de leurs activités», explique M. Saïdani, tout en précisant que le montant des prêts octroyés est déterminé en fonction du coût du projet et la nature des besoins émis par les artisans.

Ces derniers sont invités à se rapprocher de la CAM pour régulariser leur situation afin de bénéficier de ce dispositif qui s'inscrit, faut-il le noter, dans «la nouvelle politique du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, qui vise à faire de ce secteur un véritable levier de l'économie, créateur de richesses



Les nouvelles techniques au service du savoir-faire ancestral

permanentes et pourvoyeurs d'emplois», ajoute notre interlocuteur, en mettant en exergue l'importance d'investir dans la ressource humaine pour mettre à profit les potentialités existantes. Ce faisant, la direction de la CAM prévoit l'organisation de deux cycles de formation auxquels devront prendre part plus de 90 artisans de l'Ahaggar et de Tidikelt. La première formation est axée sur le design de bijoux. Les participants prendront connaissance des nouvelles techniques permettant d'atteindre un meilleur niveau de qualité et d'innovation, en préservant bien évidemment l'authenticité du bijou traditionnel local.

La seconde formation, scindée en deux sessions, est liée au traitement de la matière première utilisée dans le travail du cuir.

Plus de 60 artisans devant participer à cette formation y ont été inscrits. Ce qui leur permettra, sans nul doute, de s'ouvrir aux nouvelles technologies adoptées dans le développement de cette activité, tout en assurant la meilleure utilisation de la matière première locale et l'amélioration des intrants. Il est utile de signaler qu'il y a une forte demande en cuir exploité, notamment dans la fabrication des tentes et autres objets d'apparat. Parallèlement, nous avons aussi une production de cuir qui ne profite, selon une source fiable, qu'aux lobbys de trafiquants qui l'exportent frauduleusement vers le Niger. Un simple calcul suffit pour se rendre compte de l'ampleur de ce trafic que les autorités compétentes semblent apparemment igno-

rer. Selon des statistiques non officielles, plus de 1800 peaux de chameau, récupérées mensuellement dans les abattoirs communaux de Tamanrasset, seraient acheminées vers les tanneries du Niger où elles sont traitées, puis réexportées vers l'Algérie à des prix exorbitants. Par ailleurs, il convient de rappeler que dans le but de permettre aux artisans issus particulièrement des localités éloignées de commercialiser leur production, des espaces d'exposition leur sont offerts périodiquement et pour une durée de quinze jours à la Maison de l'artisanat.

En outre, ils seront invités à participer aux expositions qu'abriteront prochainement les villes côtières du pays pour faire découvrir la culture de cette région millénaire.

Ravah Ighil

## LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS ARRESTATION DE TROIS PERSONNES

Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants de la police judiciaire de la wilaya de Tamanrasset ont procédé, en fin de semaine, à l'arrestation de trois narcotrafiquants, dont un ressortissant d'Afrique subsaharienne. Selon un communiqué de la sûreté de wilaya, les mis en cause, âgés entre 19 et 31 ans, ont été appréhendés en possession d'une quantité de 82,2 g de kif traité et 17,7 g de substance bango destinée à être écoulee dans la ville. Présentés devant le parquet de Tamanrasset, les prévenus, inculpés pour vente et consommation de drogue, ont été mis en détention préventive en attendant leur comparution devant le juge. Par ailleurs, le même communiqué indique que quatre personnes, dont un mineur, impliquées dans plusieurs affaires de vol par effraction et de violation de domicile ont également été arrêtées et écrouées.

R. I.

## JOURNÉE DU SAVOIR — LES RÉSIDENTES EN LIESSE

A l'occasion de la Journée nationale du savoir, la cité universitaire de jeunes filles de la wilaya de Tamanrasset, Djeloul M'barka, a mis sur pied un programme riche en activités commémoratives. Une fête grandiose a été ainsi organisée en vue de marquer cette date coïncidant avec la disparition de l'érudite Cheikh Ibn Badis. Des concours de poésie et d'art culinaire ont été au menu de cette manifestation agrémentée d'une série de pièces théâtrales animées par de jeunes talents en herbe. Des expositions sur la thématique et un concours de beauté destiné à élire Miss Résidence étaient au programme de la journée. L'occasion était également propice pour honorer les participantes à la Semaine culturelle organisée en mars dernier à Tikjda. La directrice de la résidence, Meddah Rima, a souligné en marge de la cérémonie que «ces activités permettront de développer l'esprit de créativité et de compétitivité chez l'étudiante et nous donner la chance de découvrir les jeunes talents appelées à représenter Tamanrasset et son inestimable patrimoine matériel et immatériel dans les autres wilayas.»

R. I.

## TAZROUK — UN MORT ET DEUX BLESSÉS DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Un accident dû au renversement d'une voiture de tourisme sur la route reliant Ideles à Tazrouk (270 km au nord-ouest de Tamanrasset) a fait un mort et deux blessés, tous membres d'un même famille.

La personne décédée, une quadragénaire, aurait rendu l'âme avant l'arrivée des secours, indique une source locale, ajoutant que l'excès de vitesse serait à l'origine du drame. Il est à signaler par ailleurs qu'au courant de la semaine dernière, six autres accidents ont été enregistrés par la direction de la Protection civile de la wilaya. Le bilan des victimes s'élève ainsi à deux morts et 13 blessés.

R. I.

## IN GUEZZAM — DÉCOUVERTE MACABRE

Un corps sans vie d'un ressortissant étranger a été découvert récemment enseveli sous les décombres et débris dans un chantier de bâtiments à In Guezzam, (450 km au sud de Tamanrasset). Le cadavre, qui n'a pas été encore identifié, a été trouvé par des travailleurs dans un état de décomposition avancé. Alertés, les éléments de la Protection civile de cette localité frontalière ont transporté le corps à la morgue de l'hôpital de Tamanrasset pour une autopsie. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour connaître les tenants et les aboutissants de cette affaire.

R. I.

## Inauguration de l'Institut de formation spécialisée des imams

La wilaya de Tamanrasset s'est dotée d'un Institut de formation spécialisée des corps spécifiques appartenant à l'administration chargée des Affaires religieuses et des wakfs. Inaugurée jeudi par le ministre du secteur, Abdallah Ghlamallah, lors de son passage dans la wilaya, l'infrastructure s'est assignée pour mission fondamentale l'encadrement des imams de Tamanrasset et ceux de d'Afrique subsaharienne. Actuellement, l'Institut qui s'étale sur une superficie de 29 000 m<sup>2</sup>, avec 11 salles de cours, un auditorium d'une capacité de 150 places pédagogiques, une salle de lecture, une salle d'enseignants et un bloc administratif composé de 11 bureaux, accueille 55 étudiants, dont un Gambien, encadrés par sept enseignants. En présence des autorités locales, le ministre a saisi l'occasion pour souligner le rôle de cet établissement dans la lutte contre l'extrémisme religieux, avant de mettre en relief sa dimension africaine à travers la formation des imams issus des pays limitrophes et pour lesquels 24 places pédagogiques ont été réservées.

R. I.

## Où va Air Algérie ?

En plus de la mauvaise gestion se traduisant par l'anarchie, les retards répétés, la médiocrité des prestations et les annulations inopinées des programmations, la délégation de la compagnie aérienne Air Algérie de Tamanrasset va jusqu'à s'arroger le droit d'autoriser des vols avant l'heure. C'est ce qu'ont constaté, vendredi, les passagers du vol AH 6289 à destination d'Alger. Ces derniers ont raté l'avion alors qu'ils étaient arrivés une heure avant l'embarquement. «Le vol dont l'horaire de départ était à 10h40 a décollé à 10h15, soit 25 mn avant l'heure convenue. A mon arrivée, à 9h57, je n'ai trouvé personne pour l'enregistrement. L'aéroport était presque désert. J'ai cherché après le chef d'escala pour demander des explications sur cette situation qui prête à confusion, un agent de la compagnie m'a informé que le

responsable demandé ne se trouvait pas à l'aéroport. Ce n'est pas normal !», s'indigne un passager. Ce passager n'est pas le seul à avoir raté son vol puisque la liste, dont nous détenons une copie, est bien longue. «L'avion est parti presque vide, et quand nous avons demandé les raisons, un agent d'Air Algérie, avec insolence, nous répond d'aller nous plaindre auprès du wali et du président de la République. Il nous a envoyé balader», peste un autre passager. Cette situation a soulevé un véritable tollé des passagers en colère. Ces derniers, dans une doléance adressée au PDG d'Air Algérie, ont dénoncé les graves dérives des responsables de cette compagnie à Tamanrasset. Nous avons essayé de joindre les responsables d'Air Algérie pour avoir l'autre version des faits, en vain.

R. I.

BUREAU DE

EL WATAN

OUARGLA

Pour toutes vos annonces publicitaires

Avenue de la Palestine, immeuble Abdesmed, Ouargla. Tél. : 029.76.86.86.



## MOSQUÉE EL ATIK IBN KHALDOUN DE GUELMA

## A quand l'achèvement du projet ?

● Le taux d'avancement des travaux des nouvelles annexes a atteint 85 %.

La mosquée El Atik Ibn Khaldoun de Guelma n'est pas un lieu de culte comme les autres. Chargée d'histoire, cette mosquée, située en plein centre-ville de Guelma, sur la rue commerçante d'Announa, existe depuis 1857, date de l'achèvement de sa construction. Une construction réalisée en style mauresque, notamment son minaret, édifié en marbre rosé. Cette mosquée a connu au fil des années quelques transformations et extensions, notamment en 1966, avec la création d'une importante annexe. La décision de détruire cette annexe, pour des raisons d'effondrement imminent, est intervenue le 3 décembre 2008, sur arrêté n°1373 du wali de l'époque. Chose faite, deux projets devaient être lancés : la construction de nouvelles annexes intégrées au site et bien évidemment la restauration de la mosquée El Atik. Six années plus tard, le taux d'avancement des travaux des nouvelles extensions est appréciable, alors que la restauration de l'ancienne mosquée n'a pas bougé d'un pouce. A ce sujet nous avons pris attache, hier, avec Mohamed-Salah Boumahra, architecte à Guelma, chargé du suivi du projet et maître de l'œuvre qui nous a déclaré que le taux d'avancement des travaux des nouvelles annexes a atteint 85 % et que d'ici le mois d'octobre 2014, « nous achèverons le travail », ajoutant que concernant la restauration de la mosquée, un cahier des charges du projet est confié à un bureau d'étude et qu'il est « en cours de réalisation ». En clair, les



Un lieu de culte hors du commun

nombreux fidèles qui souhaiteraient prier dans cette mosquée durant le prochain mois de Ramadan, risquent d'être déçus. Et notre interlocuteur de poursuivre : « Cette nouvelle extension comprend un entresol avec une salle de prière pour hommes avec lieu d'ablution, plus haut une mezzanine réservée uniquement aux sanitaires, et au rez-de-chaussée, une salle de prière pour femmes, un bureau, une salle de classe, etc. elle peut accueillir jusqu'à 1400 fidèles qui devront

patienter jusqu'à octobre prochain. » Quoi qu'il en soit, les deux projets qui, faut-il le souligner, s'étalent sur une superficie de plus de 1400 m<sup>2</sup>, seraient selon nos sources intimement liés en terme d'achèvement. Une condition sine qua non de voir ce lieu de culte mis à la disposition des fidèles. « Pas si sûr ! » nous dit-on. Une décision d'ouvrir le lieu pourrait tomber, même si la restauration de l'ancienne mosquée n'est pas achevée.

## TÉBESSA

## Les chômeurs de Bir El Ater s'insurgent

Trente-cinq (35) jeunes chômeurs brandissent des banderoles, observent un sit-in depuis 54 jours sur l'esplanade du siège de la direction du gazoduc d'Enrico Mattei, à Oglat Ahmed, à 30 km de Bir El Ater (W. de Tébessa). Ils avaient été retenus, rappelons-le, au poste d'agent de sécurité il y a trois ans. Par cette action, ils dénoncent la décision de la réduction du nombre de postes de 35 à 11. Il faut relever qu'aucun accord n'a été trouvé jusque-là pour mettre terme à ce mouvement de protestation. Les contestataires menacent, par ailleurs, d'entamer une grève de la faim si cette décision jugée « draconienne » n'est pas réexaminée en leur faveur. Selon eux, le ministre de l'Energie et des Mines et celui du travail auraient été saisis de cette situation via une pétition signée. Il y a lieu de rappeler qu'en 2011 l'agence nationale de l'emploi (Anem) avait retenu 35 jeunes qui remplissaient toutes les conditions nécessaires pour travailler comme agents de sécurité affectés à la surveillance du gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie. En mars dernier et après plus de 3 ans d'attente, ce nombre a été réduit à moins de la moitié.

Lakehal Samir

## BISKRA

## Des champs irrigués avec des eaux usées

Mercredi dernier, les éléments de la Gendarmerie nationale de Biskra ont procédé à la destruction d'une grande quantité de légumes et de plantes aromatiques : fèves, oignons, salade, poireaux, céleri, coriandre et persil, retrouvées sur une parcelle agricole de Lebecheh, dans la commune de Biskra, laquelle parcelle d'environ 20 ha était irriguée avec des eaux usées, a-t-on appris de sources fiables. Cette opération est le résultat d'une enquête, diligentée une semaine auparavant sur une plainte des pouvoirs publics, faisant état des agissements criminels d'un groupe de cultivateurs utilisant les eaux usées du collecteur principal d'El Mesdour pour irriguer leurs plantations. Pris en flagrant délit, sept d'entre eux ont fait l'objet de dossiers pénaux et laissés en liberté provisoire tandis que 9 pompes à eau ont été saisies par les gendarmes, est-il indiqué.

H. M.

## OUM EL BOUAGHI

## Un centre anticancer pour la wilaya

Outre l'implantation de nouvelles infrastructures sanitaires pour pallier les insuffisances ressenties dans certaines agglomérations, comme Ain Kercha, Ain Fakroun et même Ain M'Lila, les pouvoirs publics ont octroyé à la wilaya d'Oum El Bouaghi un centre anticancer (CAC) qui sera implanté dans l'ancien hôpital Ibn Sina (au chef-lieu de wilaya). Les malades atteints du cancer, issus de la région, sont généralement pris en charge par le CHU de

Constantine, mais en raison de la forte demande, les rendez-vous sont souvent différés, ce qui les pénalise durement. Certains d'entre eux se tournent vers les centres anticancer du centre du pays, sans pour autant bénéficier d'une prise en charge rapide. Devant cette situation, les autorités de la wilaya ont décidé d'ouvrir un CAC pour alléger la souffrance de ces malades. Reste cependant à savoir si la chimiothérapie et la radiothérapie seront opérationnelles dans les plus

courts délais. Par ailleurs, le secteur de la santé bénéficiera d'un nouveau centre d'hémodialyse pour les malades de la région et de la wilaya. Les anciens locaux des urgences médicochirurgicales de l'EPH Zerdani, de Ain Beïda, verront l'installation de générateurs d'hémodialyse, ce qui atténuera la forte demande ressentie au niveau du centre d'Oum El Bouaghi. Actuellement, deux centres sont fonctionnels, l'un à Ain M'Lila et l'autre à Oum El Bouaghi.

L. Baâziz

## LES VOLEURS DE CHEPTEL ARRÊTÉS À ANNABA

Le procureur, près le tribunal d'El Hadjar, a ordonné jeudi, tard dans la soirée, un mandat de dépôt contre neuf personnes, des citations à comparaître pour deux autres, alors qu'un autre individu a été placé sous contrôle judiciaire. Arrêtés la semaine dernière par les éléments de la gendarmerie de la brigade de la commune de Ain El Berda (Annaba), les mis en cause dont sept repris de justice, sont accusés de formation d'association de malfaiteurs, vol de cheptel et recel, dont a été victime un éleveur de bétail résidant au village El Harouch, commune de Ain El Berda.

L'affaire remonte au 17 avril en cours. La victime avait déposé plainte auprès de la brigade de la gendarmerie locale. Dans sa déposition, l'éleveur a déclaré qu'à 1 h du matin, 11 malfaiteurs ont investi son étable où, après l'avoir roué de coups et ligoté, se sont emparés de 85 ovins. Les recherches déclenchées par les gendarmes ont abouti à l'interpellation des mis en cause. Il a été saisi dans le domicile de l'un d'entre eux, au centre-ville de Ain Fakroun, relevant de la wilaya d'Oum El Bouaghi, un camion de marque Sonacom K66, qui a servi au transport du cheptel volé, et dans le domicile d'un autre, à El Bouni, un véhicule de marque Renault Symbol. Deux de leurs acolytes identifiés, demeurent toujours recherchés.

Leïla Azzouz

## SAISON AGRICOLE À KHENCHELA

## Le satisfecit de la DSA

Les services agricoles s'attendent à une bonne moisson pour la campagne de cette année avec une quantité de céréales prévue de plus d'un million 100 000 quintaux au niveau de la wilaya de Khenchela, dont 670 000 q dans le sud de la région, nous a informé un responsable à la DSA. Selon ce dernier, cette quantité de céréales « est bonne par rapport à l'année écoulée qui a connu une production de 570 000 q ». Cette baisse sensible était due, selon ce responsable, à une perturbation climatique avec 70 % de sécheresse. La hausse de cette année est liée aux conditions climatiques favorables, avec une pluviométrie moyenne de 440 mm. De leur côté, les fellahs ne cachent pas leur satisfaction autant pour la récolte que pour la qualité du produit. D'après eux, la saison a été particulièrement favorable surtout en raison des pluies abondantes qui se sont abattues sur la région ces derniers temps. Tous les moyens techniques ont, nous dit-on, été mobilisés pour la réussite de la campagne moissons-battages et de livraison aux coopératives céréalières.

Kaltoum Rabia

## Djamel Louafi, le peintre à la palette printanière

C'est dans son propre logement que Djamel Louafi a installé son atelier de peinture. Un minuscule atelier où sont rangés avec soin des dizaines de tableaux, tous dédiés à Dame-nature. Des aquarelles, des scènes de la vie rurale, des tableaux représentant des paysages et des endroits urbains, le tout dans un style impressionniste. C'est que Djamel a été fortement marqué et imprégné par la peinture d'Etienne (Nasredine) Dinet. A ses tout premiers débuts, notre peintre a reproduit pratiquement tous les tableaux de l'illustre Dinet, depuis la Fatîha jusqu'aux danseuses des Ouled Naïl. Ensuite, avec l'expérience, Djamel a trouvé sa voie et s'est complètement libéré, sans toutefois renier son appartenance au style de Dinet. Il en a fait même son credo, gardant le ton chaud des couleurs, ces couleurs qu'on ne voit qu'en Algérie, les ocres clairs et or, les jaunes Sahara, le vert de nos prairies. Djamel Louafi, en parallèle, écrit ses impressions, ce que son expérience lui offre comme nouvelles perspectives. Certaines

de ses peintures ont servi de couvertures à des revues étrangères auxquelles il collabore depuis des années. Même ses écrits sont repris par les revues culturelles de l'Hexagone. Mais l'artiste, malgré la pureté de ses toiles et la maturité de son art, demeure discret, ne requérant guère les feux de la rampe. Comme les grands hommes, Djamel se voue entièrement à son art sans ostentation ni apparat. Il appartient à la race des gens modestes. Les rares vernissages auxquels il a pris part lui ont valu la consécration et la reconnaissance qu'il mérite. Les visiteurs et surtout les connaisseurs lui trouvent des qualités dont peu de ses congénères disposent. Lors de notre dernière visite dans son atelier, Djamel avait réalisé une nature morte à laquelle nous avons proposé comme titre : « Le petit déjeuner au journal ». Ce petit tableau représente justement, outre une cafetière, une tasse, un gâteau, un journal plié, plus précisément *El Watan*, le quotidien préféré de l'artiste.

L. B.

BORDJ BOU ARRERIDJ 5<sup>e</sup> SALON NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES Un évènement pour la région

De la peinture, de la photographie, de la sculpture et des mots seront au menu du Salon national des arts plastiques 2014. La manifestation est abritée par la maison de la culture de Bordj Bou Arreridj, du 25 au 28 avril en cours. Des conférences sont également prévues à ce Salon. Le comité directeur de cet événement artistique a décidé d'inclure un grand espace pour accueillir une exposition supplémentaire vu le nombre exceptionnel de participation à ce salon qui a augmenté pour atteindre près de 200 œuvres d'artistes venus des quatre coins du pays. Selon le directeur de la maison de la culture, Touhami Guemili, cette exposition promet d'être exceptionnelle et assurément contemporaine. « La sélection des œuvres s'est faite par un comité composé de plusieurs personnes », note notre interlocuteur, sans toutefois citer les noms des membres du jury, relevant que « cette édition promet de dévoiler bien de nouveaux talents ».

A. B.

## TIARET

## Un ex-maire et un subdivisionnaire condamnés par la justice

La commune de Chehaima relevant de la daïra d'Ain Dheb, 45 km au sud de Tiaret, vit au rythme d'une scabreuse affaire liée à la réalisation bâclée de logements de type rural groupé mais aussi par la condamnation en première instance de plusieurs personnes impliquées dans une affaire de faux et usage de faux. Les principaux accusés sont le subdivisionnaire de l'urbanisme, l'ex-maire, un agent de l'APC et l'entrepreneur de réalisation. Le tribunal de Sougueur a donc finalement condamné M.N. et H.A., conformément aux articles 222 et 222 alinéa 2 du code pénal, à six mois de prison ferme et à 15.000 dinars d'amende bien que les prévenus aient interjeté appel auprès de la cour de justice de Tiaret. L'affaire remonte à 2009 quand un citoyen, Allaoui Bekhaled, bénéficiaire d'une unité (arrêté du wali n° 825 du 12/12/2006) a vu s'écrouler l'habitation quelques temps après sa réalisation. Dépit, l'homme a saisi le wali le 10 janvier 2009 pour lui faire part des remarques émises aux services techniques de la Caisse nationale du logement) sur la fausse signature apposée sur des documents officiels. Les services concernés, notamment la CNL, lui sortent un dossier dans lequel figure sa signature, en fait une empreinte digitale qu'il n'a pas apposée au bas de ces documents signifiant le service fait. Sentant l'arnaque, il s'est plaint à la justice deux fois mais en vain avec à la clef la clôture du dossier. Ne baissant pas les bras, il saisit le ministère de la justice et voit enfin s'ouvrir le dossier devant le tribunal de Sougueur. Une expertise fut diligentée par la gendarmerie nationale de Bouchaoui (Alger) sur instruction du juge. Les résultats graphologiques vont conforter le plaignant. L'empreinte sur le document litigieux ne lui appartient pas d'où une suspicion de faux et de faux en écriture. Qui est coupable ? C'est à cette question lancinante que devra répondre le juge qui a déjà fait comparaître les techniciens et l'ex-maire devant lequel ont été légalisés en antité des copies de documents. Jusqu'ici, le magistrat a mis sous contrôle judiciaire certaines personnes liées au dossier de l'habitat rural. Mais déjà se profilent les relents d'un scandale qui en cache peut-être d'autres du fait de réalisations toutes aussi bâclées et tombées en ruines quelques temps après leurs constructions. A Chehaima, les langues se délient.

A. F.

## EL-BAYADH

## Les métiers traditionnels en voie de disparition

● Avec la quasi-extinction des métiers traditionnels, c'est un pan de l'histoire de cette région des Hauts-Plateaux qui a disparu au fil du temps. De nos jours, on ne compte plus que deux maréchaux-ferrants implantés à Kef-Lahmar et à Rogassa.



PHOTO : DR

Les métiers traditionnels menacés d'extinction

Quelques citadins ne se souviennent encore de nos jours ces escapades furtives chez le rémouleur pour aiguiser le couteau la veille de l'Aïd El-Kebir, le dinandier ou le vannier du coin pour l'achat d'une carapette en osier, ou du petit enfant de nomade qui n'a pas passé d'agréables moments aux côtés du maréchal-ferrant, du sellier, du forgeron ou du coutelier maniant avec habileté et adresse des outils sortis tout droit du four aux fumées noirâtres et étouffantes ? Ces artisans, maîtres en la matière, maniant avec dextérité des outils traditionnels, très respectés par une clientèle fidèle, qui affectionnaient avec amour et passion leur profession, font partie d'une époque à jamais révolue. Ils ont marqué le quotidien de la population locale à telle enseigne que leurs noms sont restés gravés à jamais dans la mémoire d'une génération entière. Ces métiers d'antan qui ont fait la gloire d'une frange active de la société ont disparu du paysage, comme engloutis par la montée sans précédent de la mécanisation des engins motorisés et tractés mis à la disposition du monde rural pour les activités agricoles,

excepté la fabrique artisanale des ciseaux réservés à la tonte manuelle du bétail ovin, caprin et camelin. Cependant, tout n'est pas perdu pour autant puisque des couturiers, experts dans l'art de la broderie du bournou, à base de laine de chameau, tissé par des mains expertes, refusent de baisser les bras car, nous dit-on, « la bataille n'est pas perdue et rien ne peut remplacer la main et les doigts de l'homme dans ce domaine. »

## AUTRES TEMPS AUTRES MÉTIERS

Des bournous qui valent leur pesant d'or dans les boutiques traditionnelles et que seuls quelques nantis peuvent s'offrir. Titre de noblesse et signe extérieur de richesse obligent, que le maître de céans doit nécessairement porter pour accueillir ses hôtes de marque lors de chacune des cérémonies religieuses ou familiales. Aujourd'hui, on ne compte plus que deux maréchaux-ferrants implantés respectivement chacun dans les chefs lieux des communes de Kef-Lahmar et de Rogassa. Adieu soc, charruie, faucille, enclume, marteau, et tout ce matériel hétéroclite mais utile

aux paysans, car la demande est réduite à sa plus simple expression. Même les selles, éperons et rênes dorées ont subi le même sort puisqu'hélas le cheval de trait et le mulet se sont totalement éclipsés du paysage rural, remplacés par des tracteurs et des véhicules tout terrain, modernité oblige. C'est avec une pointe de nostalgie que Si M'Hamed Ben Mostefa, ce nonagénaire, qui a vu le jour dans la première moitié du siècle dernier, sous une tente en laine, solidement ancrée au milieu des touffes d'alfa des espaces steppiques, évoque ces gorges d'eau rafraîchissantes sorties tout droit des grandes ourtes, faites en peau de chèvre, tant chères à nos grands-mères, réservées à la conservation soit du beurre du terroir soit à une eau fraîche et limpide puisée dans les fins fonds d'une prairie du pays profond. Autres temps autres mœurs, dit un vieil adage car la modernité se paie chèrement, mais l'on ne doit nullement faire table rase de tout un passé aussi lointain soit-il et d'un patrimoine ancestral aussi riche et varié que le nôtre, et c'est toute l'histoire d'une société qui risque d'être gommée et pour l'éternité !

Rafik M.

## SIDI BEL ABBÈS

## L'ANSEJ simplifie les procédures

La récente mesure d'allègement des formalités administratives prise en faveur des jeunes promoteurs n'a pas été sans susciter une véritable ruée sur les différentes antennes relevant de l'agence «ANSEJ» de Sidi Bel Abbès. Visiblement encouragés par cette nouvelle disposition, les souscripteurs au dispositif de soutien à l'emploi des jeunes se contentent, désormais, de déposer, en guise de demande, un seul imprimé signalétique auprès des services de l'agence précitée. Téléchargeable sur

le site Internet de l'agence ANSEJ, le dépôt du formulaire qui fait office de dossier préliminaire devrait, selon les termes de la mesure de simplification, être assorti d'une convocation qui permettra aux postulants de se présenter devant le comité de sélection, de validation et de financement des projets (CSVF). Il est utile de signaler qu'au cours du premier trimestre 2014, ledit comité a validé quelques 467 dossiers déposés par les jeunes promoteurs.

M. Habchi

## MASCARA

## Les commerçants du marché couvert manifestent



PHOTO : DR

Les commerçants en colère

Les commerçants du marché couvert, situé au lieu-dit Rekaba, en plein centre-ville de Mascara, sont mécontents. Hier matin, ils étaient nombreux, des vendeurs de poissons, de fruits et légumes, d'appareils électroménagers, d'habillement, des bouchers, des restaurateurs, et autres gérants de cafés maures, à baisser les rideaux de leurs boutiques et à observer un sit-in pour dénoncer la décision du wali portant la démolition dudit marché couvert de Rekaba et leur transfert vers le nouveau marché de proximité de la route de Selatena, une décision qualifiée d'arbitraire. « Mercredi dernier, vers 14 h, les pouvoirs publics ont procédé à la fermeture de l'entrée principale de la poissonnerie par la construction d'un mur en béton. Plus de cinquante vendeurs de poissons se sont retrouvés sans emploi », nous dira M. Benfeta, un commerçant en électroménager. En ajoutant : « certains commerçants, dont B. Hadj Abdelkader, qui ont manifesté leur colère contre cette décision ont été menacés par un responsable de poursuite en justice pour outrage. » Encadrés par les policiers, en uniforme et en civil, les protestataires disent qu'ils refusent d'être traités comme des vendeurs à la sauvette, « nous sommes des commerçants légaux ayant des actes de propriétés légaux, depuis plus de trente ans ». B. Hadj Kaddour, Y. Noureddine et T. Menaouer, également des commerçants exerçant au niveau du marché couvert, ont tenu à nous déclarer, dans le même contexte, qu'ils sont « pour leur transfert vers le nouveau centre commercial en cours de réalisation à Mascara. »

D'autres commerçants, pour une cause ou une autre, ont tenu à solliciter les pouvoirs publics en vue « d'annuler la décision de démolition du marché couvert et d'inscrire une opération de son réfection et réaménagement. »

Souag Abdelouahab

## ADRAR

## La réalisation des logements AADL accuse un retard

Les souscripteurs au nouveau programme AADL de la wilaya d'Adrar sont contraints de patienter encore quelques temps avant de voir la finalisation du dossier et le lancement de la réalisation des logements. En effet, c'est ce qu'a révélé, cette semaine la responsable du programme, à l'occasion des travaux de la 2ème session ordinaire de l'APW. On rappellera que la wilaya avait bénéficié, au début de la répartition nationale du logement AADL, d'un quota de 800 logements (650 pour Adrar et 150 pour Timimoun). Cependant, depuis, les postulants au programme n'ont eu aucune nouvelle. Cette fonctionnaire affirme que ni l'étude, ni l'enveloppe financière, ni le choix de l'assiette de terrain destinée à héberger le projet n'ont encore été définis. Selon elle, la cause de ce retard serait liée à la dernière décision prise par la DG de l'AADL : augmenter le quota du programme avec plus de 1000 logements pour Adrar afin de pouvoir intégrer un maximum de citoyens.

A.A.



A L'ORÉE DE LA VILLE DE BÉJAÏA

# Le village Oussama toujours enclavé

● les habitants réclament un minimum dans la gestion publique de leur quotidien.

L'arrière pays béjaoui souffre encore de l'enclavement. A l'orée de cet immense massif où nichent 52 villages, Oussama se particularise par un déficit notoire en matière d'équipements de base. L'agglomération qui abrite quelques 1000 âmes, grossit pourtant à vitesse grand V. Autour de la mosquée, et le long de la RN 24, des habitations individuelles sont érigées l'une derrière l'autre, sans compter salle des fêtes, promotion immobilière et commerces. En attendant que les autorités aillent plus loin, dans la gestion du village en lui adoptant un plan global d'urbanisme et d'orientation architecturale et cela afin d'éviter une anarchie qui dénature et amoche de magnifiques collines et vaux, les habitants réclament un minimum dans la gestion publique de leur quotidien. A commencer par l'alimentation en eau potable. Les foyers sont alimentés en eau potable par le château d'eau d'Adrar Oucsfarnou. Si, en hiver, les robinets coulent quotidiennement, ce n'est pas le cas en été, signalent les villageois, où malgré une adduction à partir du réseau de Tala Merkha, le précieux liquide vient souvent à manquer. Le camp inférieur de Tala Merkha n'est bien entendu pas touché, c'est au niveau des hauteurs que la distribution n'est pas régulière, nous fait-on remarquer. En aval, l'eau est pompée à volume plus important qu'en hiver, notamment par les chantiers de construction. A côté de cette carence, est demandée une adéquation avec la charge électrique consommée, étant donné que



L'enclavement à quelques encablures du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa

celle-ci ne cesse d'augmenter, au vu des nouvelles constructions à plusieurs étages qui viennent s'ajouter au paysage. Or que, croyons nous savoir, la réglementation nouvellement en vigueur exige pour ce type de construction la pose d'un poste transformateur personnel. L'ancien poste ne peut suffire, à voir les coupures qui surviennent. La santé scolaire n'est pas en reste. Est dénoncée une disproportion entre les capacités existantes et la demande. La seule école existante est à Ighil el Bordj, à 2 km. Les six salles de l'établissement sont insuffisantes. D'où le recours encore à la double vacation. L'enfant est pénalisé par les horaires qui lui prennent toutes les matinées

et les après-midi de la semaine. Il n'a aucune demi-journée de libre pour pratiquer un sport ou une autre activité. Une seule satisfaction, la cantine scolaire.

Un groupe scolaire a été édifié, un peu plus loin, au village lazouyen, mais il a été «détourné» de sa première vocation en l'affectant au recasement de familles en détresse. Les villageois réclament sa récupération surtout, lorsqu'ils sont là à constater un processus de recasement sans fin, à savoir «que lorsque les occupants sont relogés, leur progéniture ou bien d'autres les remplace aussitôt».

La solution avec l'afflux de nouveaux habitants est bien évidemment

la projection d'une plus grande école primaire, et à terme également un CEM, pour sortir de la contrainte que constitue une inscription au niveau des CEM de la ville. Compte tenu du problème de transport. Alors que la ligne centre ville-Amik n'Tafet, desservant Oussama existait aux premières années de l'indépendance, celle-ci est supprimée, il y a quelques années. Obligeant les usagers à une escale à Amiriw, soit donc de prendre deux bus au lieu d'un. Alors mettons-nous à la place du père d'une famille nombreuse et imaginons ce qu'il doit dépenser rien qu'au transport. Mohamed ne comprend pas qu'on ne puisse rétablir la navette directe au moins durant

les heures de pointe. Beaucoup, dit-il, font le chemin carrément à pied. Avec tout le risque d'accidents encouru dans une route à grande circulation. Des dos d'ânes sont posés mais les accotements sont à ce jour non viabilisés. L'absence de trottoirs contraint les enfants à aller sur le bitume carrément.

Et, en hiver, avec des évacuations bouchées, les «randonneurs» patagent dans la boue et une route transformée en patinoire. Au chapitre de l'aide à l'auto-construction, la déclassification en zone urbaine pénalise le retour à la terre, s'insurge Khodir Ouyougoute, un villageois travaillant dans la santé à Béjaïa.

Cette orientation n'est pas en adéquation avec l'esprit des habitants originaires d'Oussama, qui se considèrent «être toujours des ruraux». D'autant plus, confie Khodir, «il est rare celui d'entre-nous qui a bénéficié d'un logement social dans le périmètre urbain». S'agissant des contraintes, est dénoncée le maintien de la carrière d'agrégat, alors que sa fermeture a été évoquée durant le mandat 1997-2002 de l'APC. Mohamed signale des fissurations dans certaines maisons suite aux explosions. L'autre affaire à rapport aux fumées dégagées par la décharge publique d'Iqabiyen. Sans parler des débris de tous genres balancés sur les accotements. Pour clore le listing, la localité est inscrite au menu du désœuvrement. Le café du coin est le seul refuge. Les jeunes gens rencontrés souhaitent au moins une maison de jeunes, dotée du minimum de la bibliothèque et d'une salle de spectacles.

R. Oussada

TICHY

## Les habitants d'Aghigha ferment le siège de l'APC

Les habitants du quartier Aghigha situé au chef-lieu communal de Tichy ont procédé mercredi dernier à la fermeture du siège de l'APC pour exprimer leur colère devant la dégradation de leur environnement. Plusieurs dizaines de personnes de ce quartier qui compte une quarantaine de familles, ont cadenassé le portail de la mairie pour dénoncer «l'indifférence et la lenteur des services concernés» quant à la prise en charge de leurs doléances portant notamment sur le revêtement des routes qui mènent à leur quartier ainsi que l'électrification de ce dernier. Rencontré sur le lieu de la protestation, le jeune Massi Mersel n'aura pas de mots assez

forts pour dénoncer le marasme dans lequel est plongé son quartier depuis des lustres. «Les routes qui mènent à notre quartier sont impraticables, à ce jour, nous n'avons pas encore le gaz de ville alors que le réseau principal passe approximativement à une quarantaine de mètres de chez nous. Sachez aussi que certaines habitations attendent d'être alimentées en énergie électrique depuis 1978. Pour l'instant nous nous sommes suffi du système D en alimentant ces maisons à partir de compteurs électriques collectifs, ce qui engendre souvent des conflits entre les abonnés raccordés à ce réseau précaire».

Il s'ajoute à cela un manque flagrant de

poubelles, aggravé par un enlèvement plus qu'aléatoire des déchets ménagers. Ce n'est qu'un petit aperçu d'un quartier qui plus est situé à quelques encablures de la mairie.

Pour le P/APC, même s'il concède quelques défaillances dans la gestion de l'ancienne équipe aux commandes de l'APC et qu'il reconnaisse le bien fondé des doléances exprimées «la solution n'est pas dans la fermeture de la mairie, d'autant plus que les préoccupations de ces citoyens viennent d'être prises en charge notamment concernant la route. Il est vrai qu'au début notre intention était de la recouvrir en bitume, mais les appels d'offres sont restés sans suite, nous avons

donc dû changer l'intitulé du programme et refaire toute l'étude pour avoir l'assentiment de la DTP afin de la revêtir en béton. Ce qui nous a pris pas mal de temps.»

Toujours est-il qu'une réunion au niveau de l'APC, regroupant les protestataires autour du chef de daïra et du P/APC qui s'est engagée à ce qu'une entreprise commence les travaux sous dixaine même sans le fameux sésame qu'est l'ordre de service (ODS), celui-ci étant tributaire des services du contrôle financier qui n'a pas encore donné son avis. Il a pu tout de même ramener les locataires du quartier Aghigha à de meilleurs sentiments.

Hocine Adrar

EL FLAYE

## Le 20 avril commémoré

L'association socio-culturelle Ighalen Iduklen du village Izghad, relevant de la commune d'El Flaye, sise à une soixantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, a organisé en fin de la semaine dernière, une journée commémorative à l'occasion du 20 avril, et ce, à l'école primaire des Frères Slaimi. Un riche programme est concocté par les membres de l'association. Des objets traditionnels (jattes, cruches, couffins en doum...), ainsi que des coupures d'articles de presse et des photographies afférentes à l'événement ont été exposés.

Deux peintures de la région ont exposé leurs toiles. Un sculpteur sur pierre, enfant d'Ath Waghlis a pris part à cette journée com-

mémorative en exposant ses œuvres, entre autres des bustes de célèbres figures amazighes comme Mouloud Mammeri. Les organisateurs n'ont pas omis d'inviter deux écrivains de la région afin d'exposer leurs œuvres littéraires. En guise de clôture de cette journée, un gala artistique est animé par des chanteurs amateurs, qui ont égayé énormément les habitants du village.

«Notre association n'a pas encore soufflé sa première bougie, mais on fait du mieux qu'on peut afin de canaliser nos jeunes et de leur donner un espace culturel et sportif, par lequel ils peuvent s'exprimer et s'émanciper», nous dira D. Salmi, président d'Ighalen Iduklen. Et d'ajouter : «On aime les défis.

C'est dans cette optique qu'on a pris la décision avec d'autres amis pour créer cette association».

Le mois précédent, ladite association a déjà célébré la fête Uderyis, synonyme de l'arrivée du printemps pour les Berbères. Un membre de cette association se dit très satisfait des efforts fournis par l'ensemble des adhérents, qui ne lésinent pas sur les efforts afin de redonner un nouvel élan culturel, lequel manque à leur village. «C'est grâce à la volonté d'un groupe de jeunes, dont la plupart est issue de l'ancienne équipe de football de notre village, ayant remporté pas mal de tournois organisés dans la région, qu'a été décidé de se regrouper pour créer cette association».

Bachir Djaidar

L'OCCIDENT TENTE D'ÉVITER UNE INVASION RUSSE

# La situation dérape en Ukraine

● La tension est encore montée d'un cran en Ukraine ● Le G7 prend de nouvelles sanctions contre la Russie.

Ce n'est pas encore la guerre proprement dite, mais cela y ressemble fort. En Ukraine, le bruit des bottes russes se fait chaque jour un peu plus menaçant. Craignant que son pays ne tombe entre les mains de Poutine comme la Crimée, le Premier ministre ukrainien, Arseni Iatse-niouch, en visite à Rome pour assister aujourd'hui à la canonisation de deux papes, a dû repartir en Ukraine «en raison de la situation». Vendredi, il a accusé Moscou de vouloir lancer «une troisième guerre mondiale». C'est dire à quel point les dernières évolutions de la situation sur le terrain sont dangereuses. C'est conscient de ce risque d'invasion pure et simple de l'est de l'Ukraine que le G7 a décidé de nouvelles sanctions contre Moscou avec un volet américain susceptible d'intervenir «dès demain». Et pour cause, les séparatistes pro-Russes retiennent en otages 13 membres de l'OSCE qu'ils considèrent comme des «espions de l'OTAN». Il y a donc clairement de la tension dans l'air vicié de Kiev. Les séparatistes ne veulent point entendre les appels de l'Allemagne et des États-Unis pour libérer les otages pris vendredi à Slaviansk, bastion des insurgés pro-Russes. «Ils sont en prison, ce sont des officiers de l'OTAN», a déclaré le leader séparatiste local Viatcheslav Ponomarev. «Ils sont entrés sur notre territoire sans notre permission», justifie-t-il, avec une pointe de défi. Un défi qu'il tient sans doute de l'appui inconditionnel de Moscou qui vise peut-être à forcer la main à l'Occident pour négocier en position de force.

## ÉTINCELLES DANS LE CIEL DE KIEV

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a promis hier à son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier, de «prendre toutes les mesures possibles». Mais il serait naïf



La présence militaire russe se fait de plus en plus pressante aux portes du pays

de prendre pour argent comptant cette promesse russe de faire libérer les otages de l'OSCE, opération qu'elle a peut-être commanditée. Autre étincelle qui a jailli hier en Ukraine, ces avions russes qui auraient violé l'espace aérien ukrainien «à plusieurs reprises au cours des dernières 24 heures», selon le Pentagone. Le ministère russe de la Défense a certes nié hier ces accusations, les qualifiant d'«allégations», selon l'agence de presse officiel Itar-Tass. Pas suffisant pour rassurer l'Occident pour qui une intervention militaire russe en Ukraine dans «les prochains jours», n'est plus à exclure. Le G7 accuse ainsi Moscou d'avoir ces derniers jours «continué à exacerber les tensions avec un discours toujours plus préoccupant et des manœuvres militaires menaçantes à la frontière de l'Ukraine». D'où cette décision d'ar-rêter une batterie de sanctions contre Moscou pour l'amener à cesser ses provocations. Selon un responsable américain, «chaque pays déterminera

quelles sanctions ciblées il veut imposer. Ces sanctions seront coordonnées et complémentaires, mais pas nécessairement identiques». «Les sanctions américaines pourraient intervenir dès demain lundi», a-t-il précisé. Pour le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, «le but est d'atteindre l'économie russe tout en faisant le moins de dommages possibles à l'économie américaine et mondiale». Les États-Unis sont «prêts à prendre des sanctions plus sévères et à en absorber les conséquences si nécessaire», a-t-il affirmé vendredi.

## LE PLAN DE KIEV ET LA MANŒUVRE DE MOSCOU

Côté européen, la chancelière allemande, Angela Merkel, a annoncé vendredi une rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'UE «aussi rapidement que possible» pour étudier de nouvelles sanctions. Les diplomates des 28 pays de l'UE se réuniront demain à Bruxelles et pourraient aborder les sanctions. Sur le terrain,

Slaviansk, bastion des séparatistes dans l'Est, est en état de siège depuis un assaut bref et meurtrier lancé par des blindés ukrainiens. Kiev a indiqué avoir mis en place «un blocus» de la ville afin d'empêcher les pro-Russes «de recevoir des renforts». Les séparatistes ont déclaré qu'ils ne rendraient pas la ville. Moscou a appelé Kiev à mettre fin sans délai à son offensive militaire, mais le pouvoir de Kiev a affirmé que son «opération antiterroriste» allait continuer, tout en s'engageant à faire preuve de retenue. A Kiev, on est convaincu que la Russie prépare sinon une invasion du moins une opération de déstabilisation du processus politique devant être couronné par la présidentielle du 25 mai. Moscou craint en effet l'élection d'un président pro-occidental qui la ferait buter définitivement d'Ukraine. C'est pourquoi les Russes via les séparatistes qu'ils appuient veulent organiser un référendum le 11 mai pour éviter que l'Ukraine ne leur échappe. **Hassan Moali**

AFGHANISTAN

## Abdullah virtuel vainqueur au 2<sup>e</sup> tour

L'ex-chef de la diplomatie Abdullah Abdullah, arrivé largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Afghanistan avec 44,9% des suffrages exprimés, affrontera l'économiste Ashraf Ghani (31,5%) au second tour du scrutin, selon des résultats préliminaires publiés hier. Zalmay Rassoul, un proche du président Hamid Karzaï considéré comme le candidat du pouvoir sortant, n'a obtenu que 11,5%, selon ces résultats dévoilés à Kaboul par le président de la Commission électorale indépendante (IEC), Ahmad Yousef Nuristani. «D'après nos résultats, il apparaît que l'élection donnera lieu à un second tour», a déclaré M. Nuristani lors d'une conférence de presse.

Les résultats du premier tour doivent encore faire l'objet d'une publication définitive le 14 mai après examen d'éventuels recours. Le deuxième tour entre MM. Abdullah et Ghani pourrait avoir lieu le 7 juin, a annoncé M. Nuristani, à moins qu'un vainqueur ne soit désigné à l'issue de négociations entre candidats.

Les prochaines semaines pourraient également être marquées par les résultats des enquêtes sur de possibles fraudes commises lors du premier tour, de nombreuses réclamations ayant été déposées pour bourrages d'urnes ou maltraitance et intimidation d'employés électoraux et d'électeurs.

Abdullah Abdullah, 53 ans, était arrivé en deuxième position au premier tour de la précédente élection présidentielle, en 2009, avec plus de 30% des voix. Il s'était retiré après avoir dénoncé, comme nombre d'observateurs, des fraudes massives, entraînant de facto la réélection du président Karzaï.

## SUCCÉDER À KARZAÏ

Près de 6,9 millions d'Afghans s'étaient rendus aux urnes lors du premier tour du 5 avril, sans incident majeur, malgré les attaques des talibans, sur un électoral estimé à 13,5 millions de personnes, soit une participation nettement plus forte qu'en 2009 (environ 30%).

Au total, huit candidats étaient en lice pour succéder à Hamid Karzaï, seul homme à avoir dirigé l'Afghanistan depuis la chute des talibans en 2001 et à qui la Constitution interdit de briguer un troisième mandat.

Ce scrutin, première passation de pouvoir d'un président afghan démocratiquement élu à un autre, est considéré comme un test majeur pour ce pays pauvre de 28 millions d'habitants et déchiré par trois décennies de guerre.

Le vainqueur de l'élection devra conduire le pays dans une ère nouvelle et incertaine après le retrait des troupes de la Force internationale de l'OTAN en Afghanistan (ISAF), d'ici à la fin 2014, qui fait craindre une flambée de violences dans un pays contrôlé en partie par les rebelles islamistes.

Les troupes de l'OTAN ont achevé en juin dernier le transfert de la responsabilité de la sécurité du pays aux forces afghanes, et assurent depuis des missions de formation et de soutien, notamment aérien.

Le futur président afghan aura aussi la lourde tâche de redresser une économie jusqu'ici largement dépendante de l'aide financière internationale. **R. I.**

IL A MIS ISRAËL DEVANT SES RESPONSABILITÉS

## Mahmoud Abbas fixe les règles du jeu

Le président Mahmoud Abbas a promis hier que le futur gouvernement d'union nationale palestinien composé de personnalités indépendantes, en accord avec le Hamas, rejetterait la violence, afin de rassurer la communauté internationale sur sa volonté de paix avec Israël. «Le prochain gouvernement obéira à ma politique», a-t-il dit aux membres du Conseil central palestinien (CCP), une instance dirigeante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qu'il préside, réunis à Ramallah en Cisjordanie jusqu'à aujourd'hui. «Je reconnais l'Etat d'Israël, je rejette la violence et le terrorisme et je respecte les engagements internationaux», a-t-il assuré dans un discours de plus d'une heure, plus pédagogique que polémique. Il se référait ainsi aux exigences du quartet pour le Proche-Orient (États-Unis, Russie, Union européenne et ONU) pour ouvrir le dialogue avec le Hamas : la reconnaissance d'Israël et des accords signés avec lui et la renonciation à la lutte armée. Aux termes d'un nouvel accord de réconciliation conclu mercredi, l'OLP et le mouvement islamiste, au pouvoir à Gaza depuis 2007, ont convenu de former un gouvernement de «consensus national» que dirigera par M. Abbas et composé de personnalités indépendantes. Ce dernier épisode de l'interminable feuilleton de la réconciliation nationale

palestinienne, lancée il y a trois ans par une série d'accords restés pour l'essentiel lettre morte, a provoqué la fureur d'Israël qui considère le Hamas comme un «groupe terroriste». En représailles, le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu a suspendu les pourparlers de paix relancés en juillet 2013 sous l'égide de Washington, déjà fort mal engagés, qui étaient censés aboutir à un accord de principe d'ici le 29 avril. M. Abbas a souligné, dans son discours, que, comme depuis le début du processus de paix il y a plus de 20 ans, les négociations avec Israël seraient menées non par le nouveau gouvernement, mais par l'OLP qui «représente l'ensemble du peuple palestinien».

## ÉTAT JUIF ? PAS QUESTION !

A ce sujet, il a réaffirmé son opposition à l'exigence par M. Netanyahu d'une reconnaissance d'Israël par les Palestiniens comme «Etat du peuple juif», rappelant qu'ils reconnaissent déjà l'Etat d'Israël depuis 1993. «Nous n'accepterons jamais de reconnaître un Etat juif», a-t-il dit, relevant que cette exigence n'avait été présentée ni à l'Égypte ni à la Jordanie, les deux seuls pays arabes à avoir signé la paix avec Israël. «Le (nouveau) gouvernement, lui, sera en charge de ce qui

se passe à l'intérieur des Territoires palestiniens», a dit M. Abbas. L'OLP est reconnue internationalement comme «l'unique représentant du peuple palestinien» et, à ce titre, seule habilitée à négocier en son nom. Le Hamas a qualifié le discours de M. Abbas de «positif», saluant notamment la «non-reconnaissance de l'Etat juif».

Le président palestinien a aussi répété qu'il était disposé à prolonger les pourparlers avec Israël au-delà de l'échéance du 29 avril, à condition que le gouvernement Netanyahu libère des prisonniers, gèle la colonisation et accepte de discuter de la délimitation des frontières du futur Etat palestinien. Enfin, M. Abbas a laissé planer la menace d'une autodissolution de l'Autorité palestinienne, qu'il dirige, chargée d'administrer les zones autonomes de Cisjordanie, ce qui obligerait Israël à assumer la responsabilité directe de la population de ce territoire occupé, comme avant les accords d'Oslo de 1993.

Côté américain, le secrétaire d'Etat John Kerry, parrain du processus de paix, a dû prendre acte de l'échec, à ce stade, de son initiative. «C'est un moment de transition. Nous ne pouvons pas forcer les parties à prendre des mesures qu'elles ne veulent pas prendre», a souligné vendredi la porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki. **R. I.**



## PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE DES PERSONNES ATTEINTES DE CANCER

# Une étape importante dans le traitement

● Absence de l'onco-psychologie dans le rapport préliminaire du plan cancer.

L'intérêt et la place de l'onco-psychologie dans la lutte contre le cancer et particulièrement dans le rapport préliminaire du Plan cancer 2015/2019 remis par le P<sup>r</sup> Zitouni au président de la République ont fait l'objet d'une communication, jeudi dernier, lors de la 7<sup>e</sup> Journée d'étude placée sous le thème : « La place de l'onco-psychologie dans le Plan cancer » organisée par l'administration, l'unité d'onco-psychologie du Centre Pierre et Marie Curie et la Société algérienne d'oncologie. M<sup>me</sup> Zina Oukkal Fettouchi, onco-psychologue au Centre Pierre et Marie Curie, a relevé que la première mouture de ce Plan cancer ne fait aucunement référence à la prise en charge psychologique des personnes atteintes de cancer, alors qu'il y a un intérêt porté à la prévention, au dépistage, traitements, accompagnement et recherche en matière de cancer. « Mais à aucun moment il n'est mentionné dans ce plan la place de la prise en charge psychologique, encore moins de l'onco-psychologie », a tenu à souligner M<sup>me</sup> Oukkal et de lancer un appel au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière afin d'y remédier. Elle propose une dizaine de recommandations, dont la création d'unités d'onco-psychologie affiliées chacune à une unité de soins de support dans tous les centres de lutte contre le cancer, prévoir une formation en oncopscychologie complète en DU ou des séminaires multiples pour les psychologues déjà en place, qui formeront par la suite les nouvelles recrues. « Cette formation sera centrée sur la méthodologie et les moyens d'investigation psychologiques en cancérologie, la psychopathologie et le cancer, les interventions psychothérapeutiques suivant les différentes approches individuelles, de groupe, familiale et réseau et suivant les différentes théories », a-t-elle indiqué, en précisant qu'il était important de travailler sur l'annonce qui doit être humaine, avec ou sans dispositifs techniques de communication entre soignants et soignés. Comme elle plaide également pour le travail sur l'intérêt de l'éducation thérapeutique chez le patient pour une qualité de vie sous traitement, se former dans l'accompagnement des parents ou enfants endeuillés et surtout aider à la réinsertion onco-psychologique des malades en rémission. M<sup>me</sup> Oukkal n'a pas manqué aussi de signaler que les onco-psychologues ont joué un rôle important dans les diffé-



PHOTOS : D. R.

rents services (chirurgie, consultation douleur, pneumologie, pédiatrie, en cothérapie avec des psychiatres, d'où d'ailleurs la nécessité, a-t-elle ajouté, de créer la Société algérienne d'onco-psychologie qui serait affiliée dans un premier temps à la Société algérienne d'oncologie.

D'autres intervenants ont insisté aussi sur la place de l'onco-psychologie dans l'amélioration de la qualité de vie des patients, et voire même dans l'efficacité du traitement qui requiert un bon accompagnement psychologique du malade pour alléger ses souffrances.

Le P<sup>r</sup> Bouzid, également président de la Société algérienne d'oncologie au Centre Pierre et Marie Curie au CHU Mustapha Pacha, a déploré l'absence de prise en charge psychologique des cancéreux tout au long des étapes de la maladie. Les cancéreux recourent aux aspects religieux et spirituels pour alléger leurs douleurs, vu l'absence de prise en charge psychologique par les spécialistes, a-t-il indiqué. Les spécialistes insistent sur la nécessité de consacrer une place à l'onco-psychologie, a indiqué le P<sup>r</sup> Bouzid qui espère que le psychologue jouera un rôle important dans le Plan cancer algérien. L'annonce de la maladie constitue un choc tant pour le malade que pour ses proches, a-t-il dit, souhaitant que les recommandations des psychologues en matière de prise en charge des cancéreux soient introduites dans le Plan cancer algérien (2015-2019). Pour sa part, le D<sup>r</sup> Mohamed Yahiaoui,

qui exerce dans le même CHU, a présenté un exposé détaillé sur le rapport qu'a présenté le P<sup>r</sup> Messaoud Zitouni au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, sur l'évolution du cancer en Algérie pour la mise en place d'un Plan national.

Djamila kourta

## LE PLAN CANCER

« Une priorité présidentielle », selon le P<sup>r</sup> Zitouni

■ Le rapport préliminaire du Plan cancer pour la période allant de 2015-2019 remis par le P<sup>r</sup> Messaoud Zitouni au président de la République à la fin de l'année 2013 comporte des propositions pour l'élaboration d'un Plan cancer, a précisé le P<sup>r</sup> Zitouni présent à la rencontre. Insistant sur les aspects scientifiques dans la prise en charge du cancer, le P<sup>r</sup> Zitouni a promis qu'il sera tenu compte des recommandations énumérées par M<sup>me</sup> Oukkal et « le plan cancer est un chantier de priorité présidentielle ». Pour lui, la volonté politique existe, il est donc permis de croire que le Plan cancer verra le jour, mais il faut beaucoup d'efforts de la communauté scientifique et « évacuer toutes ces certitudes paralysantes. Il faut fédérer les compétences pour mieux avancer, car les résultats auxquels nous sommes arrivés ne correspondent pas aux moyens dont dispose l'Algérie », a-t-il dit.

D. K.

## CHIRURGIE LAPAROSCOPIQUE

La technique prend de l'ampleur en Algérie

Les travaux du premier congrès de la fédération maghrébienne de chirurgie laparoscopique, le 6<sup>e</sup> congrès international et 13<sup>e</sup> national, ont débuté hier à l'hôtel Sidi Fredj. La promotion de la formation, la recherche et le développement de la chirurgie laparoscopique sont les objectifs de ce congrès, a souligné le P<sup>r</sup> Addad, président de la Société algérienne de chirurgie laparoscopique et chef de service de gynéco-obstétrique à l'hôpital Mustapha Bacha à Alger. Présents à cette rencontre, près de 300 chirurgiens marocains, tunisiens et algériens, toutes spécialités confondues, sont venus échanger les expériences entre les pays du Maghreb en vue d'améliorer les avancées réalisées dans ce domaine.



P. Addad

Il a précisé que l'organisation de ce congrès a pour objectif également d'assurer la formation, car « à travers de ce type de chirurgie on connaît mieux l'anatomie des organes et les praticiens en formation assimilent vite la pratique chirurgicale, que ce soit à ventre ouvert ou à ventre fermé », a-t-il indiqué et de signaler que cette technique est pratiquée dans tous les hôpitaux et les cliniques privées. « Cette technique est aujourd'hui tellement connue qu'elle est demandée particulièrement par les patients. Le chirurgien est condamné à la maîtriser. Elle offre de nombreux avantages, que ce soit pour le malade ou pour les collectivités. Il y a un énorme gain en matière de durée d'hospitalisation, auquel s'ajoute le confort du malade, notamment en termes d'esthétique et l'impact psychologique sur le patient qui peut rapidement reprendre son activité professionnelle », a souligné le P<sup>r</sup> Addad. L'impact économique est également important, a-t-il ajouté, car le fait de ne pas ouvrir le ventre ou une autre partie du corps cela évite des infections qui prennent du temps pour la guérison et qui nécessitent des traitements (antibiotiques pendant une longue durée et coûteux). A noter que la laparoscopie est l'examen interne des viscères avec une sonde fine munie d'un système d'éclairage. Des tables rondes, conférences et communications libres seront animées durant ces deux journées de congrès. Pour le P<sup>r</sup> Bouzid Addad, les attentes sont grandes s'agissant de la qualité des communications et des échanges d'expériences, ce qui contribuera, a-t-il expliqué, à élaborer les assises de l'avenir de la chirurgie laparoscopique dans les pays du Maghreb.

D. K.

## DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN EN ENTREPRISE

# L'association El Amel lance la première opération à Algérie Télécom

Une opération de dépistage du cancer du sein a été lancée, jeudi, à Alger, au niveau d'Algérie Télécom (AT), des entreprises et des agences relevant du ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication. La cérémonie a été présidée par la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Zohra Dourdour, et le PDG d'AT, Azouaou Mehmel. L'opération de dépistage est organisée par Algérie Télécom, en partenariat avec l'association El Amel d'aide aux personnes atteintes de cancer du Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger. Cette initiative, la première du genre en milieu d'entreprises, cible les femmes âgées de 40 ans et plus, employées au niveau d'Algérie Télécom, des entreprises et des agences relevant du ministère de la Poste et des TIC, précise

Kettab Hamida, de l'association El Amel, qui rappelle que l'acquisition il y a une année du premier mammobile pour le dépistage de masse auprès des femmes qui vivent dans des régions enclavées permettra d'aller vers un autre cadre de dépistage, qui est celui des entreprises. De son côté, M<sup>me</sup> Dourdour a indiqué que l'opération de dépistage est destinée au personnel féminin âgé de 40 ans et plus relevant du secteur de la Poste et des TIC et celles de moins de 40 ans présentant des antécédents personnels ou familiaux, prédisposées au risque du cancer du sein, ainsi qu'au profit des épouses des travailleurs du secteur.

Elle a promis de sponsoriser un deuxième mammobile à cette association pour une meilleure prise en charge des patientes. Le PDG d'AT considère pour sa part que cette opération

visait à promouvoir la culture de prévention sanitaire chez les femmes qui travaillent et sera accompagnée d'une campagne de sensibilisation et d'information sur le dépistage. Algérie Télécom, qui compte 2500 femmes de plus de 40 ans, veut s'engager en tant qu'entreprise citoyenne et solidaire à assurer la santé de ses employées et les prémunir d'une pathologie grave et participer à l'effort national de lutte contre le cancer.

Après Alger, l'opération touchera toutes les employées concernées à travers le territoire national au niveau des dix centres de dépistage prévus à cet effet et vers lesquels le mammobile se dirigera selon un planning arrêté, a ajouté M<sup>me</sup> Kettab. L'équipe médicale mobilisée pour cette opération est menée par un conseil scientifique dirigé par des professeurs de renom,

comme le P<sup>r</sup> Ahmed Bendib, chef de service de sénologie au Centre national anticancéreux Pierre et Marie Curie, le P<sup>r</sup> Abdelkrim Bendib, chef de service de radiologie (hôpital Mustapha), le P<sup>r</sup> F. Asselah, chef de service d'anatomopathologie (hôpital Mustapha), et le P<sup>r</sup> H. Mahfouf, chef de service d'oncologie médicale de l'hôpital de Rouiba. Ainsi, l'opération a été entamée le jour-même et dix femmes, dont la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Zohra Dourdour, ont bénéficié d'une mammographie et d'une consultation spécialisée. Le planning est donc fixé à partir d'aujourd'hui dans sa première étape pour toutes les employées d'Algérie Télécom de la région Centre, à savoir Alger, Boumerdes, Tipasa, Médéa, Tizi Ouzou, Blida et Bouira.

D. K.

## SANTÉ

## PRISE EN CHARGE DU CANCER DU SEIN

# De nouveaux progrès de l'imagerie médicale face aux tumeurs

L'imagerie médicale a révolutionné la prise en charge du cancer du sein. Une maladie de plus en plus fréquente en Algérie chez les femmes entre 45 et 48 ans. Dépister précocement les tumeurs permet une meilleure précision du geste chirurgical et juger de l'efficacité des traitements, ne cessent de répéter les spécialistes en signalant que les progrès ont modifié la prise en charge de nombreux cancers et devraient continuer à l'améliorer. «Il y a quelques années, l'imagerie médicale était utilisée dans le dépistage, aujourd'hui elle contribue au diagnostic et au traitement dans certains cas et passer à l'interventionnel surtout de nodules au stade précoce», a souligné le P<sup>r</sup> Bendib Nourdine, président de la Société algérienne de l'imagerie médicale (Sarim), en marge des Journées de formation en imagerie du sein. Il précise que les nouvelles techniques d'imagerie, notamment le scanner et l'imagerie par résonance magnétique, permettent de visualiser l'intérieur du corps en trois dimensions et de suivre les moindres mouvements des organes. Elle permet de visualiser des zones suspectes, détectées ou non à la palpation. Elles donnent plus de détails pour une irradiation moindre. «Toute zone suspecte détectée à la mammographie est en général examinée par échographie,

ce qui procure des renseignements complémentaires sur sa nature. Le médecin peut ensuite, si nécessaire, pratiquer un prélèvement, une biopsie. Le tissu ainsi récupéré sera alors confié à l'anatomopathologiste qui donnera son verdict», a-t-on expliqué. Le président de la Sarim, le P<sup>r</sup> Bendib, signale que la mammographie est l'examen de base en sénologie et de nouvelles techniques sont aujourd'hui introduites et permettent un meilleur diagnostic, surtout lorsqu'il y a des lésions très minimes, telles que la tomosynthèse.

Il a aussi insisté sur la deuxième lecture des images lors d'une mammographie. Il appelle les autorités publiques à développer la téléradio afin de permettre une meilleure lecture des images, voire une expertise, notamment pour les collègues qui sont dans des zones du Sud ou les Hauts-Plateaux. Le D<sup>r</sup> Resbeut, radiothérapeute de l'Institut Paoli Calmettes de Marseille, a, quant à lui, évoqué les aspects chirurgicaux et ceux liés à la radiothérapie intra opératoire au bloc opératoire. Une nouvelle technique qui consiste à délivrer une irradiation dans le lit tumoral, une fois que le chirurgien aura extrait la tumeur. Une technique, a-t-il insisté, indiquée uniquement dans le traitement conservateur. «L'opération se déroule sous contrôle de la vue et dure entre 20 à



PHOTO : D.R.

**Dépister précocement les tumeurs permet un meilleur traitement**

30 mm», a-t-il précisé, avant de signaler que la technique est réservée à des cas de cancer très limités et selon des conditions particulières. «La tumeur ne doit pas dépasser 2 à 3 cm et pour des femmes âgées de 45 ans et plus. Il y a aussi d'autres facteurs à prendre en considération, tels que la forme du cancer, etc. Cela fera ainsi gagner 8 séances de radiothérapie externe sur le sein. Au lieu d'en faire 33, la patiente ne fera que 25 séances. Dans notre centre à Marseille, 75% des cas de cancer bénéficient d'un traitement conservateur. Cette technique est largement utilisée», a-t-il indiqué. Relevant que le cancer du sein est

le premier cancer chez la femme et causant le plus de mortalité dans le pays, le P<sup>r</sup> Saledine Bendib, doyen de la faculté de médecine et chef de service de radiologie au CPMC, a noté que la fréquence élevée de cette maladie chez la femme jeune en Algérie «n'a pas encore d'explications fiables. Nous ne savons pas encore si cette situation est due à des problèmes d'environnement, alimentaires ou d'hérédité», a-t-il dit. Il précise qu'entre 9000 et 10 000 cas de cancer du sein sont diagnostiqués chaque année en Algérie et l'incidence de cette pathologie chez la femme jeune est élevée, contrairement aux pays

occidentaux où cette pathologie ne touche généralement que les plus de 60 ans. De son côté, le P<sup>r</sup> K. Bouzid, qui a présenté l'état des lieux et perspectives du cancer du sein en Algérie, a relevé que le pourcentage des cancers familiaux était deux fois plus élevé qu'en Occident, expliquant que cela est «peut-être dû notamment aux traditions de consanguinité». Les patientes algériennes sont 12 à 15 ans plus jeunes que les patientes occidentales, a-t-il estimé. Le Pr Bouzid a indiqué que la prévalence à partir des années 1990 du cancer du sein en Algérie a supplanté celui du col de l'utérus.

Il a relevé que dans deux tiers des cas, le diagnostic est effectué à un stade localement avancé ou métastatique, estimant à 3 millions de dinars le coût du traitement avec des résultats qui sont «très décevants» et une survie d'une fois sur 4 jusqu'à cinq ans. Pour le premier stade, 95% des malades guérissent avec un coût de traitement évalué à 400 000 DA. Il a appelé à sensibiliser davantage la population et mobiliser les soignants, le mouvement associatif et les autorités sanitaires compétentes, ainsi que les moyens de diagnostic et de thérapie afin de contribuer à prendre en charge efficacement cette maladie.

**Djamila Kourta**

www.renault.dz

## NOUVELLE RENAULT MEGANE

### VOTRE FORCE, VOTRE CARACTÈRE.

RenaultAlgerie



NOUVEAUTÉS :  
 VISO SYSTEM-RADAR DE PROXIMITÉ AVANT ET ARRIÈRE-CAMERA DE RÉCUL  
 - ECRAN TACTILE R-LINK + JOYSTICK DE NAVIGATION.  
 \*Options disponibles sur les versions ROSE et GT LINE.  
 Showroom El Biar : 021 82 23 28 / Succursale Grand Soud : 021 81 27 23 à 27  
 Succursale Grand Vents - Dely Ibrahim : 021 38 76 86 à 88  
 Espace clients : 0770 90 50 00

CHANGEONS DE VIE  
 CHANGEONS L'AUTOMOBILE





FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE DE SIDI BEL ABBÈS

# Réquisitoire contre la lâcheté

● Moudjarad nifayat, de Bachir Ben Salem, évoque la tourmente d'un homme qui a perdu sa dignité.



PHOTO: D. R.

Scène de la pièce Moudjarad Nifayat de Bachir Ben Salem

Sidi Bel Abbès  
De notre envoyé spécial

Dans un coin, au bas des escaliers du Théâtre régional de Sidi Bel Abbès où se tient le huitième Festival national du théâtre, un sac poubelle est déposé pour annoncer... la pièce *Moudjarad nifayat* (Ce ne sont que des ordures) de l'association Sidi Lahcen de Sidi Bel Abbès. *Moudjarad Nifayat* est un monodrame de l'Irakien Kacem Matrouf, mis en scène et joué par Bachir Ben Salem, qui a conçu également la scénographie, ce qui est déjà très discuté sur le plan de la cohérence artistique. Le metteur en scène a quelque peu adapté la pièce irakienne au contexte algérien de la guerre de Libération nationale. Il s'est appuyé sur un support vidéo pour présenter la guerre d'après des actualités coloniales françaises de l'époque. Les images évoquent l'assassinat des instituteurs Monnerot dans les Aurès en 1954. Un homme, probablement un écrivain ou un journaliste, vit seul après le départ de son épouse. «Elle a quitté un corps sans vie», dit-il amer. Il est travaillé par un remords vieux de plusieurs années, celui d'avoir «livré» des nationalistes

aux tortionnaires militaires français. Il revit les scènes de torture, le basculement entre vie et mort, découvre que son corps lui dicte la marche à suivre, souhaite la mort, n'attend plus rien de l'existence. La mort est pour lui une délivrance. Il rate un suicide. Il aurait tant voulu être un héros, mais c'était plus fort que lui. La lâcheté l'a pris au cou et il est devenu un délateur. Aussi, il ne rêve que d'être jeté parmi les détrités de la ville. Il attend l'arrivée de la benne à ordures à la tombée de la nuit. Dans la pièce originale de Kacem Matrouf, l'homme tourmenté s'adresse à sa conscience.

La pièce dénonçait notamment le recours systématique à la torture contre les opposants sous le règne de Saddam Hussein. Dans la pièce proposée par Bachir Ben Salem, l'homme tourmenté s'adresse à un autre homme (Mohamed Derrouiche). Il est à la fois le tortionnaire et le torturé, le chef et le soldat... Les sacs poubelle sur scène peuvent symboliser aussi les rêves perdus, les voix qui ne disent jamais «non» à l'arbitraire, à l'injustice. La pièce s'étire parfois en longueur, la musique du jazzman tunisien Youcef Dhafer est supposée porter la charge dramatique du récit. Le metteur en scène en a abusé. Idem pour les chorégraphies. «Le monodrame

de Matrouf est narratif. Nous avons voulu mieux montrer le conflit interne en choisissant un dialogue de deux personnages. Nous avons mis de l'action sur scène, des images, de la chorégraphie. J'ai toujours voulu aborder la thématique de la guerre de Libération nationale. Dans la pièce, j'ai essayé de montrer symboliquement ce qu'a été la torture pratiquée par l'armée coloniale française», a soutenu Bachir Ben Salem regrettant «le désintéret» par rapport au monodrame en Algérie. La pièce *Moudjarad nifayat* a obtenu un prix dans un festival de théâtre en Russie. Kacem Matrouf, décédé en septembre 2012 à Londres où il y était en exil, est connu par des pièces telles que *Jassadi moudoun oua kharayet* (Mon corps est villes et cartes), *Toqos wahchia* (Rituels sauvages), *Awham al ghaba* (Les mirages de la forêt) et *Kharif al wihcha* (L'automne de la nostalgie). Il est le dramaturge irakien le plus joué dans le monde. Le huitième Festival national du théâtre de Sidi Bel Abbès se déroulera jusqu'au 1<sup>er</sup> mai prochain. Un jury, présidé par le critique Kamel Bendimerad, doit choisir les meilleures pièces pour la compétition du Festival national du théâtre professionnel, (FNTF), prévu fin août à Alger.

Fayçal Métaoui

HEND SADI PUBLIE SON 2<sup>e</sup> LIVRE

## Mouloud Mammeri ou la Colline emblématique

Hend Sadi publie, chez l'éditeur algérien Achab, son deuxième livre intitulé *Mouloud Mammeri ou la Colline emblématique*. Jusque-là auteur de l'unique ouvrage *Tusnakt s wurar*, (Mathématiques récréatives (1991), publié en tamazight, l'ancien animateur du Mouvement culturel berbère renoue avec l'écriture engagée. Dans ce nouvel ouvrage, il revient sur la polémique suscitée dans le milieu intellectuel algérien par la publication, en 1952, du premier roman de Mouloud Mammeri : *La Colline oubliée*. Prenant la défense de son mentor dans le combat identitaire amazigh, le professeur de mathématiques a étudié la logique d'une «critique littéraire idéologique» qu'a subi la première œuvre majeure de Mammeri. Dans son travail d'analyse, Hend Sadi a décortiqué les textes-critiques, tous publiés en annexes, en les restituant dans leur contexte historique. Il a pris le soin de présenter le profil, l'itinéraire et le discours de tous ceux qui ont présenté des critiques littéraires de *La Colline oubliée*. Il a même traduit de l'arabe au français un texte de l'écrivain égyptien Taha Hussein qui a fait une longue critique élogieuse du roman de Da Lmulud. Si beaucoup d'observateurs renvoient la naissance de la littérature francophone algérienne à la publication de *La Colline oubliée* et *La Grande maison* de Mohamed Dib, Hend Sadi est catégorique : «La réception du roman de Mammeri a fondé la critique littéraire algérienne.»

### NAISSANCE DE LA CRITIQUE LITTÉRAIRE ALGÉRIENNE

S'alarmant de l'audience et du succès rencontrés par *La Colline oubliée*, salué même par la presse coloniale, une campagne de critiques virulentes a été menée contre ce roman par *Le Jeune Musulman*, organe des jeunes de l'Association des oulémas musulmans algériens. Cette revue, fondée par Ahmed Taleb Ibrahim, avait publié de nombreux articles où elle reprocha à Mammeri «l'encensement de la presse coloniale» et le relancement de la question identitaire berbère en Algérie, puisque le livre raconte la vie dans un village kabyle. Hend

Sadi revient en détail sur les textes à charge contre *La Colline oubliée* de trois auteurs : Amar Ouzegane, Mohamed-Chérif Sahli et Mostefa Lacheraf. Ouzegane a lancé le premier une campagne très violente contre Mammeri. Après avoir salué ce dernier et Mohammed Dib : «Je suis fier de voir des hommes de mon sang et de ma race jongler avec la langue française», Amar Ouzegane a accusé Mammeri de suivre «le mirage de l'art par l'art» et de faire le jeu de l'impérialisme en écrivant une œuvre littéraire plutôt qu'un livre militant. Quand Sahli publie sa critique dans *Le Jeune Musulman* du 2 janvier 1953, il l'intitule carrément *La Colline du reniement*. Hend Sadi considère cet article comme beaucoup plus «incisif» que celui d'Ouzegane. «Sahli a appelé, officiellement dans son texte, à l'excommunication de Mouloud Mammeri qui servait, selon lui, la propagande coloniale. Il se basait dans son argumentaire non pas sur ce qu'a écrit Mammeri, puisqu'il n'a même pas lu le roman, mais sur ce qu'a écrit particulièrement La Dépêche Quotidienne, le 24 septembre 1952, dans l'article titré : «Un beau roman kabyle», explique Hend Sadi. «La logique de Sahli a été trop simpliste : l'œuvre de Mammeri est forcément mauvaise et malaisante puisqu'elle s'attire la sympathie de la presse coloniale», précise-t-il. Mostefa Lacheraf, à son tour, s'est attaqué au livre de Mammeri en soutenant indirectement les thèses de Mohamed-Chérif Sahli. D'après Hend Sadi, «Lacheraf a accusé Mammeri de présenter une fausse vérité de l'identité du peuple algérien». En plus de toutes ces critiques défavorables, on trouve dans l'ouvrage de Sadi des textes favorables à *La Colline oubliée* de plusieurs auteurs, comme Sadek Hadjerès, Mahfoud Khaddache, Pierre Bourdieu et surtout Taha Hussein. Dans un article publié en 1956, le célèbre écrivain et journaliste égyptien a censuré le roman, en ne s'en tenant qu'au contenu du livre qu'il qualifia de «livre remarquable, qu'il peut être considéré comme un des meilleurs parmi ceux publiés ces dernières années», (les années 1950 ndlr).

Samir Ghezlaoui

## FOLIO



Par Djilali Khellals

## ILLUSION

car la pensée de Youcef El Ali est frappée par l'impuissance des vertus naturelles, de l'intelligence, des beaux sentiments, des utopies individuelles en face du mal. La naissance difficile de l'amour chez une fille (Souâd El Hamed) aussi malmenée par la vie n'a pas seulement la valeur d'une étude d'âme, pénétrante et délicate : elle suscite une attente dramatique. Souâd El Hamed symbolise cet Irak, beau, millénaire mais tourmenté et souillé par des hommes haineux et criminels. D'un chapitre à l'autre, les drames se jouent. Drames à la fois intimes et idéologiques, dont Baghdad est le théâtre. Souâd El Hamed a aimé

trois hommes et a été maintes fois violente par des hommes sans foi ni loi. Elle doute même de sa fille : «Est-elle le fruit de ma relation avec Souleïman, ou a-t-elle été conçue le jour d'après quand ce salaud de flic m'a violée ?» Malgré ce doute, elle a éduqué sa fille «Nora». Souleïman a été son dernier «homme». Et puis, il était le plus brave. Il est mort les armes à la main. Souleïman, Nora ? Deux consolations immortelles ! Le roman de Youcef El Ali est construit sur un fond de «guerre et de paix». Deux fonctions alternant dans la vie des Irakiens. La guerre comme phénomène moral, génératrice de sentiments, inspiratrice d'art et de

poésie (Babylone joyau architectural ou Omar El Khayam, poète éternel). Dans *Illusion*, les scènes de guerre et de paix réagissent les unes sur les autres. L'ensemble du roman est reconstruit par une infinité de touches minimes, de façon à exprimer ce que veut le romancier : montrer la faiblesse de certains personnages, alors que leur statut social ou intellectuel paraît jouir d'un certain respect «dans l'histoire de l'Irak moderne». La recherche des détails concrets donne au lecteur l'impression de la véricité des événements. Le procédé de Youcef El Ali ? Pas d'intrigue avec ses

péripéties et son dénouement, forme conventionnelle mais compliquée. L'auteur se contente de conduire son récit sur deux plans parallèles, en contraste l'un avec l'autre, et passe de l'un à l'autre selon la nécessité de l'écriture. Un simple montage de pièces appartenant à ces deux plans, et cela ressemble davantage à la vie. Cela nous rappelle la forme tolstôïenne. Cependant, Youcef El Ali maîtrise son roman de bout en bout. Un beau joyau baghdadi. 1)- Y. El Ali a publié un recueil de nouvelles en 2010. *Illusion* (El Watan) est édité par Dar Baghdad-janvier 2014.

*Illusion*, le premier roman de l'écrivain irakien Youcef El Ali<sup>(1)</sup>, se propose comme une facette de la mémoire collective de Baghdad. L'histoire de cette ville mythique est racontée ici en «flash-back»,

## JEUX - DÉTENTE

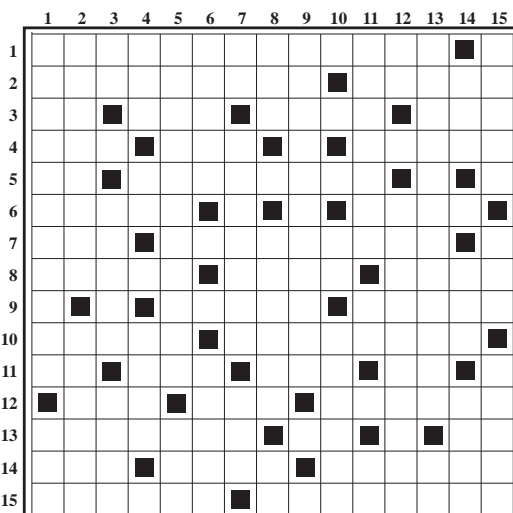
**HORIZONTALEMENT :** 1. Différents 2. Grimper. Armature de la selle 3. Cobalt. Bruit. Marchandise non emballée. Résine 4. Logements sociaux. Ile des Cyclades. Visité par des esprits 5. Belle puis bête. Absence de développement d'un organe 6. Direction de la prière. Epoques 7. Bison buté. Tourmenter 8. Test. Sonde. Aliment complet 9. Tramé. Femme à diadème 10. Ouf ! Parfums 11. Cours de peu d'importance. Fonça. Grande école. Avant la date 12. Rivière alpestre. Ferme provençale. Entente commerciale 13. Du Nord. Interjection. Pris du plaisir 14. Manche de tennisman. Grande peur. Ecarteur de chirurgien 15. Essayée. Stoppées.

**VERTICALEMENT :** 1. Mettre en pièces. Orient 2. Cabines pour électeurs. Unité d'hôtelier 3. Scandium. Beaucoup. Catégoriques 4. Tamis. Capone intime. Molécules 5. Allongements accidentels d'un muscle. Fin de cérémonie 6. Habitude. Cruelle 7. Art mineur. Rat musqué. Recueil de mots plaisants 8. Monnaie bulgare. Hauts fonctionnaires. Terme de psy 9. Etat d'une personne arrêtée 10. Pronom. Mastiquer 11. Distancées. Roulement de tambour. Dieu 12. Fin de verbe. Redirait 13. Prononcerait des mots en détachant les groupes de syllabes. Mère de Titans 14. Camp médiéval. Début d'inspection. Fleuve d'Irlande 15. Charges de baudets. Abonné au zéro. Poissons.

**SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENT :** HORIZONTALEMENT : 1. MANUFACTURIERES 2. OPERATIONNEL. CI 3. RITAL. TUE. NULLE 4. PC. TAIES. CA. ION 5. HALEINE. IR. SN 6. OLE. SESAMOIDE 7. TESTER. RAT. DOT 8. YS. ASTIGMATISME 9. AT. EMU. LOTI 10. ECRU. AMIE. INES 11. ONU. AMER. POETE 12. OB. ASA. NERON. AN 13. MARGE. ITS. UNI 14. IL. ETALS. PLEVRE 15. STASE. GRELES.

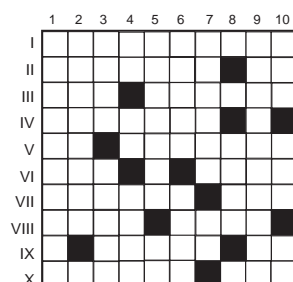
**VERTICALEMENT :** 1. MORPHOTYPE. OMIS 2. APICALES. COBALT 3. NET. LES. ARN 4. URATE. TATOUAGES 5. FALAISES. SETE 6. AT. INERTE. AA 7. CITEES. IMAM. ILS 8. TOUS. ARGUMENTS 9. UNE. IMAM. IRES 10. RN. CROTALE. PR 11. IENA. TO. POULE 12. ELU. ADDITIONNEL 13. LI. EOSINE. IVE 14. ECLOS. TM. ETA. RE 15. SIENNE. ESSENCES.

Quinze sur 15 N° 3800



Mots Croisés N° 3800

Par M. IRATNI



HORIZONTALEMENT

I- Tendance à grincer des dents. II- Oiseaux coureurs - Dans le plus simple appareil. III- Reçoit le boulin - Drap imperméable. IV- Lettre grecque. V- Règle - Illettrée. VI- A pied on n'en sort pas - Tête. VII- Moyen d'action - Et tout le toutim. VIII- Roi de théâtre - Dévoreur de bûches. IX- Abstinence - Roulé dans la farine. X- Petit somme d'appoint - Le premier éclairé.

VERTICALEMENT

1- Bagatelles. 2- Convoquée de nouveau sous les drapeaux. 3- Amérindien - Fuyard. 4- Lettre grecque - Deux, romain - Au jardin et à l'œil. 5- Douleur d'oreille - En plus. 6- Fruit - Loupe. 7- Postures de yoga - Pronom. 8- Jouer des soles. 9- Vérifiées. 10- Obtenue - Façon de boire - Note.

SOLUTION N° 3799

HORIZONTALEMENT

I- CHEMINEAUX. II- RAPETASSE. III- ALITE - SAL. IV- CLES - PENES. V- RUE - RA. VI- ECSTASY - RI. VII- MI - ASSENE. VIII- ENTRAINEES. IX- NEON - ELU. X- TRI - RES - SE.

VERTICALEMENT

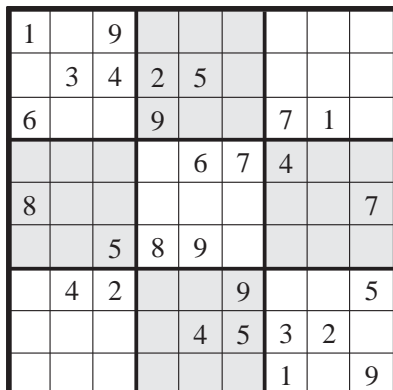
1- CRACHEMENT. 2- HALLUCINER. 3- EPIEES - TOI. 4- METS - TARN. 5- ITE - RASA. 6- NA - PASSIVE. 7- ESSE - YEN. 8- ASANA - NEE. 9- UELE - REELS. 10- XE - SAI - SUE.

Fléchés Express N° 3800

Sudoku N° 99

REGLE DU JEU

Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.



Solution Sudoku précédent

3	1	6	7	2	8	4	5	9
9	2	4	3	5	1	7	6	8
5	7	8	6	4	9	1	3	2
7	3	5	1	9	6	2	8	4
6	9	2	4	8	3	5	1	7
8	4	1	2	7	5	6	9	3
4	5	3	8	1	2	9	7	6
1	6	7	9	3	4	8	2	5
2	8	9	5	6	7	3	4	1

Tout Codé N° 3800

Définition du mot encadré

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Qui viole la loi conjugale.

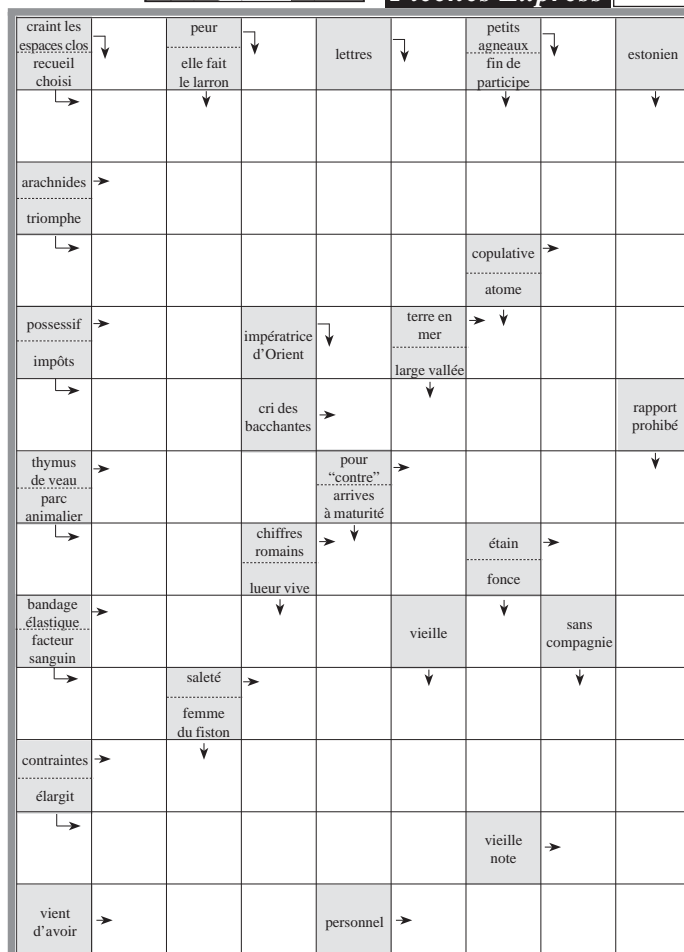
1	2	3	4	5	6	7	8	2	4	7	5	9
6	10	2		11	5		2	12	7	8		2
13	14	6	10	7	4	13	6		6		2	8
9	2		8	9	5	14	7	9	2	6	15	8
13	7	6	13		9	2		13	16	2	6	13
4	9	2		2	15	10	17	14	13	6	13	
7	13	9	2		13	3	10		8	13	4	13
18		3	10	17		19	7	13		4		10
10	9	7		2		13	6	4	7	13	8	
13	10	6	5	20	13		13	6	8		5	9
8	13		20	13	6	15		13	13	21	17	5
21	10	6	4									
6	10	8	8	13	17							

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT :

NYLON - PHIL COLLINS

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :

**HORIZONTALEMENT :** PERIPETIE / TERREURS / ORTIES / AS / ORL / SIDA / EPI / TETER / OBUS / EST / ELU / FER / ITE / LAS / OTITE / TET / AOUT / IRA / MINI / SFAX / NS / BASSE.  
**VERTICALEMENT :** METROPOLITAIN / RETRIBUTIONS / VIRIL / ETUI / PRE / TSF / ET / DEESSE / EL / SA / TU / ITERATIFS / TIRADES / SERAS / ESSARTS / TAXE.



Jeux proposés par gym C Magazine



## ON VOUS LE DIT

## Bouteflika attendu à Blida !

Le résultat de 81,53% obtenu par Abdelaziz Bouteflika à la présidentielle va-t-il l'encourager à surpasser son handicap physique pour assister, jeudi, au stade de Blida, à la finale de la coupe d'Algérie de football, opposant le Mouloudia d'Alger à la JSK. Une chose est sûre, la nouvelle a fait «bouger» les autorités locales. L'APC de Blida a commencé par fêter, jeudi soir et en grande pompe, la «victoire», en organisant une grande soirée de variétés au jardin public Patrice Lumumba (ex-Bizot). Encore plus, des ouvriers de la Direction des travaux publics (DTP) et des communes sont à pied d'œuvre pour relooker, «sérieusement», l'entrée de la ville et les alentours du stade Tchaker en donnant un coup de peinture à la façade du complexe sportif. Les Blidéens peuvent remarquer des ouvriers en train de ramasser les ordures, ravalier les murs et ornementer l'environnement avec des arbres et du gazon.

## Salon des collectionneurs à Médéa

Bonne nouvelle pour les philatélistes et les numismates (collectionneurs de timbres et de monnaie). Un Salon national leur sera dédié, du 15 au 18 mai prochain, à Médéa. L'événement s'inscrit dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine et aura lieu à la maison de la culture Hassan Hassani. Les personnes désireuses de participer à cette manifestation sont invitées à retirer la fiche de participation à partir du site de la direction de la culture de la wilaya de Médéa : [www.culturemedea.net](http://www.culturemedea.net). Une fois dûment remplie, cette fiche doit être transmise par courriel à : [amis\\_de\\_medea@yahoo.fr](mailto:amis_de_medea@yahoo.fr). Le nombre est limité à 20 exposants pour toutes les wilayas du pays. L'Association des amis de Médéa, co-organisatrice de la manifestation assure qu'elle prendra en charge les collectionneurs sélectionnés.

## Des faussaires subsahariens sous les verrous

La brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la wilaya de Aïn Defla a réussi, la semaine dernière, à mettre hors d'état de nuire un dangereux gang spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale. Il s'agit d'un réseau composé de 6 individus âgés de 19 à 40 ans, originaires de Guinée, du Cameroun et du Mali, dont 5 clandestins. Ces derniers ont escroqué plusieurs personnes à travers le territoire national. Leur dernière victime est domiciliée dans la wilaya de Mila (est du pays). Elle a été délestée d'un montant de 470 millions de centimes, a indiqué la même source. C'est un citoyen résidant dans la commune de Khemis Miliana qui a alerté la police au moment où l'un des faussaires s'apprêtait à agir afin de l'escroquer. Passé aux aveux, ce dernier a permis aux enquêteurs de remonter la filière qui activait dans plusieurs wilayas du pays. Le reste de la bande a été arrêté dans la wilaya de Blida.

## Ooredoo sponsorise Imagine Cup

Ooredoo est le sponsor majeur du concours Imagine Cup 2014, qui s'est tenu hier à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) d'Alger. Organisée par Microsoft Algérie, cette compétition technologique phare du paysage des TIC réunit des étudiants qui conjugueront leurs compétences et croiseront leur passion pour les TIC en vue de concrétiser sur la base de leur imagination et créativité des projets au service de l'innovation. Ooredoo a mis en place un espace dédié à la présentation du programme iStart visant à encourager le développement des applications mobiles locales par les jeunes Algériens et du programme iStart qui a pour objectif d'aider les jeunes à la création de start-up technologiques.

## CNAS DE BOUMERDÈS : ACTE II

## Le directeur de l'agence accusé de détournement

● Nous avons évoqué, il y a quelques jours, les agissements du directeur de la CNAS de Bumerdès qui s'est rendu coupable d'actes frauduleux envers son employeur et de la cabale qu'il a menée contre le cadre qui a éventé cette affaire.

Non content d'avoir perçu des allocations familiales auxquelles il n'aurait pas droit, ce directeur a fait encore plus fort... Jugez-en : il se serait permis le luxe de demander et de percevoir l'indemnité dite de salaire unique (indemnité de femme au foyer) d'un montant de 4000 DA mensuel. Le problème, c'est que son épouse habite en France et n'est donc pas au foyer au sens strict du terme. Sur la page facebook de l'épouse du directeur, celle-ci déclare clairement, noir sur blanc, qu'elle a travaillé en France où elle réside et a bénéficié donc en toute logique d'une couverture sociale. Plus grave encore est la manière dont ce directeur a usé pour percevoir une telle prime. Accompagné de deux collègues témoins, il aurait fait établir une attestation de non-activité pour son épouse, alors que cette dernière ne se trouve pas physiquement en Algérie. Si avant cela ce directeur pouvait invoquer l'ignorance des lois et des conventions en matière d'octroi des différentes indemnités par la CNAS, là l'intention est clairement frauduleuse. Selon des spécialistes en la matière contactés à ce sujet, pour les personnes dont les conjoints résident à l'étranger l'attestation de non-activité doit être impérativement retirée du

consulat et l'attestation de non-affiliation auprès de la Sécurité sociale française, où il y est précisé que le demandeur ne perçoit aucun salaire ni aucune rentrée d'argent de quelque nature que ce soit (salaire, RSA ou autres aides de l'Etat). Le directeur aurait donc produit et versé un faux document à la CNAS en toute connaissance de cause. Dans le but de masquer ses méfaits et sachant qu'il avait toute l'oreille de la direction générale où ses rapports et autres demandes étaient appliqués à la lettre, le directeur a constitué un volumineux dossier contre son cadre en y compilant toutes sortes de rapports accablants sur la gestion antérieure de son subordonné remontant même jusqu'en... 2008 ! Pour corser l'affaire et enfoncer encore plus le clou, le directeur a demandé à un agent qu'il a promu chef de centre (cet agent est sous traitement psychiatrique lourd depuis 2007 et il lui a pourtant été demandé de gérer un centre payeur !) et qui est sous la coupe de ce cadre, d'enregistrer ce dernier à son insu et l'accuser d'incitation à la rébellion. Il a ensuite convoqué un autre chef de centre et après un interrogatoire dont les méthodes sont dignes d'une police politique, aidé en cela par son assistant (ils les prenaient en tenaille et

leur mettaient la pression), ils ont fini par signer, malgré eux, un document où ils accusaient leur supérieur d'incitation à la rébellion. Avant toute cette affaire, le directeur de la CNAS Bumerdès a intenté un certain nombre de procès à ses subordonnés pour divers motifs, mais tous, sans exception aucune, ont gagné leur procès avec indemnisation et remboursement des frais de justice pour certains et réhabilitation totale pour d'autres. Encore de l'argent perdu pour la CNAS ! Ni le déplacement du cadre qui a découvert toute cette affaire à la direction générale de la CNAS où il y a exposé dans un rapport circonstancié cette affaire, ni une correspondance de l'avocat de ce cadre adressée à cette même direction générale où il est fait état des agissements frauduleux du directeur ainsi que de ses menaces n'ont fait bouger les choses et il aura fallu à la CNAS un article paru dans la presse pour que ses services réagissent en envoyant une inspection. Une plainte a été déposée auprès du procureur de la République près le tribunal de Bumerdès par le cadre de la CNAS contre le directeur de l'agence pour détournement de deniers publics et contre ses trois acolytes. Gageons que justice sera enfin rendue. **Mourad Rouane**

## LA GAMME DES SMARTPHONES S'ENRICHIT

## Samsung Algérie dévoile le Galaxy S5

C'est au milieu du somptueux décor de la Résidence Nedjma (El Biar), qui offre une vue panoramique de la baie d'Alger qu'a été lancé, jeudi dernier en Algérie, le Samsung Galaxy S5. Des invités, dont les représentants des opérateurs de téléphonie mobile et des directeurs de journaux, ont assisté à cet événement. L'équipe de Samsung Algérie a dévoilé ainsi un nouveau bijou de haute technologie qui surpassera son prédécesseur, le Samsung S4, qui était déjà à la pointe de l'innovation et en avance dans bien des domaines sur ses concurrents. Le mot «bijou» est aussi adapté à son design très chic qui en fait un vrai accessoire de mode. Que peut-on demander encore à un smartphone ? Samsung offre une réponse avec ce modèle. Parmi les différentes fonctions novatrices, on peut citer sa caméra et les différentes options du traitement de l'image qu'elle propose, son optimisation pour le téléchargement et différentes options de sécurité pour protéger les informations confidentielles. Autre argument de vente : son indicateur de pouls et la résistance de l'appareil à l'eau, à la poussière et aux chocs. «Avec le Galaxy S5, Samsung se concentre sur ce qui importe le plus aux consommateurs de la région», a déclaré le directeur général de Samsung Electronics Algérie. «Les consommateurs sont à la recherche d'outils mobiles qui les inspirent, les soutiennent et qui améliorent leur quotidien. Le Galaxy S5 représente une conception emblématique avec des fonctionnalités essentielles et utiles pour se

concentrer sur la vente du meilleur smartphone sur le marché d'aujourd'hui, à travers l'innovation inspirée par les utilisateurs.» La capture et l'enregistrement des souvenirs précieux sont les caractéristiques les plus importantes des smartphones d'aujourd'hui. Le nouveau Galaxy S5 offre des fonctionnalités d'appareil photo de qualité supérieure, comportant un appareil photo de 16 mégapixels doté d'un menu amélioré et d'une interface d'utilisateur qui permettent aux consommateurs de capturer, modifier et partager des photos facilement. Il comporte également un lecteur d'empreintes digitales, offrant un dispositif de verrouillage biométrique d'écran sécurisé, ainsi qu'une expérience de paiement mobile impeccable. Peut-être vos enfants aient accès à des contenus inappropriés ou qu'ils suppriment des données importantes ? Samsung a mis en place un mode enfant afin de restreindre l'accès, le tout dans une interface colorée et adaptée à vos chers chérubins. Son prix chez les revendeurs est de 163 500 DA. Mais les opérateurs de téléphonie mobile le proposent à des prix moins chers : 62 950 DA (Djezzy), 64 500 (Mobilis) et 67 000 DA (Ooredoo) ; les stocks sont limités. Le marché algérien de la téléphonie mobile est-il en train de s'orienter vers un «marché opérateur» ? Des signes portent à le croire, surtout après le lancement de la 3G en Algérie. Cela reste toutefois minime par rapport aux revendeurs, mais c'est une tendance qui se dessine depuis des semaines. **Kamel Benelkadi**

## BLIDA

## Arrestation de quatre violeurs

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Blida ont appréhendé, le 22 avril, une bande de quatre individus. Ces derniers avaient kidnappé la veille une jeune femme dont ils ont abusé. Le coup de filet a été réalisé par une patrouille de police vers 3h30 au quartier Douirette (centre-ville de Blida). En se rapprochant d'un véhicule suspect de type Atos stationné dans une ruelle de cette cité, l'un des passagers a pris la fuite. Le suspect a été arrêté après une course-poursuite en dépit d'une farouche résistance. Les policiers ont découvert en sa possession



un pistolet électrique. Les deux autres suspects (chauffeur et passager) ont été immédiatement arrêtés à l'intérieur de leur véhicule en dépit d'une tentative de fuite. La jeune femme qui se trouvait aussi dans le véhicule dans un état hystérique a été libérée. La fouille du véhicule a permis de récupérer une bombe lacrymogène, deux bombes fumigènes et trois lanceurs de feux d'artifice. Après enquête, il s'est avéré que la jeune femme, en compagnie de son mari, sont tombés en panne de voiture la veille de son kidnapping, vers 20h30 sur la route de Guerrouaou. Une voiture avec quatre passagers à bord s'est arrêtée à leur niveau. Ils ont agressé sauvagement son mari avec des armes blanches et ont emmené de force la jeune femme. Face à sa résistance, elle a été aspergée de gaz lacrymogène avant d'être violée. Le quatrième individu en fuite a été arrêté le même jour. Présentés au procureur de la République près le tribunal de Blida, les mis en cause ont été mis en détention préventive sous les chefs d'inculpation de «constitution d'association de malfaiteurs, enlèvement, attentat aux mœurs avec violence, viol et menace à l'aide d'armes blanches».

El Watan - Le Quotidien Indépendant

Édité par la SPA "El Watan Presse"

au capital social de 61 008 000 DA. Directeur de la

publication : Omar Belhouche

Direction - Rédaction - Administration Maison de la Presse :

Tahar Djaout - 1, rue Bachir Attar 16 016 Alger - Place du 1<sup>er</sup>

Mai Tél : 021 68 21 83 - 021 68 21 84 - 021 68 21 85 -

Fax : 021 68 21 87 - 021 68 21 88

Site web : <http://www.elwatan.com> E-mail :[admin@elwatan.com](mailto:admin@elwatan.com) PAO/Photogravure : El Watan

Publicité - Abonnement : El Watan 1, rue Bachir Attar -

Place du 1<sup>er</sup> Mai - Alger.

Tél : 021 67 23 54 - 021 67 17 62 - Fax : 021 67 19 88.

R.C. : N° 02818857 Alger.

Compte CPA N° 00.400 103.400 099001178 -

Compte devises : CPA N° 00.400 103.457 050349084

ACOM : Agence de communication : 102 Logts, tour de Sidi

Yahia, Hydra. Tél : 021 56 32 77 - Tél/Fax : 021 56 10 75

Impression : ALDP - Imprimerie Centre ; SIMPREC - Imprimerie

Est ; ENIMPOR - Imprimerie Ouest.

Diffusion : Centre : Aldp Tél/Fax : 021 30 89 09 - Est : Société

de distribution El Khabar.

Tél : 031 66 43 67 - Fax : 031 66 49 35 - Ouest : SPA El Watan

Diffusion, 38, Bd Benzerdjeb (Oran)

Tél : 041 41 23 62 - Fax : 041 40 91 66

Les manuscrits, photographies ou tout autre

document et illustration adressés ou remis

à la rédaction ne seront pas rendus et ne

feront l'objet

d'aucune réclamation.

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord de la rédaction.



25<sup>e</sup> JOURNÉE DU CHAMPIONNAT PROFESSIONNEL DE LIGUE 1

# La JSMB, le CABBA et le CRBBAF se dirigent droit vers la Ligue 2

## ● CRB 2 – CSC 1 Victoire salubre

Stade du 20 Août 1955 (Alger)

**Arbitres :** Himoudi, Etchiali, Bouhachoune

**Buts :** Bencherifa (31'), Bouregba (67') CRB. Boulemdaïs (84') CSC

**Averts :** Harkat (CRB), Barthé, Sameur (CSC)

**Expuls :** Harkat (80') CRB, Barthé (68') CSC

**CRB :** Chouih, Abdet, Bencherifa, Harkat, Khellili, Mansour (Dehar 87'), Anane, Mekhouit, Bouregba (Kerrar 82'), M. Benaldjia, Rebih

**Entrs :** Henkouche – Yahi

**CSC :** Cédric, Bouhena, Maïza, Barthé, N'Goumou, Zerdab (Bahloul 55'), Sameur, Alleg, Hadiouche (Naït Yahia 84'), Sayeh (Derrag 55'), Boulemdaïs

**Entr :** Simondi

Le CRB a réalisé une bonne opération dans la

lutte pour le maintien. Hier, la bande à Hen-

kouche-Yahi s'est imposée par 2 à 1 face au CSC.

Du coup, elle profite de la contre-performance

des autres mal classés pour s'éloigner provisoirement

des trois relégables. Le Chabab a affiché

ses intentions dès le départ en ouvrant la marque

par l'intermédiaire de Bencherifa d'un tir à ras

de terre, consécutivement à un joli service de

Benaldjia. Bouregba a failli doubler la mise peu

avant la pause.

Cependant, la meilleure occasion est à mettre à

l'actif des visiteurs mais Boulemdaïs seul face à

Chouih ne marquera pas. Après la pause citron, le

CRB ajoutera un deuxième but, signé Bouregba,

d'un tir croisé. Peu avant la fin de la partie, Bou-

lemdaïs réduira la marque du plat du pied. Mais

les Algérois tenaient à cette victoire et le score

restera inchangé.

Y. T.

## ● JSMB 1 – JSS 4 Béjaïa prend l'eau

Stade de l'Unité maghrébine (Béjaïa)

**Arbitres :** Bekouassa, Saidani, Tazout

**Buts :** Meddahi (37' sp) JSMB, Aoudou (16'),

Belkheir (24', 46'), Amri (49') JSS

**Averts :** Zafour, Aït Fergane, Coulibaly (JSMB),

Belkheir (JSS)

**JSMB :** Kacem, Mebarakou, Zafour, Saighi,

Benmansour (Zeghli 46'), Aït Fergane, Meddahi

(Bouabta 82'), Coulibaly, Bensaha, Hamouche

(Lahlou 82'), Tatem

**Entr :** Hamouche

**JSS :** Sefioune, Benmohamed (Saboni 70'),

Terbah, Sebte, Bakayoko, Boussemaha, Bejaoui,

Amri, Aoudou (Barbari 85'), Benjlali (Sayeh

80'), Belkheir

**Entr :** Alain Michel

La JSMB évoluera en Ligue 2 la saison pro-

chaine. C'est quasiment une certitude du mo-

ment que le sort des Béjaouis semble avoir été



Précieuse victoire du CRB qui se rapproche du maintien

scellé, hier, par les Sudistes de la JS Saoura après cette lourde défaite (1-4). Pourtant les Vert et Rouge ont été les premiers à donner l'alerte par le jeune Bensaha qui a failli tromper la vigilance du gardien Sefioune. Les poulains d'Alain Michel réagissent bien et parviennent à ouvrir le score à la 16' par Aoudou, avant que Belkheir ne double la mise quelques minutes plus tard. Les Béjaouis ont repris espoir suite au but de Meddahi sur penalty (37'). Mais c'était sans compter sur la volonté des Sudistes qui ont réussi à inscrire deux autres buts en seconde période par Belkheir (46') et Amri (49').

L. Hama

## ● MCO 1 – MCEE 0 Nessakh signe le maintien

Stade Habib Bouakeul (Oran)

**Arbitres :** Bichari, Gourari, Bourouba

**But :** Nessakh (85' sp) MCO

**Avert :** Nessakh (MCO)

**MCO :** Belarbi, Saidi, Nessakh, Belabbès,

Bouterbiet, Chlaoua, Dagoulou, Berradja,

Bouaïcha (Naït Slimani 46'), Hichem Cherif

(Benyettou 59'), Fekih (Megharbi 89')

**Entr :** Belatoui

**MCEE :** Ousserir, Berchiche, Zeghidi,

Belkheir, Oussalah, Hemmami, Gharbi,

Bentayeb, Benyamina (Abbès 64'), Chelhi,

Hamiti (Hamiti 87')

**Entr :** Accorsi

Il a fallu attendre les dernières minutes du match pour voir le MCO assurer un succès ô combien important qui lui permet de franchir un grand pas vers le maintien. La bande à Belatoui a dû batailler dur avant de battre le portier Ousserir, impérial durant la majeure partie du match. Les Hamraoua, trahis par la chance, ont vu la meilleure occasion de ce premier half arrêtée par la

transversale.

En seconde période, le MCO, toujours moins fringant, a réussi tout de même à bénéficier d'un penalty salvateur à cinq minutes de la fin de la rencontre. Nessakh n'a pas tremblé et a puissamment envoyé le ballon au fond des filets, permettant à son équipe d'arracher un succès qui sera peut-être synonyme de maintien. **Aymen M.**

## ● CRBAF 0 – USMA 2 Les Tortues hypothèquent leurs chances

Stade Demane Debih (Aïn M'lila)

**Arbitres :** Boukhalfa, Hallem et Zerhounia

**Buts :** Boudebouda (58'), Gasmî (92') USMA

**CRBAF :** Khairi, Belaili, Daïra, Ouakrif,

Griche, Saïdi (Karra 46'), Saïbi, Chouib, Maân-

ser, Douadi, Amroune

**Entr :** Abbas

**USMA :** Zemmamouche, Chafai, Essembo,

Bouchama, Bouazza, Souguer (Gasmî 75'),

Khoualed, Koudri, Ferhat, Boudebouda, Meftah

**Entr :** Velud

Une fois de plus, les coéquipiers de Douadi ont déçu leurs fans hier, lors de la réception du leader du championnat. L'USMA, respectant la logique des choses et imposant son hégémonie, a remporté le match à Aïn M'lila face à la formation locale du CRBAF sur le score de 2 à 0. Le premier but des Usmistes a été inscrit par le défenseur Boudebouda qui a repris de la tête un corner bien botté par Bouazza, ne laissant aucune chance au portier Khairi. Les Tortues ont multiplié les assauts, mais ils ont tous buté sur une bonne défense des Rouge et Noir. Lors du temps mort de la rencontre, Gasmî met à profit une ultime contre-attaque pour inscrire le second but et sceller définitivement le sort du match. **H.A.**

## ● ASO 0 – USMH 1 El Harrach logiquement

Stade Mohamed Boumezrag (Chlef)

**Arbitres :** Arab, Bazine et Dilmi

**But :** Boumechra (39') USMH

**Averts :** Lakhdari, Boussaïd et Meliani (ASO).

Mebarki et Younés (ASO)

**ASO :** Salhi, Badarou, Lakhdari, Zaoui, Zazou,

Boussaïd, Zaouche, Bentoucha (Messaoud 54'),

Meliani, Hadouche (Farhi 63'), Daham (Touaïli

68')

**Entr :** Ighil

**USMH :** Doukha, Azzi, Belkaroui, Boulakhoua,

Mazari, Ait Ouamar, Amada, Sylla (Al Amali

91'), Boumechra (Abid 86'), Mebarki (Khatir

91'), Younés

**Entr :** Charef

La première période était d'un niveau en dessous de la moyenne avec de rares occasions de part et d'autre. L'unique véritable occasion était celle d'ailleurs qui a vu l'USMH ouvrir le score (39'), sur un coup franc direct bien botté par Boumechra. En seconde période, et au moment où on attendait une réaction des Chélifiens, ce sont les Harrachis qui se montreront plus dangereux, notamment sur des contres à l'image de celle de Sylla et Boumechra (52' et 61'), qui ont failli faire le break, devant une équipe de l'ASO dominée et qui perd logiquement cette rencontre.

Ahmed Yechekour

## ● ESS 3 – MOB 2 Nadji libère les siens

Complexe du 8 Mai 1945 (Sétif)

**Arbitres :** Abid Charef, Tamen et Bitam

**Buts :** Belaimeri (53'), Nadji (70' + 85') ESS.

Nahari (43') Yettou (79') MOB

**Averts :** Lagraâ (ESS), Sidibé (MOB)

**ESS :** Belhani, Ziti, Lagraâ, Mellouli, Aroussi,

Ferahi (Madouni 65'), Karaoui, Djahnit, Nadji,

Belaimeri (Boukria 90'), Lamri (Okbi 46')

**Entr :** Madoui

**MOB :** Berrafane, Nemdil (Boulaincer 81'),

Guedjali, Dahouche (Akrou 82'), Bouamria,

Ferhat (Yettou 27'), Sidibé, Bahri, Yaya, Rahal,

Nahari

**Entr :** Amrani

Le repos a affecté les Sétifiens qui ont laborieusement repris la compétition, au grand bonheur des camarades de Yaya. Avant d'ouvrir la marque par le biais de Nahari (43') qui profite d'une faute d'appréciation de la défense ententiste, les Bougiotes gèrent à leur guise la première période qui n'a pas atteint les sommets. Profitant de la pause-citron, les Noir et Blanc ne tardent pas à remettre les pendules à l'heure (53'), par le biais de ce lutin de Belaimeri qui ne laisse aucune chance à Berrafane. Le retour au score transcende les Sétifiens qui s'installent dans le périmètre des visiteurs très regroupés autour de leur gardien. Celui-ci sera une nouvelle fois (70') battu par Nadji qui, d'une tête, matérialise un corner. Dix minutes plus tard, Yettou (80') nivelle la marque au grand regret des Ententistes qui retrouvent les ressources nécessaires pour ajouter un 3e but par l'intermédiaire de son buteur attiré, Nadji qui signe ainsi un doublé. **K. B.**

## Résultats et classement

Ligue 1 (25 <sup>e</sup> J)		
RCA - JSK	4-3	
MCA - CABBA	1-0	
CRBAF - USMA	0-2	
MCO - MCEE	1-0	
JSMB - JSS	1-4	
CRB - CSC	2-1	
ASO - USMH	0-1	
ESS - MOB	3-2	

Classement	Pts	J
1. USM Alger	57	25
2. ES Sétif	46	25
3. JS Kabylie	43	25
4. MC Alger	41	25
5. USM El-Harrach	40	25
6. CS Constantine	38	25
7. MC El-Eulma	38	25
8. RC Arbaâ	38	25
9. JS Saoura	36	25
10. ASO Chlef	34	25
11. MO Bejaia	27	25
12. MC Oran	27	25
13. CR Belouizdad	27	25
14. CRBA Fekroun	20	25
15. CABBA Arridj	20	25
16. JSM Bejaia	19	25

## CAN-2015 (ÉLIMINATOIRES) Tirage au sort aujourd'hui

La Confédération africaine de football (CAF) effectuera, aujourd'hui au Caire, le tirage au sort pour les éliminatoires de la CAN-2015 qu'abritera le Maroc en janvier 2015. Un tirage au sort qui concernera d'abord les deux premiers tours préliminaires de ces éliminatoires, où 28 sélections se disputeront les sept places qui composeront le chapeau 4 pour aborder le dernier tour de ces éliminatoires qui seront jouées sous forme de mini championnat de quatre équipes, dont le déroulement est programmé entre septembre et novembre. La sélection nationale, versée dans le chapeau 3, connaîtra donc au moins deux de ses prochains adversaires, en attendant les résultats des deux premiers tours

préliminaires qui désigneront le troisième adversaire. À signaler qu'en marge de cette cérémonie, il sera procédé aussi au tirage au sort de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique où est engagé l'Entente de Sétif.

T. A. S.

### COMPOSITION DES CHAPEAUX

Chapeau 1 : Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Zambie, Burkina Faso, Mali et Tunisie  
Chapeau 2 : Algérie, Angola, Cap-Vert, Togo, Egypte, Afrique du Sud et Cameroun  
Chapeau 3 : RDC, Ethiopie, Gabon, Niger, Guinée, Sénégal et Soudan  
Chapeau 4 : seront connus à l'issue des deux premiers tours préliminaires.



## 24<sup>e</sup> CAN DE VOLLEY-BALL GS Pétroliers- Kenya Prisons, ce soir en finale

Les coéquipières de Fatma Zohra Oukazi (GS Pétroliers) ont réalisé un grand exploit vendredi soir à la salle de Sidi Bou Saïd (Tunis), en disposant, lors des demi-finales de la 24<sup>e</sup> édition du Championnat d'Afrique des clubs champions seniors dames de volley-ball, du club organisateur, le CFS Carthage (Tunisie), par le score de 3 sets à 1, dans une confrontation très relevée face aux Tunisiennes. Les protégées de Salim Achouri (GSP), vice-championnes d'Afrique 2013 retrouveront en finale, ce soir (18h), à la salle Sidi Bou Saïd de Tunis, l'ogre Kenyan Prisons, dans un match qui se jouera sur un air de revanche pour les Algériennes, battues par ces mêmes Kenyans, lors de la précédente édition disputée à Antananarivo (Madagascar). Kenya Prisons, invaincu également dans la compétition est détenteur du trophée depuis 2010.

Nacer Mustapha

## ÉQUIPE NATIONALE Gourcuff et les fausses pistes de la FAF

La succession de Vahid Halilhodzic s'effectue en douceur. Son successeur, Christian Gourcuff, prépare ses valises pour le remplacer dans les prochaines semaines. Selon une source qui a ses entrées à Dely Ibrahim, «l'officialisation de l'engagement de Christian Gourcuff interviendra au soir de la dernière journée du championnat de France (17 mai). L'intéressé qui n'a pas voulu renouveler son contrat avec Lorient annoncera son arrivée à la tête des Verts après le match Lorient-Lille». La fédération et le coach ont bien avancé dans la négociation. Les deux parties ont beaucoup échangé avant d'arriver à un accord sur tous les aspects du contrat. L'entraîneur français a mandaté son avocat, très connu sur la place et qui conseille beaucoup de sportifs de haut niveau. Sur cet aspect, une gorge profonde indique : «Le dossier est pratiquement ficelé depuis plusieurs jours. Le contrat prévoit que Christian Gourcuff prendra ses fonctions au début du mois de juin, qu'il supervisera entre temps les deux matchs amicaux des Verts en Suisse (face à l'Arménie et la Roumanie, en mai). Il sera présent au Brésil pour suivre les rencontres de l'équipe d'Algérie, prendra ses quartiers, avec sa femme, dans un hôtel pas trop loin de celui des Verts à Sao Paulo. Mieux encore, dans son programme transmis à la fédération il a prévu un rassemblement des joueurs en France en août prochain.» La question qui vient à l'esprit est la suivante : pourquoi la fédé-



Christian Gourcuff

PHOTOS: D. R.

ration n'a pas encore officialisé l'engagement de ce coach ? Gorge profonde croit savoir que «le retard à l'allumage est motivé par une considération toute simple. Le recrutement d'un sélectionneur doit préalablement être discuté en bureau fédéral. C'est lors de la prochaine réunion de cet organe, peut-être le 3 mai, que le sujet sera abordé avec la proposition suivante. Lancer une consultation, via un avis d'appel d'offres, à l'instar de ce qui s'est fait en 2011 lors du recrutement de Vahid Halilhodzic. En réalité, l'avis d'appel d'offres est juste pour sauver les apparences et faire croire que le bureau fédéral a été associé au choix du prochain sélectionneur, alors que

Christian Gourcuff est déjà l'heureux élu», indique notre gorge profonde. Bien sûr, l'aspect financier du contrat ne sera pas dévoilé «pour ne pas heurter la sensibilité des citoyens frappés de plein fouet par la crise économique», ajoute la même source. Il y a quelques jours, le magazine France Football a dévoilé le salaire (brut) que percevait Christian Gourcuff à Lorient. Il est de l'ordre de 90 000 euros. Son salaire en Algérie tournerait autour d'une fourchette de 60 à 70 000 euros, sans compter les autres frais (séjour avec prise en charge totale, billets d'avion et autres menus avantages). C'est dans les possibilités de la fédération.

Yazid Ouahib

## CARTON ROUGE

## LFP : Hadjout victime de la hogra

Les membres de la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) maîtrisent-ils les règlements ? Pas sûr à la lecture du verdict rendu dans l'affaire USMM Hadjout-USM Bel Abbès. La décision de défalquer trois points à Hadjout défie le bon sens et la logique. Dans ses attendus, la commission de discipline de la LFP s'est appuyée sur l'article 83 du code disciplinaire portant sur «l'infraction découverte par la Ligue». S'il y a bien un article dans ce code disciplinaire qui ne permet pas à cette commission juridictionnelle de sanctionner Hadjout, dans cette affaire, c'est justement cet article cité en référence qui précise dans son intitulé «infraction découverte par la Ligue» ce qui suit «l'inscription sur la feuille de match et/ou la participation d'un joueur suspendu ou en fraude sur l'état civil découverte par la Ligue en l'absence de toute réserve est sanctionnée comme suit...». Dans le procès-verbal n° 29 du 21 avril 2014, affaire 191 bis, il est fait état (noir sur blanc) des réserves formulées par l'USMBA à l'encontre d'un joueur de l'USMMH que la commission de discipline a jugées irrecevables parce qu'elles n'ont pas été consignées sur la feuille de match par l'arbitre de la rencontre. Il est donc établi que l'USMBA a formulé des réserves sur le joueur de l'USMMH et que de ce fait cela entraîne automatiquement le recours à l'article 83 qui précise : «En l'absence de toute réserve». Les instances du football à travers leurs différents organes bafouent et violent en toute impunité leurs propres règlements. Ce type de dépassement est malheureusement monnaie courante dans le football algérien où c'est toujours le fait du prince qui prime sur tout. A cause de cette décision arbitraire, l'entraîneur Farid Zemiti est privé de son droit de travailler. Trop, c'est trop ! Il est temps de mettre un terme à cette mascarade qui n'ajoute rien à la gloire du football algérien. En fin de compte, à quoi servent les règlements s'ils sont systématiquement violés par ceux-là mêmes qui les édictent et qui sont censés les respecter ? Hadjout a toutes les raisons de dire qu'il est victime d'une hogra qui ne dit pas son nom.

Y. Ouahib

FOUAD BOUALI. Entraîneur du MCA

## «La composante sera légèrement remaniée pour la finale»



Face aux Criquets du CABBA, la troupe à Bouali n'a pas eu, à vrai dire, la partie facile. Elle s'en est tirée à bon compte, certes, cependant elle devra faire preuve de plus d'ingéniosité, de plus de discipline dans le jeu et corriger au plus vite les nombreuses erreurs, même si la

victoire reste bonne pour le moral de la troupe à la veille d'un aussi important événement que la finale de la Coupe d'Algérie. Cependant, il va falloir cravacher dur pour venir à bout d'une formation telle que la JSK et dont la déconvenue face à la redoutable équipe du RC Arbaâ n'est «qu'un attrape-nigaud» dans la mesure où l'attaque kabyle a pu remonter la pente en marquant trois buts, dont deux à l'actif du diable Eboisé, imprévisible baroudeur, qu'il faudra surveiller. Le coach Bouali, qui soit dit en passant a pris la poudre d'escampette toute de suite après le match de vendredi dernier, en quittant d'un pas pressé et en catimini le stade Omar Hamadi, laissant ainsi les journalistes sur leur faim, avait déclaré dans un entretien radiophonique que «l'équipe qui affrontera la JSK en finale sera la même que celle qui aura joué contre le CABBA à deux éléments près». Wait and see.

Abdelmadjid Hassoun

**AL FARABI**  
 Service d'Ophtalmologie

Oublier les Lunettes

Fini les lunettes et les lentilles de contact par l'art de corriger la myopie et l'astigmatisme au tout-laser

انتهاء النظارات الطبية و العدسات اللاصقة  
 لقصر النظر و تحديق القرنية بفضل فن التصحيح بالليزر

Service Ophtalmologie : 06 60 37 35 39  
 Standars 0660 79 01 21 / 0660 79 01 22

PUBLICITÉ

## FÊTE DU TRAVAIL Un tournoi de hand-ball au profit des jeunes à Oran

Le traditionnel tournoi-gala de handball est programmé pour ce jeudi 1er mai à l'occasion de la célébration de la Fête du Travail par l'Association Sportive «Les Castors». Cette manifestation sportive verra la participation des équipes et des formations de jeunes de Haï Chouhadas (ex Castors). Les rencontres de ce tournoi-gala doté de prix et cadeaux auront lieu à partir de 15 heures au stade «Bessol». Rappelons que cette manifestation sportive, parrainée par le wali, est sous l'égide de la DJS, l'APW et l'APC.

T. K.

## Du jeu et du spectacle garantis à Aïn Témouchent

En prévision de la fête mondiale du travail, coïncidant avec le premier mai, le stade Embarek Boucif d'Aïn Témouchent a abrité, jeudi et vendredi derniers, deux rencontres de football de 1/2 finales entre les équipes des travailleurs adhérents à la ligue sport et travail de la wilaya d'Aïn Témouchent. Ces deux matchs ont été arbitrés respectivement par les chevronnés techniciens de la ligue de football Touati et Ykhlef.

O. S.

## CHLEF

### Le CREPS érigé en centre de regroupement

L'ancien centre d'éducation physique et sportive, à l'abandon depuis trois décennies, sera transformé en centre de regroupement sportif. Le projet a bénéficié d'une dotation de 50 milliards de centimes destinés à la rénovation et à l'aménagement des lieux, a indiqué le directeur de la jeunesse et des sports. L'opération porte sur la réhabilitation de l'ancien bloc administratif, la construction d'un hôtel avec sauna et autres commodités, la restauration et la couverture de la piscine, le revêtement du terrain en gazon synthétique et la rénovation de la salle omnisports. A noter que l'ex-CREPS, situé au centre de Chlef, est entouré du centre culturel Larbi Tebessi et du nouveau siège du théâtre régional.

A. Y.

## ATHLÉTISME

# Sur les traces de Morceli et de Hassiba



Hassiba Boulmerka



Nouredine Morceli

Des jeunes passionnés par l'athlétisme ont créé en début de ce mois d'avril une association sportive d'athlétisme au niveau de leur commune Aoubellil, à 30 km au sud d'Ain Témouchent. Son objectif est

la relance de la pratique, le développement et les promotions de l'athlétisme au niveau de cette commune à vocation agricole. Selon son président M. Ben Mechiche Abdelkader, il y a, au niveau des écoles primaires, une pépinière de

jeunes pétris de qualités athlétiques et physiques qui leur permettront de réussir une carrière en cette discipline. Entre autres paramètres favorables, il a cité la clémence du climat et beauté de la nature.

O. Salem

## APC DE MAGHNIA

### Du sport pour motiver le personnel



Le personnel de l'état civil, APC de Maghnia

Afin de faire évacuer le stress de son personnel de l'état civil, l'APC de Maghnia a pris la louable initiative d'organiser un tournoi de football pour tous ses travailleurs. Dans un premier match tout simplement époustoufflant, l'équipe de "l'état civil", composée en majorité de trentenaires, a terrassé celle de l'équipe "légalisation/résidence", d'une moyenne d'âge de 45 ans, par un score fleuve de 11 à 5. Le match a été, certes spectaculaire et amical, mais non dénué de compétitivité. Ainsi, le capitaine d'équipe Haddad, 60 ans, essoufflé, a quand

même eu le mérite de contrer des attaques de Chérifi, même âge, mais néanmoins auteur de 4 buts. Ce qui a fait la joie de son capitaine et chef de service Kihel. Menouer, le vieux briscard, a été un des meilleurs sur le terrain. Les jeunes Sofiane, Berriah, Nehad, Mih, Kadri, Nabi, Bouzi, Tafila, Guerroudi, Bouazza, Bouarbi, Si Mohamed et Merzoug ont aussi brillé par la qualité de leur jeu... Notons que Haddad et Chérifi, deux fonctionnaires très estimés et ayant rendu un énorme service à la ville, partiront à la retraite ce 1er mai.

C. Berriah

## NRB SIRAT

### Un parcours jusque-là satisfaisant

Les observateurs, qui ont suivi le parcours du Nadi de Sirat, ont bien apprécié le bon parcours du NRB Sirat. En effet, le Nadi de Sirat a, jusque-là, réalisé un parcours qu'on peut qualifier de satisfaisant. Ce club a marqué sa présence en Régionale Deux, tant il s'est montré coriace tout au long du championnat aussi bien à domicile qu'en dehors de ses bases. Pour un coup d'essai,

ce fut un coup de maître. Cependant, le NRB Sirat, club cher au président Benchenni, aurait pu mieux faire s'il avait osé. Son classement aurait été bien meilleur n'était-ce le manque d'expérience de certains joueurs, non habitués à cette division. N'omettons pas de signaler cette bourde administrative qui a failli coûter cher au club. Heureusement, que tout

est rentré dans l'ordre. Le président Benchenni, qui a retenu les leçons de cette saison, pense déjà à l'exercice prochain. Il nous a soufflé que l'objectif qu'il s'assignera ne saurait être que l'accession en Régionale Une. Drivé par Abed Mokhtar, le Nadi de Sirat jouera le reste des rencontres de l'exercice actuel avec la même régularité en vue d'améliorer son classement.

A. T.

## ESM

### Manque d'efficacité en attaque

Ceux qui ont eu l'occasion de suivre la rencontre d'avant-hier, opposant dans un match chaud, les deux équipes, l'ES Mostaganem et l'Olympique de Médéa, sont unanimes à dire que les gars de la ville de Mostaganem ont bien joué et particulièrement en seconde période de jeu. La majeure partie du temps a été dominée par les locaux face à un solide adversaire Médéen, qui a placé une muraille infranchissable et bien regroupée devant son gardien. Ce dernier à lui seul découragea les attaquants Mostaganémois qui n'arrivaient pas à le prendre en défaut. Les poulains de Blidi se sont procuré de nombreuses occasions nettes de scorer, en vain. Ni le remuant Tlemcani, avec ses frappes puissantes, et encore moins le capitaine, n'ont pu arriver aux filets du gardien des gars du Titteri. Les Espérantistes ont manqué affreusement d'efficacité, bien qu'ils aient dominé leurs adversaires du jour, notamment en seconde période de jeu. Il n'en demeure pas moins qu'ils manquaient d'application dans la dernière touche de balle devant les buts adverses. Les changements opérés par le staff technique mostaganémois, en seconde mi-temps, n'ont pas également donné leurs fruits en attaque.

A. Taoui

## WAM

### Assurer le maintien

Toujours en course pour le maintien de l'équipe en division nationale amateur groupe «Ouest», le WA Mostaganem ne veut, en aucun cas, lâcher du lest. Bien au contraire, cette équipe est plus que jamais décidée à jouer ses chances à fond pour atteindre cet objectif. Même si la mission s'annonce difficile pour les gars du Widad de Mostaganem, du moment que plusieurs équipes luttent pour le même objectif, à l'image du Ghali de Mascara et du CR Témouchent. Les Widadis n'ont besoin que de quelques points pour assurer définitivement leur maintien en LNF Amateur. Ceci dit, ils doivent impérativement remporter le prochain match qui les opposera à la JSM Tiaret pour se libérer de tout calcul de fin de saison. Pour rappel, la formation mostaganémoise occupe actuellement la 13<sup>ème</sup> position au classement avec 25 points au compteur. La trêve était venue au bon moment puisqu'elle a permis au staff technique de corriger toutes les lacunes constatées ça et là. Comme elle a permis aux joueurs de recharger leurs batteries afin de se relancer dans la compétition car il reste encore six matchs à jouer. Les derniers matchs amicaux ont été fructueux pour la formation widadie et les joueurs ont promis de réaliser une bonne fin de championnat. Mais en football tout reste possible.

A. T.

## MERAKCHI BENSELEM

### Le plus ancien dirigeant honoré



Merakchi Bensalem, au milieu

À l'initiative des joueurs du club de Zidoria d'Aïn Témouchent, un gala de football a été concocté ce weekend sur le terrain communal Nedjima du Haï Moulay Mustapha en l'Honneur de Merakchi Bensalem, un dirigeant qui a consacré cinquante années de sa vie au service du développement et de la promotion du football à Aïn Témouchent. Avec sérieux et abnégation, sans relâche ni répugnance et malgré la pauvreté matérielle de ce club, il a pu gérer le ZSAT avec les moyens de bord. Parmi ses produits citons les deux joueurs internationaux de l'équipe nationale A, Merakchi Abdelhamid et Daoud Bouabdellah. Lors de ce tournoi, les anciens joueurs du Zidoria se sont confrontés dans une joute amicale à leurs homologues venus d'Oran. «Je suis très content car ce qui importe pour moi est exclusivement la reconnaissance de mes loyaux services. Depuis, ma jeunesse, j'ai servi honnêtement mon club sans pour autant courir derrière la fortune. Le respect et l'estime sont mon trésor» a avoué ce septuagénaire avec émotion, ammi Bensalem.

O. S.





BOUTEFLIKA DOIT PRÊTER SERMENT  
TOUT EST PRÊT POUR LA CÉRÉMONIE D'INVESTITURE



EVELINE SAFIR LAVALETTE

## Une combattante de la cause algérienne s'en va

**E**veline Safir Lavalette, moudjahida, combattante de la cause et de la Révolution algérienne, est décédée vendredi, à l'âge de 87 ans, en son domicile, à Médéa. Elle a été enterrée hier, au cimetière chrétien d'El Madania, à Alger. La défunte avait, de son vivant, souhaité être enterrée à côté d'Henri Maillot et de Chaulat. «*Nous avons exaucé son vœu*», témoignent ses proches amis.

Née en 1927, cette femme exemplaire, est issue d'une famille de pieds-noirs, vivant en Algérie depuis trois générations. La défunte, amie du professeur Pierre Chaulat, a grandi à Rouiba. En 1951 elle adhère à l'Association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale (Ajaas), à travers laquelle elle mène des actions de solidarité en faveur des populations rurales. Elle côtoie juifs, musulmans, catholiques et laïcs dans ce mouvement disparate où l'objectif ultime est l'aide aux jeunes qui vivent dans des conditions précaires. Eveline épouse la cause nationale de libération en 1955. Elle se bat auprès des grands qui ont fait l'histoire de l'Algérie.

Elle témoigne d'ailleurs de son amour pour cette Algérie en 2013, lorsqu'elle présente à la librairie Chihab son ouvrage intitulé *Juste Algérienne, comme une tresse*, une biographie retraçant son parcours militant au sein du FLN et des institutions officielles du



Eveline Safir Lavalette

pays. Ce 2 juillet 2013, elle explique à la foule, venue nombreuse assister à sa conférence, qu'elle n'a pas publié cet ouvrage pour décliner son identité ou justifier sa nationalité et encore moins prouver son «algérianité», bien au contraire, le but était juste de dire qu'elle est issue du tissu familial, ombilical, voire biologique de son humus natal, l'Algérie. Une Algérie qu'elle porte dans son cœur et pour que nul ne l'oublie. Eveline était non seulement une combattante, mais une battante. En s'engageant pour l'indépendance de l'Algérie en 1955, elle côtoie Benkhedda, Ben M'hidi et d'autres. Ses activités au sein du FLN sont nombreuses : elle était chargée de

l'impression des tracts, du transport de matériel, de l'acheminement des colis spéciaux et de l'hébergement de certains grands chefs de la Révolution, parmi lesquels le colonel Ouamrane, Slimane Dehilis, Krim Belkacem, Larbi Ben M'hidi, Mohamed Seddik Benyahia, Abane Ramdane et Benyoucef Benkhedda. Elle participe, en 1956, à l'impression du premier numéro du journal *El Moudjahid* et assure également la transcription du communiqué final du Congrès de la Soummam, de «L'Appel à la grève des étudiants», ainsi que de la «Lettre du chahid Zabana à ses parents» avant d'être guillotiné, en juin de la même année. Arrêtée le 23 novembre 1965 par la police française, torturée, elle est libérée en 1959. A l'indépendance, en 1962, Eveline est élue à l'Assemblée constituante, puis à la première Assemblée nationale en 1964. En 1967, elle épouse le doyen des journalistes, Abdelkader Safir. Elle participe à l'étude et à la mise en place du système éducatif avant d'intégrer le ministère du Travail en qualité de conseillère et occupe par la suite le poste de directrice de l'action sociale à Médéa jusqu'à la fin des années 1970. Retraitée, elle s'installe à Benichao, à l'est de Médéa, avec son défunt époux, puis déménage, pour des raisons sécuritaires à Médéa en 1993, où elle passa le restant de sa vie.

Nabila Amir

### COMMENTAIRE

## Rien ne sert de courir

Par Nadjia Bouaricha

**A**ujourd'hui, au lendemain d'une présidentielle estampillée du sceau de la commedia dell'arte, les choses sérieuses commencent et la vraie bataille reste à livrer. En cette veille de prestation de serment présidentiel, après que le fameux quatrième mandat ait été accordé sur un plateau fragile, l'Algérie d'en bas regarde où s'ouvrira la porte d'un meilleur-vivre, de liberté et de progrès dans la sauvegarde de sa souveraineté. C'est en ces moments de l'histoire d'un pays, où les questionnements sur l'avenir se font pressants et récurrents, qu'on décèle les signes d'une prise de conscience, d'une maturité annonciatrice de volonté d'en découdre et de tenter le passage vers un ailleurs spatiotemporel embusqué qui est à chercher dans les projections d'avenir et à construire à partir d'aujourd'hui pour les générations futures.

C'est aussi dans ces moments où l'espoir d'un changement «assisté» dicté par le haut est inexistant qu'éclot l'espoir de voir la société civile s'organiser et prendre en main son propre avenir, nonobstant un environnement hostile, fardé de barricades et de barrières. Le passage vers cet ailleurs est un passage obligé, car l'histoire est faite de cycles et de renouveau. Les appels à prendre le bateau de la transition démocratique émanant de divers partis et de personnalités politiques sonnent comme le début d'une unanime volonté d'aller de l'avant, en dehors de l'agenda du pouvoir. Un pouvoir qui a émis son veto contre le changement en choisissant un statu quo suicidaire et non porteur de solutions. Un statu quo qui se traduit par un quatrième mandat qu'on met en mode «marche» comme on demande à un danseur de patiner sur du sable. La transition démocratique appelée par la voie de la sagesse passera donc nécessairement par la création d'un rapport de forces obligeant ce «patineur» à cesser de faire du surplace et tenter la voie de secours pour un pays qui n'est pas à l'abri de vents de déstabilisation.

C'est là tout le défi qui se pose à l'opposition et à toute la société civile. Les appels à la transition démocratique, fusant de toutes parts, sont la preuve de l'urgence de mettre en marche un projet viable pour une Algérie exsangue du détournement opéré il y a plus de vingt ans du fleuve démocratique. Aujourd'hui que les lièvres ont retrouvé leurs gîtes, que la fausse course à la présidentielle est désormais à classer dans le passé, les partisans de la transition doivent méditer la leçon que «rien ne sert de courir, il faut partir à point». Il est heureux de constater ce vent unanime dans l'opposition pour la construction d'un nouveau consensus «novembriste», mais le chemin promet d'être long avant que le pouvoir finisse de se gargariser de son coup de force et ne reconnaisse qu'il n'a plus d'autre choix que de céder au changement. Les tentations de leadership sont un autre obstacle qui risque de compromettre une véritable marche vers la transition démocratique. Patience, humilité et union sont les maîtres-mots de tout projet de consensus viable. Convoquons à nos mémoires l'Algérie de la décennie 1945-1954. A bon entendeur...

### POINT ZÉRO

## A partir de combien d'actes isolés un acte ne l'est plus ?

Par Chawki Amari

**U**n des derniers pays à avoir lancé la 3G, l'Algérie devient l'un des derniers pays à instituer une présidence à vie, puis l'un des derniers à frauder des élections et faire de l'acte isolé une logique de groupe. L'histoire de Meziane et Lounis commence ici. Pendant que Bouteflika retourne à Paris se faire soigner, une sauvage répression faite d'une série d'actes isolés s'abat sur une marche à Tizi Ouzou. Lounis, qui regarde de trop près, a l'œil crevé par une balle en caoutchouc tirée par un policier. Ce n'est qu'un œil et qu'une seule balle, c'est donc un acte isolé. Lounis est en bas, Meziane est en haut, il filme, il est seul, c'est aussi un acte isolé. Sa vidéo fait le tour du pays, puis du monde, choque et renseigne sur la brutalité démocratique dont est capable une police républicaine. Sa vidéo est lancée, Meziane se retrouve seul, isolé. La DGSN possède aussi une connexion internet, elle visionne la vidéo puis lance une

commission d'enquête qui finit par arrêter Meziane. Sûre d'elle, la DGSN explique que si on marche, on se fait frapper et si on ne marche pas mais on filme ceux qui se font frapper, on se fait arrêter. Happy end : Meziane est libéré mais reste sous contrôle judiciaire ; Lounis est opéré mais reste sous contrôle médical. Il peut regarder d'un œil la vidéo de Meziane qui, lui, se demande quelle est l'issue de ce combat incertain entre smartphones 3G et caméras HD de surveillance de la police. Et surtout à partir de combien d'actes isolés un acte ne l'est plus ? Des télévisions sont interdites, des émissions censurées, des appels au meurtre sont lancés, filatures, écoutes et surveillance, des militants se retrouvent en prison et des opposants sont contrainits à l'exil après avoir été menacés, eux et leurs familles. 40 millions d'Algériens se retrouvent seuls, le réveil est douloureux. On s'endort sur une élection et on se réveille dans une dictature.

### météo

Aujourd'hui		Demain	
13° 21°	ALGER	13° 22°	
14° 25°	ORAN	13° 26°	
6° 22°	CONSTANTINE	7° 22°	
17° 33°	OUARGLA	18° 33°	